

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS207/AB/RW
7 mai 2007

(07-1345)

Original: anglais

CHILI – SYSTÈME DE FOURCHETTES DE PRIX ET MESURES DE SAUVEGARDE APPLIQUÉS À CERTAINS PRODUITS AGRICOLES

RECOURS DE L'ARGENTINE À L'ARTICLE 21:5 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

AB-2007-2

Rapport de l'Organe d'appel

I.	Introduction.....	1
II.	Arguments des participants.....	8
A.	<i>Allégations d'erreur formulées par le Chili – Appelant</i>	8
1.	Charge de la preuve.....	9
2.	Article 4:2 et note de bas de page 1 de l' <i>Accord sur l'agriculture</i>	10
3.	Articles 11 et 12:7 du Mémoire d'accord	17
4.	Conclusion.....	19
B.	<i>Arguments de l'Argentine – Intimé</i>	19
1.	Charge de la preuve.....	19
2.	Article 4:2 et note de bas de page 1 de l' <i>Accord sur l'agriculture</i>	20
3.	Articles 11 et 12:7 du Mémoire d'accord	27
4.	Conclusion.....	28
C.	<i>Allégations d'erreur formulées par l'Argentine – Autre appelant</i>	28
1.	Appel conditionnel et achèvement de l'analyse.....	29
2.	Champ d'application de la présente procédure au titre de l'article 21:5 relativement à l'allégation de l'Argentine au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994	30
3.	Compatibilité de la mesure en cause avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.....	31
D.	<i>Arguments du Chili – Intimé</i>	32
1.	Appel conditionnel et achèvement de l'analyse.....	32
2.	Champ d'application de la présente procédure au titre de l'article 21:5 relativement à l'allégation de l'Argentine au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994	33
3.	Compatibilité de la mesure en cause avec l'article II:1 b) du GATT de 1994.....	34
E.	<i>Arguments des participants tiers</i>	35
1.	Australie	35
2.	Brésil	36
3.	Canada.....	39
4.	Colombie.....	41
5.	Communautés européennes.....	41
6.	Thaïlande.....	44
7.	États-Unis.....	44
III.	Questions soulevées dans le présent appel.....	46
IV.	Contexte et mesure en cause	47
A.	<i>Aperçu général de la mesure en cause et du système initial de fourchettes de prix</i>	47
B.	<i>Le système initial de fourchettes de prix</i>	49
C.	<i>La mesure en cause</i>	50
V.	Charge de la preuve	53

VI.	Article 4:2 et note de bas de page 1 de l' <i>Accord sur l'agriculture</i>	59
A.	<i>Interprétation de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture</i>	60
1.	"Prix minimaux à l'importation"	61
2.	"Prélèvements variables à l'importation"	63
3.	"Mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits"	66
4.	Observations additionnelles sur la relation entre l'article 4 et l'article 5 de l' <i>Accord sur l'agriculture</i>	69
B.	<i>Application par le Groupe spécial de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture à la mesure en cause</i>	71
1.	Approche analytique du Groupe spécial	71
2.	Similarité à un prix minimal à l'importation	76
3.	Similarité à un prélèvement variable à l'importation.....	81
C.	<i>Conclusion</i>	89
VII.	Articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord	89
A.	<i>Article 11 du Mémorandum d'accord</i>	90
B.	<i>Article 12:7 du Mémorandum d'accord</i>	97
VIII.	Appel conditionnel.....	100
IX.	"Nouvelles" pièces présentées par le Chili en appel	101
X.	Constatations et conclusions	101
ANNEXE I	Notification d'un appel présentée par le Chili au titre de l'article 16:4 et de l'article 17 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord) et au titre de la règle 20 1) des <i>Procédures de travail pour l'examen en appel</i>	
ANNEXE II	Notification d'un autre appel présenté par l'Argentine au titre de l'article 16:4 et de l'article 17 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord) et de la Règle 23 1) des <i>Procédures de travail pour l'examen en appel</i>	

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>Australie – Saumons</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Australie – Mesures visant les importations de saumons</i> , WT/DS18/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
<i>Canada – Produits laitiers (article 21:5 – États-Unis et Nouvelle-Zélande II)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers – Deuxième recours des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS103/AB/RW2, WT/DS113/AB/RW2, adopté le 17 janvier 2003
<i>CE – Amiante</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant</i> , WT/DS135/AB/R, adopté le 5 avril 2001
<i>CE – Hormones</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)</i> , WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998
<i>CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003
<i>CE – Sardines</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines</i> , WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
<i>Chili – Système de fourchettes de prix</i>	Décision de l'arbitre <i>Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles – Arbitrage au titre de l'article 21:3 c) du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS207/13, 17 mars 2003
<i>Chili – Système de fourchettes de prix</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles</i> , WT/DS207/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
<i>Chili – Système de fourchettes de prix</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles</i> , WT/DS207/R, adopté le 23 octobre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS207/AB/R
<i>Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS207/RW, distribué aux Membres de l'OMC le 8 décembre 2006
<i>Corée – Boissons alcooliques</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Corée – Taxes sur les boissons alcooliques</i> , WT/DS75/AB/R, WT/DS84/AB/R, adopté le 17 février 1999
<i>Corée – Produits laitiers</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers</i> , WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
<i>Égypte – Barres d'armature en acier</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de Turquie</i> , WT/DS211/R, adopté le 1 ^{er} octobre 2002
<i>États-Unis – Acier au carbone</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne</i> , WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS257/AB/RW, adopté le 20 décembre 2005
<i>États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS277/AB/RW, adopté le 9 mai 2006
<i>États-Unis – Chemises et blouses de laine</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde</i> , WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997
<i>États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes – Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS58/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
<i>États-Unis – FSC (article 21:5 – CE II)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS108/AB/RW2, adopté le 14 mars 2006
<i>États-Unis – Gluten de froment</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes</i> , WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001
<i>États-Unis – Jeux</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris</i> , WT/DS285/AB/R, adopté le 20 avril 2005
<i>États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes</i> , WT/DS212/R, adopté le 8 janvier 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS212/AB/R
<i>États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE (article 21:5 – CE)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS212/RW, adopté le 27 septembre 2005
<i>États-Unis – Réduction à zéro (Japon)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction</i> , WT/DS322/R, adopté le 23 janvier 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS322/AB/R
<i>États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS268/RW, distribué aux Membres de l'OMC le 30 novembre 2006
<i>Inde – Brevets (États-Unis)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture</i> , WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998
<i>Inde – Restrictions quantitatives</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels</i> , WT/DS90/AB/R, adopté le 22 septembre 1999

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>Japon – Pommes</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Japon – Mesures visant l'importation de pommes</i> , WT/DS245/AB/R, adopté le 10 décembre 2003
<i>Japon – Produits agricoles II</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Japon – Mesures visant les produits agricoles</i> , WT/DS76/AB/R, adopté le 19 mars 1999
<i>Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
<i>République dominicaine – Importation et vente de cigarettes</i>	Rapport du Groupe spécial <i>République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur</i> , WT/DS302/R, adopté le 19 mai 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS302/AB/R
<i>Thaïlande – Poutres en H</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne</i> , WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Abréviation	Définition
<i>Accord sur l'OMC</i>	<i>Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce</i>
c.a.f.	coût, assurance et fret
Droit appliqué	Un droit de 6 pour cent <i>ad valorem</i> au titre du traitement de la nation la plus favorisée
f.a.b.	franco à bord
GATT de 1994	<i>Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994</i>
Groupe spécial	Groupe spécial chargé de la présente procédure <i>Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)</i>
Groupe spécial initial	Groupe spécial chargé de la procédure <i>Chili – Système de fourchettes de prix</i>
Mémorandum d'accord	<i>Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends</i>
Mesure en cause	Système de fourchettes de prix modifié du Chili
OMC	Organisation mondiale du commerce
ORD	Organe de règlement des différends
<i>Procédures de travail</i>	<i>Procédures de travail pour l'examen en appel, WT/AB/WP/5, 4 janvier 2005</i>
Rapport du Groupe spécial	Rapport du Groupe spécial <i>Chili – Système de fourchettes de prix (article 21:5 – Argentine)</i>
Rapport du Groupe spécial initial	Rapport du Groupe spécial <i>Chili – Système de fourchettes de prix</i>

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE
ORGANE D'APPEL

Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles

Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du
Mémorandum d'accord

Chili, *appellant/intimé*
Argentine, *autre appellant/intimé*

Australie, *participant tiers*
Brésil, *participant tiers*
Canada, *participant tiers*
Chine, *participant tiers*
Colombie, *participant tiers*
Communautés européennes, *participant tiers*
États-Unis, *participant tiers*
Pérou, *participant tiers*
Thaïlande, *participant tiers*

AB-2007-2

Présents:

Baptista, Président de la section
Abi-Saab, membre
Sacerdoti, membre

I. Introduction

1. Le Chili et l'Argentine font chacun appel de certaines questions de droit et interprétations du droit exposées dans le rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord* (le "rapport du Groupe spécial").¹ Le Groupe spécial a été établi pour examiner la plainte de l'Argentine concernant la compatibilité avec l'*Accord sur l'agriculture*, l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "GATT de 1994"), et l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* (l'"*Accord sur l'OMC*") de la mesure prise par le Chili pour se conformer aux recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") dans la procédure initiale *Chili – Système de fourchettes de prix*.²

¹ WT/DS207/RW et Corr.1, 8 décembre 2006.

² Les recommandations et décisions de l'ORD ont résulté de l'adoption par l'ORD, le 23 octobre 2002, du rapport de l'Organe d'appel WT/DS207/AB/R et du rapport du Groupe spécial WT/DS207/R dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*. Dans le présent rapport, nous désignons le Groupe spécial chargé de la présente procédure au titre de l'article 21:5 par les termes le "Groupe spécial". Nous désignons le Groupe spécial qui a examiné la plainte initiale formulée par l'Argentine par les termes le "Groupe spécial initial" et son rapport par les termes le "rapport du Groupe spécial initial".

2. La procédure initiale portait sur le système de fourchettes de prix du Chili appliqué à certains produits agricoles.³ Le Groupe spécial initial a constaté que le système de fourchettes de prix du Chili était une mesure à la frontière similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation, autre que les droits de douane proprement dits, au sens de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.⁴ Par conséquent, le Groupe spécial initial a conclu que, comme le système de fourchettes de prix était une mesure "du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits" au sens de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, en maintenant une telle mesure, le Chili avait agi d'une manière incompatible avec cette disposition.⁵ Le Groupe spécial initial a également conclu que, comme les droits résultant du système de fourchettes de prix n'ont pas été inscrits dans la colonne "Autres droits et impositions" de la Liste de concessions du Chili, mais qu'ils ont été néanmoins perçus, ces droits étaient incompatibles avec la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994.⁶

3. L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle le système de fourchettes de prix du Chili était une mesure à la frontière similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation et était donc incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.⁷ Cependant, l'Organe d'appel n'a pas souscrit à la définition qu'a donnée le Groupe spécial initial des "droits de douane proprement dits" et, par conséquent, a infirmé sa constatation selon laquelle l'expression "droits de douane proprement dits", au sens de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, devait être interprétée comme "désignant un droit de douane qui n'est pas appliqué en fonction de facteurs exogènes".⁸ En outre, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle les droits résultant du système initial de fourchettes de prix étaient incompatibles avec la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 au motif que cette allégation ne faisait pas partie de la question dont il était saisi et qu'en formulant cette constatation, le Groupe spécial initial avait agi d'une manière incompatible avec

³ Le Groupe spécial initial a également constaté que certaines mesures de sauvegarde appliquées aux produits assujettis au système de fourchettes de prix étaient incompatibles avec l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et avec l'*Accord sur les sauvegardes*. Ces mesures de sauvegarde ont été retirées pendant la procédure du Groupe spécial initial. (Rapport du Groupe spécial initial, paragraphes 2.15, 7.109 à 7.198 et 8.1 b)) Les constatations du Groupe spécial initial concernant les mesures de sauvegarde n'ont pas été visées par l'appel.

⁴ Rapport du Groupe spécial initial, paragraphes 7.25, 7.47 et 7.65.

⁵ *Ibid.*, paragraphes 7.102 et 8.1.

⁶ *Ibid.*, paragraphes 7.107, 7.108 et 8.1.

⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphes 262, 280 et 288 c) i).

⁸ *Ibid.*, paragraphes 278 et 288 c) ii). Rapport du Groupe spécial initial, paragraphes 7.52 et 7.60.

l'article 11 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémoire d'accord").⁹

4. Le 23 octobre 2002, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial initial et celui de l'Organe d'appel. Le 6 décembre 2002, le Chili a demandé qu'un délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord*.¹⁰ Dans une décision rendue le 17 mars 2003, l'arbitre a déterminé que le délai raisonnable pour que le Chili mette en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD serait de 14 mois, et qu'il prendrait fin le 23 décembre 2003.¹¹ Le 27 octobre 2003, le Chili a informé l'ORD qu'il avait apporté des modifications à son système de fourchettes de prix qui entreraient en vigueur le 16 décembre 2003.¹² Cependant, l'Argentine a considéré que la mesure modifiée du Chili n'était pas conforme aux recommandations et décisions formulées par l'ORD dans la procédure initiale.¹³ Le 29 décembre 2005, l'Argentine a demandé que la question de la mise en conformité soit renvoyée devant le Groupe spécial initial conformément à l'article 21:5 du *Mémoire d'accord*.¹⁴ Le 20 janvier 2006, l'ORD a renvoyé la question devant le Groupe spécial initial.¹⁵

5. La mesure contestée par l'Argentine dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 est le système de fourchettes de prix modifié du Chili, tel qu'appliqué aux importations de blé et de farine de blé. Cette mesure (la "mesure en cause") est constituée des instruments suivants: i) l'article 12 de la Loi du Chili n° 18.525 sur les règles applicables à l'importation de marchandises, modifiée par la Loi n° 19.897 publiée le 25 septembre 2003; et ii) le Décret suprême n° 831 du Ministère des finances du Chili, publié le 4 octobre 2003, réglementant l'application de l'article 12 de la Loi n° 18.525, modifié par la Loi n° 19.897.¹⁶ Les éléments constitutifs et le fonctionnement de la mesure en cause sont

⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphes 173, 174, 177 et 288 a); rapport du Groupe spécial initial, paragraphe 7.108.

¹⁰ WT/DS207/9.

¹¹ Décision de l'arbitre dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 58.

¹² WT/DS207/15/Add.1 et WT/DSB/M/157, paragraphe 18.

¹³ Le 24 décembre 2003, l'Argentine et le Chili ont notifié à l'ORD leur mémoire d'accord concernant les procédures au titre des articles 21 et 22 du *Mémoire d'accord* pour ce qui est du différend. (WT/DS207/16)

¹⁴ WT/DS207/18.

¹⁵ WT/DS207/19.

¹⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.12; Loi du Chili n° 19.897 (pièces ARG-1 et CHL-1 présentées par l'Argentine et le Chili, respectivement, au Groupe spécial); Décret suprême n° 831 du Ministère des finances du Chili (pièces ARG-2 et CHL-2 présentées par l'Argentine et le Chili, respectivement, au Groupe spécial).

exposés dans le rapport du Groupe spécial¹⁷ et dans la section IV du présent rapport, et les aspects factuels du présent différend sont exposés plus en détail dans le rapport du Groupe spécial.¹⁸

6. Devant le Groupe spécial, dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, l'Argentine a allégué que le Chili n'avait pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD et que la mesure en cause, telle qu'appliquée au blé et à la farine de blé, était incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 et l'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC*.

7. Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux Membres de l'Organisation mondiale du commerce (l'"OMC"), le 8 décembre 2006. Le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

- a) En maintenant une mesure à la frontière similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation, le Chili agit d'une manière incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, et n'a donc pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD; et
- b) Il est inutile, pour régler le présent différend, de formuler une constatation distincte sur l'allégation de l'Argentine au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994.¹⁹

8. Le Groupe spécial a conclu que le système de fourchettes de prix du Chili continuait d'annuler ou de compromettre des avantages résultant pour l'Argentine de l'*Accord sur l'agriculture*.²⁰

9. Le 5 février 2007, le Chili a fait part à l'ORD, conformément à l'article 16:4 du Mémorandum d'accord, de son intention de faire appel de certaines questions de droit couvertes dans le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit exposées par le Groupe spécial et a déposé une déclaration d'appel²¹ conformément à la Règle 20 des *Procédures de travail pour l'examen en appel* (les "*Procédures de travail*").²² Le 12 février 2007, le Chili a déposé une communication d'appelant.²³ Le 19 février 2007, l'Argentine a fait part à l'ORD, conformément à l'article 16:4 du Mémorandum d'accord, de son intention de faire appel de certaines questions de droit couvertes dans le rapport du

¹⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 2.12 à 2.32.

¹⁸ *Ibid.*, paragraphes 1.1 à 2.11.

¹⁹ *Ibid.*, paragraphe 8.2. Le Groupe spécial a également constaté qu'il était inutile, pour régler le présent différend, de formuler une constatation distincte sur l'allégation de l'Argentine au titre de l'article 16:4 de l'*Accord sur l'OMC*. *Ibid.* Cette constatation du Groupe spécial n'est pas visée par l'appel.

²⁰ *Ibid.*, paragraphe 8.3.

²¹ WT/DS207/22 (jointe en tant qu'annexe I au présent rapport).

²² WT/AB/WP/5, 4 janvier 2005.

²³ Conformément à la Règle 21 des *Procédures de travail*.

Groupe spécial et de certaines interprétations du droit exposées par le Groupe spécial, et a déposé une déclaration d'autre appelant conformément à la Règle 23 1) et 2) des *Procédures de travail*.²⁴ Le 23 février 2007, l'Argentine a déposé une communication d'autre appelant.²⁵ Le 2 mars 2007, l'Argentine a déposé une communication d'intimé.²⁶ Le 6 mars 2007, le Chili a déposé une communication d'intimé.²⁷ Le même jour, l'Australie, le Brésil, le Canada, les Communautés européennes et les États-Unis ont chacun déposé une communication de participant tiers²⁸, et la Chine, la Colombie, le Pérou et la Thaïlande ont chacun fait part au secrétariat de l'Organe d'appel de leur intention de comparaître à l'audience et de faire une déclaration orale.²⁹

10. L'audience dans le présent appel s'est tenue le 15 mars 2007. Les participants et les participants tiers (à l'exception de la Chine et du Pérou) ont présenté des arguments oraux et répondu aux questions posées par les membres de la Division connaissant de l'appel.

11. La Division a reçu deux demandes relatives à la procédure au cours de l'appel. Premièrement, le 9 février 2007, la Division a reçu une lettre de l'Argentine demandant, conformément à la Règle 16 2) des *Procédures de travail*, de modifier la date prévue pour le dépôt de sa communication d'autre appelant, soit le 26 février 2007 au lieu du 20 février. L'Argentine a expliqué qu'il serait "très problématique pour l'Argentine" de présenter une communication le 20 février car l'audience dans une autre procédure d'appel, dans laquelle l'Argentine était également participant, se tiendrait le 19 février 2007. L'Organe d'appel a invité le Chili et les participants tiers à formuler des observations concernant la demande de l'Argentine. Ni le Chili ni aucun autre participant tiers ne se sont opposés à la demande de l'Argentine, mais le Chili et les États-Unis ont demandé que les délais octroyés pour le dépôt de leurs communications soient prorogés si la Division devait donner suite à la demande de l'Argentine.³⁰ Par une lettre datée du 15 février 2007, la Division a informé les participants et les

²⁴ WT/DS207/23 (jointe en tant qu'annexe II au présent rapport).

²⁵ Conformément à la Règle 23 3) des *Procédures de travail* et à la Règle 16 2) (voir, *infra*, le paragraphe 11).

²⁶ Conformément aux Règles 22 et 23 4) des *Procédures de travail*.

²⁷ Conformément aux Règles 22 et 23 4) des *Procédures de travail* et à la Règle 16 2) (voir, *infra*, le paragraphe 11).

²⁸ Conformément à la Règle 24 1) des *Procédures de travail* et à la Règle 16 2) (voir, *infra*, le paragraphe 11). Le 14 mars 2007, le Directeur du secrétariat de l'Organe d'appel a reçu le résumé analytique de la communication des Communautés européennes en tant que participant tiers. Par une lettre datée du 14 mars 2007, la Division a informé les Communautés européennes que le résumé analytique ne serait pas accepté parce qu'il avait été présenté après le 6 mars 2007, date limite pour le dépôt d'une communication de participant tiers, et pour des raisons d'équité vis-à-vis de tous les participants et autres participants tiers. L'original et neuf copies du résumé analytique ont donc été rendus aux Communautés européennes.

²⁹ Conformément à la Règle 24 2) des *Procédures de travail*.

³⁰ Par une lettre datée du 9 février 2007, la Division connaissant du présent appel a invité le Chili et les participants tiers à présenter des observations écrites au sujet de la demande de l'Argentine. Le Chili, le Brésil,

participants tiers qu'elle avait décidé de modifier la date pour le dépôt de la communication d'autre appelant de l'Argentine, qui serait fixée au 23 février 2007 au lieu du 20 février, et la date pour le dépôt de la communication du Chili en tant qu'intimé et des communications de participant tiers, soit le 6 mars 2007 au lieu du 2 mars.

12. La deuxième demande procédurale a été formulée dans une lettre de l'Argentine, datée du 26 février 2007, visant à ce que la Division rejette 13 des 15 pièces qui étaient jointes à la communication du Chili en tant qu'appelant, au motif que ces pièces comportaient des éléments de preuve nouveaux dont le Groupe spécial n'avait pas été saisi dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 et que l'article 17:6 du Mémoire d'accord interdisait à l'Organe d'appel de les accepter.³¹ Les pièces contestées par l'Argentine contiennent des éléments de preuve relatifs au fonctionnement de la mesure en cause jusqu'en décembre 2006, y compris divers tableaux et graphiques, ainsi qu'un aperçu du décret suprême pris en décembre 2006 conformément à la mesure en cause. Ces pièces contiennent aussi le Décret suprême n° 266 de 2002, qui avait été pris conformément au système initial de fourchettes de prix et était mentionné dans la Loi n° 18.525, modifiée, comme constituant la base sur laquelle les limites des fourchettes de prix avaient été établies au titre de la mesure en cause. Par une lettre datée du 27 février 2007, la Division a invité le Chili et les participants tiers à présenter des observations écrites au sujet de la demande de l'Argentine et, en particulier, elle a invité le Chili à expliquer si les 13 pièces figuraient dans le dossier du Groupe spécial, et, dans l'affirmative, à leur dire où elles se trouvaient. Le 2 mars 2007, la Division a reçu des observations du Chili, du Canada et des États-Unis.³² Dans sa réponse, le Chili a expliqué,

la Colombie, le Pérou et les États-Unis ont présenté des observations écrites. Le Chili a convenu que la situation dans laquelle se trouvait l'Argentine constituait des "circonstances exceptionnelles", et a indiqué qu'il n'avait aucune objection à sa demande. Cependant, il a demandé que, si la Division devait décider de donner suite à la demande de l'Argentine, la date prévue pour le dépôt de la communication du Chili en tant qu'intimé – à savoir le 2 mars – soit également prorogée d'une semaine, pour être fixée au 9 mars 2007. Le Chili a ajouté que, pour faire en sorte que ses droits procéduraux ne soient pas compromis, la date prévue pour la communication de l'Argentine en tant qu'intimé, le 2 mars 2007, ne devrait pas être modifiée à moins que la date de l'audience ne le soit également. Les États-Unis ont indiqué qu'ils n'avaient pas d'objection à la demande de l'Argentine, mais ils ont dit "supposer" que, si la date pour le dépôt de la communication de l'Argentine en tant qu'autre appelant devait être repoussée au 26 février, la date pour le dépôt d'une communication de participant tiers serait modifiée "proportionnellement", à savoir repoussée du 2 mars au 8 mars. Le Brésil, la Colombie et le Pérou ont indiqué qu'ils n'avaient pas d'objection à la demande de l'Argentine.

³¹ L'Argentine a demandé à l'Organe d'appel de rejeter les pièces CHL-AB-3 à CHL-AB-15 jointes à la communication du Chili en tant qu'appelant, ainsi que les arguments connexes, au motif qu'elles contenaient des éléments de preuve nouveaux. En revanche, si l'Organe d'appel devait accepter les éléments de preuve nouveaux du Chili, l'Argentine lui demandait de l'autoriser à verser ses propres éléments de preuve nouveaux au dossier.

³² Ni le Canada ni les États-Unis n'ont pris position sur le point de savoir si les 13 pièces mentionnées dans la demande de l'Argentine constituaient des éléments de preuve nouveaux. Néanmoins, ils ont tous les deux estimé que, si l'Organe d'appel devait déterminer que ces pièces constituaient des éléments de preuve nouveaux qui n'avaient pas été présentés au Groupe spécial, il ne pourrait pas les prendre en considération.

premièrement, que même si les renseignements concernant la période allant de juillet 2006 à décembre 2006 ne figuraient pas dans le dossier du Groupe spécial, ces éléments de preuve nouveaux étaient présentés à l'Organe d'appel à des fins de "complétude". Quant au Décret suprême pris en décembre 2006, le Chili a fait valoir qu'il était judicieux que l'Organe d'appel l'examine car, comme les autres décrets bimestriels, il faisait partie intégrante de la mesure en cause et était mis à la disposition du public. Le Chili s'en est néanmoins remis à l'Organe d'appel pour ce qui était de la recevabilité de ces éléments de preuve nouveaux. Concernant les 12 pièces restantes, le Chili a expliqué que, à l'exception du Décret suprême n° 266 de 2002, les éléments de preuve contenus dans ces pièces relatifs à la période s'étendant jusqu'en juin 2006 avaient également été présentés au Groupe spécial, encore que sous une forme différente, et que c'était donc à bon droit que l'Organe d'appel en était saisi. Enfin, en ce qui concerne le Décret suprême n° 266, le Chili a maintenu qu'il constituait la "source du calcul" des limites des fourchettes de prix dans la mesure en cause, que le Groupe spécial en avait été saisi et qu'il était mis à la disposition du public. Le Chili s'en est néanmoins remis à l'Organe d'appel pour ce qui était de la recevabilité de ce décret en tant qu'élément de preuve dans la présente procédure.

13. Par une lettre datée du 13 mars 2007, la Division a indiqué que, si une décision sur la recevabilité de ces pièces s'avérait nécessaire, elle la prendrait en "temps voulu" et a fait part de son "avis préliminaire", à savoir que la recevabilité de ces pièces devrait dépendre des trois principes ci-après:

Premièrement, tout élément de preuve relatif au fonctionnement de la mesure en cause *après* juin 2006 est un élément de preuve nouveau qui ne fait pas normalement partie du dossier au regard duquel la Division doit examiner les constatations et conclusions du Groupe spécial en l'espèce et est inadmissible.

Deuxièmement, les pièces du Chili sont admissibles dans la mesure où elles présentent seulement des données dont le Groupe spécial était saisi. Il n'est pas nécessaire que ces données aient été présentées au Groupe spécial *précisément* sous la même forme que celle sous laquelle elles sont maintenant présentées à l'Organe d'appel. Néanmoins, les pièces présentant des éléments de preuve sous une forme qui diffère de la façon dont ils ont été présentés au Groupe spécial ne sont admissibles que si: i) les données présentées peuvent être clairement rattachées aux données figurant dans le dossier du Groupe spécial; et ii) il est facile de comprendre comment la présentation des données au Groupe spécial a été modifiée pour revêtir la forme sous laquelle elles sont soumises dans le cadre du présent appel.

Troisièmement, un décret qui: i) est expressément mentionné dans la mesure en cause dans le présent appel; ii) est mis à la disposition du

public; et iii) dont le contenu a été débattu devant le Groupe spécial est en principe admissible, à moins que l'Argentine ne puisse établir qu'elle subira un préjudice si l'Organe d'appel devait admettre le texte de ce décret. (*italique dans l'original*)

14. Dans sa déclaration à l'audience, l'Argentine a estimé que, malgré les "explications complexes" fournies "*a posteriori*" par le Chili, il n'était pas possible de rattacher les données figurant dans les 13 pièces aux données figurant dans le dossier du Groupe spécial, et que la façon dont ces données avaient été mises sous la forme sous laquelle elles étaient présentées en appel n'était pas facile à comprendre. S'agissant de la pièce CHL-AB-5, renfermant le texte du Décret suprême n° 266 de 2002, l'Argentine maintenait que son contenu n'avait pas fait l'objet d'une discussion devant le Groupe spécial et, en tout état de cause, que le décret ne renfermait pas les renseignements que le Chili affirmait qu'il contenait.³³ L'Argentine a considéré qu'elle ne pouvait pas présenter de défense appropriée par rapport à ces éléments de preuve et qu'elle avait donc subi un préjudice.

15. Pour les raisons que nous allons exposer ci-après³⁴, nous n'avons pas jugé nécessaire de rendre une décision additionnelle quant à la recevabilité des pièces spécifiques contestées par l'Argentine dans sa demande du 26 février 2007.

II. Arguments des participants

A. *Allégations d'erreur formulées par le Chili – Appelant*

16. Pour commencer, le Chili souligne la situation économique qui sous-tend le présent différend et indique qu'il a profondément libéralisé ses marchés agricoles et abaissé ses obstacles tarifaires et non tarifaires. Depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay, le Chili a périodiquement et systématiquement abaissé ses taux de droits appliqués, qui sont passés de 11 pour cent à actuellement 6 pour cent pour le blé et la farine de blé, ce qui est "une fraction du" taux consolidé de 31,5 pour cent figurant dans sa Liste de concessions.³⁵ Pour rendre de telles politiques en matière de libre-échange possibles et durables, en particulier pour un pays en développement, il faut une certaine flexibilité. Le Chili a expliqué à l'audience que c'était la raison pour laquelle la mesure en cause ajustait périodiquement les droits de douane proprement dits afin de maintenir un minimum de stabilité des prix, et que si l'Organe d'appel devait bouleverser cet équilibre délicat, cela mettrait en péril les politiques générales du Chili en matière de libre-échange.

³³ Déclaration de l'Argentine à l'audience.

³⁴ *Infra*, paragraphe 254.

³⁵ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 38.

1. Charge de la preuve

17. Le Chili soutient que le Groupe spécial a fait erreur dans son attribution de la charge de la preuve et qu'il lui a demandé à tort de prouver que la mesure en cause était compatible avec ses obligations au titre des accords visés. En raison de ce "vice fondamental"³⁶, le Chili demande à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations et conclusions du Groupe spécial relatives à l'article 4:2 et à la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

18. Citant le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Produits laitiers (article 21:5 – Nouvelle-Zélande et États-Unis II)*³⁷, le Chili estime que les règles relatives à l'attribution de la charge de la preuve ne changent pas dans le contexte des procédures au titre de l'article 21:5. Il appartenait donc à l'Argentine de prouver que la mesure en cause enfreint l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. C'est pourquoi le Chili fait valoir que le Groupe spécial était tenu d'entreprendre son examen en partant du principe que la mesure en cause était compatible avec les règles de l'OMC, jusqu'à ce que l'Argentine ait présenté des éléments de preuve suffisants pour prouver le contraire. Si les éléments de preuve laissent un doute quelconque quant à la compatibilité avec les règles de l'OMC de la mesure en cause du Chili, alors, selon le Chili, "le bénéfice du doute doit aller au Chili".³⁸

19. Le Chili allègue que, dès le départ et jusqu'à la conclusion de son analyse, le Groupe spécial a toujours expressément examiné si la mesure jugée incompatible avec les règles de l'OMC dans la procédure initiale avait été rendue compatible, plutôt que de déterminer si l'Argentine avait établi des éléments *prima facie* montrant que la mesure en cause était incompatible avec l'*Accord sur l'agriculture* et si le Chili ne les avait pas réfutés. Le Chili attire l'attention sur la déclaration du Groupe spécial, au début de son analyse de fond, selon laquelle la "principale question sur laquelle le Groupe spécial doit se prononcer au titre de cette allégation particulière est celle de savoir si les modifications apportées par le Chili à [son système de fourchettes de prix] sont de nature à rendre la mesure compatible avec l'article 4:2" de l'*Accord sur l'agriculture*.³⁹ Le Chili se réfère également à la conclusion du Groupe spécial selon laquelle "les modifications apportées par le Chili à son système de fourchettes de prix ne l'ont pas transformé en une mesure qui n'est plus une mesure à la frontière similaire à un "prélèvement variable à l'importation" et à un "prix minimal à l'importation"". ⁴⁰ Le Chili se réfère à plusieurs autres exemples dans l'analyse du Groupe spécial dans lesquels, selon lui, le

³⁶ Déclaration du Chili à l'audience.

³⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers (article 21:5 – Nouvelle-Zélande et États-Unis II)*, paragraphe 66.

³⁸ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 45.

³⁹ *Ibid.*, paragraphe 46 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.14). (souligné par le Chili)

⁴⁰ *Ibid.*, paragraphe 48 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.96). (souligné par le Chili)

Groupe spécial a effectué son examen en partant de la question de savoir si la mesure en cause "continue d'avoir une ressemblance ou une analogie suffisante" avec des prélèvements variables à l'importation ou des prix minimaux à l'importation ou si "des changements ont été apportés" par rapport au système initial de fourchettes de prix.⁴¹ Sur cette base, le Chili allègue que le Groupe spécial a procédé en partant du principe que la mesure en cause était incompatible avec les règles de l'OMC, libérant ainsi l'Argentine de la charge de la preuve qui lui incombait tout en exigeant du Chili qu'il démontre que la mesure en cause n'était plus incompatible avec les règles de l'OMC.

2. Article 4:2 et note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture

20. Le Chili allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application des termes de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*, et demande que l'Organe d'appel infirme les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la mesure en cause était similaire à un "prélèvement variable à l'importation" et à un "prix minimal à l'importation" au sens de l'*Accord sur l'agriculture*.

- a) Le fait allégué que le Groupe spécial n'a pas examiné le membre de phrase "autres que les droits de douane proprement dits"

21. Le Chili fait valoir que le Groupe spécial aurait dû examiner la question de savoir si la mesure en cause faisait intervenir des droits "autres que les droits de douane proprement dits", comme il est dit à la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, mais qu'il a volontairement ignoré ces termes. Au lieu de cela, dans son approche, il est parti du principe qu'une constatation selon laquelle une mesure est similaire à un prélèvement variable à l'importation ou à un prix minimal à l'importation implique nécessairement qu'il s'agit, en droit, d'une mesure "autre qu'un droit de douane proprement dit". Selon le Chili, en adoptant une telle approche, le Groupe spécial n'a pas donné le sens et l'effet appropriés à tous les termes pertinents du texte de la note de bas de page 1.

22. De l'avis du Chili, les droits de douane proprement dits, comme les autres mesures répertoriées à la note de bas de page 1, réduisent les volumes d'importation, faussent les prix à l'importation et peuvent faire obstacle à la répercussion des prix internationaux sur le marché intérieur. Par exemple, un droit de douane proprement dit à un taux suffisamment élevé pour rendre les importations prohibitives coupe les prix intérieurs des cours internationaux en raison de l'absence de concurrence des importations. Ainsi, les droits de douane proprement dits peuvent avoir certaines caractéristiques fondamentales communes avec les mesures répertoriées dans la note de bas de page.

⁴¹ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphes 49 et 50 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.81 et 7.92 et faisant référence aux paragraphes 6.12, 7.44, 7.54, 7.55 et 7.79).

En particulier, les taux appliqués des droits de douane proprement dits peuvent subir des changements que les entreprises commerciales ne peuvent pas prévoir, et ces changements peuvent être affectés par des facteurs "exogènes" inconnus du public.⁴² En outre, les contingents tarifaires, certains types de droits variables et les droits saisonniers sont, selon le Chili, des "droits de douane proprement dits", bien qu'ils aient certaines caractéristiques communes similaires à des prélèvements variables à l'importation. Le Chili met aussi en évidence certains propos tenus par l'Organe d'appel dans la procédure initiale qui, selon lui, donnent à penser que les droits de douane proprement dits ont des caractéristiques fondamentales communes avec les mesures répertoriées à la note de bas de page 1, y compris l'observation formulée par l'Organe d'appel selon laquelle "les droits de douane proprement dits sont plus transparents et plus facilement quantifiables que les obstacles non tarifaires".⁴³ Le Chili souligne aussi que l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle l'expression "droit de douane proprement dit" doit être interprétée comme désignant un droit de douane qui n'est pas appliqué en fonction de facteurs exogènes.

23. Compte tenu de ces éléments, le Chili estime que le Groupe spécial était tenu d'interpréter le sens de l'expression "autres que les droits de douane proprement dits" employée à la note de bas de page 1, d'examiner les caractéristiques fondamentales de la mesure en cause et de déterminer en conclusion si elle constituait un "droit de douane proprement dit". Comme il n'a pas agi ainsi, fait valoir le Chili, le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

b) Le fait allégué que le Groupe spécial n'a pas examiné la "similarité" de façon empirique

24. Le Chili allègue que le Groupe spécial n'a pas effectué une analyse empirique de la mesure en cause et qu'au lieu de cela, il s'est appuyé sur des comparaisons théoriques avec le système initial de fourchettes de prix pour constater une "similarité" entre la mesure en cause et les mesures répertoriées à la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Dans la procédure initiale, l'Organe d'appel a indiqué que "la tâche consistant à déterminer si quelque chose est similaire à quelque chose d'autre doit être abordée de façon empirique"⁴⁴ mais, selon le Chili, le Groupe spécial n'a indiqué aucun élément de preuve empirique lorsqu'il a constaté que la mesure en cause était similaire à un prélèvement variable à l'importation. S'agissant de la constatation selon laquelle la mesure en cause

⁴² Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 62.

⁴³ *Ibid.*, paragraphe 61 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 200). (souligné par le Chili)

⁴⁴ *Ibid.*, paragraphe 69 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 226). (souligné par le Chili)

était similaire à un prix minimal à l'importation, le Chili fait valoir que le Groupe spécial s'est appuyé sur "un simple aperçu"⁴⁵ des données pour faire une constatation concernant la mesure en cause dans son ensemble, et n'a pas expliqué comment ces données appuyaient l'argument de l'Argentine voulant que la limite inférieure des fourchettes de prix fonctionne comme un substitut d'un prix minimal à l'importation. En outre, le Chili affirme que le Groupe spécial a rejeté à tort, comme dénués de pertinence, les éléments de preuve qu'il avait présentés concernant les conditions réelles de l'accès au marché dans le cadre de la mesure en cause, alors que la constatation de "similarité" aurait dû reposer sur de tels éléments de preuve empiriques.⁴⁶

c) La constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause est similaire à un "prélèvement variable à l'importation"

i) *Variabilité*

25. Le Chili allègue que le Groupe spécial a interprété à tort le terme "variables" employé à la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* et a fait erreur en constatant que la mesure en cause était similaire à un "prélèvement variable à l'importation" au sens de la note de bas de page 1.

26. Premièrement, le Chili estime que le Groupe spécial s'est trompé en constatant que la mesure en cause imposait la variabilité en énonçant une formule qui établit un ajustement automatique et périodique des niveaux des droits. Le Ministère des finances du Chili peut réviser à tout moment les méthodes de fixation des droits spécifiques et des remises. En outre, les niveaux des droits dans le cadre de la mesure en cause ne changent pas automatiquement sans un décret administratif. Le Chili ajoute que la constatation du Groupe spécial "créerait des incitations perverses" poussant les Membres de l'OMC à être moins transparents et moins prévisibles.⁴⁷ Concrètement, les Membres dotés d'une structure juridique intérieure permettant au pouvoir exécutif d'établir unilatéralement le niveau des droits seraient libres d'employer une formule non publiée et non transparente pour modifier les niveaux de leurs droits sans agir d'une manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. En revanche, les modifications des niveaux de ces droits pourraient être rendues incompatibles avec les règles de l'OMC pour la simple raison que le pouvoir exécutif d'un Membre,

⁴⁵ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 73.

⁴⁶ Le Chili fait référence aux éléments de preuve selon lesquels des droits spécifiques n'ont été imposés que sur 17 semaines de la période s'étendant du 16 décembre 2003 au 13 janvier 2006 (15,6 pour cent de la période), et des remises ont été accordées sur 35 semaines (32,1 pour cent de la période) de la même période. Pour le reste de la période, seul le droit *ad valorem* a été appliqué (communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 37; voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.31).

⁴⁷ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 85.

comme le Chili, est tenu de publier la méthode par laquelle un droit de douane proprement dit est fixé à un niveau donné.

27. Deuxièmement, le Chili conteste les constatations du Groupe spécial selon lesquelles un prélèvement variable à l'importation est "un droit ... qui est susceptible de varier automatiquement et continuellement", et selon lesquelles les termes de la Loi n° 18.525, modifiée, et du Décret suprême n° 831 "prévoient un dispositif ou une formule" qui fait en sorte que le niveau des droits spécifiques et des remises change automatiquement et continuellement.⁴⁸ En faisant ces constatations, fait valoir le Chili, le Groupe spécial a fait erreur en assimilant une "probabilité" de variabilité continue au fait de "faire en sorte" que la variabilité soit continue, car le terme "liable" (susceptible) signifie "apt or likely" (enclin ou de nature à), et le terme "contemplate" (prévoir) est défini comme "[r]egard as possible, expect, take into account as a contingency" (considérer comme possible, escompter, prendre en compte comme hypothèse).⁴⁹ La constatation du Groupe spécial contredit donc ce que dit l'Organe d'appel dans la procédure initiale, à savoir que la "variabilité" est inhérente à une mesure si celle-ci "fait en sorte" que les droits changent automatiquement et continuellement.⁵⁰

28. Troisièmement, le Chili affirme que le Groupe spécial a fait erreur en assimilant variation "périodique" à variation "continue". Les prélèvements variables à l'importation et les prix minimaux à l'importation varient automatiquement et continuellement transaction par transaction. Une modification périodique des niveaux des droits "n'équivaut tout simplement pas à une variabilité automatique et continue".⁵¹ En outre, l'Organe d'appel lui-même a établi une distinction entre variation "périodique" et variation "continue" dans la procédure initiale lorsqu'il a constaté qu'un Membre de l'OMC "[pouvait], en respectant parfaitement l'article II du GATT de 1994, prélever un droit à l'importation et modifier périodiquement le taux".⁵² Le Chili souligne que, tandis que le système initial de fourchettes de prix modifiait continuellement les niveaux des droits 52 fois par an, la mesure en cause ne modifie les niveaux des droits que périodiquement, à savoir six fois par an, et fait en sorte que tout droit applicable demeure stable pour toutes les transactions réalisées durant chaque période de deux mois.

⁴⁸ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphes 86 et 87 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.28 et 7.58). (souligné par le Chili)

⁴⁹ *Ibid.*, paragraphes 86 et 88 (citant le *Shorter Oxford English Dictionary*, 5^{ème} éd., W.R. Trumble, A. Stevenson (éditeurs) (Oxford University Press, 2002, vol. 1, pages 499 et 1583).

⁵⁰ *Ibid.*, paragraphe 86 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 233).

⁵¹ Déclaration du Chili à l'audience.

⁵² Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 90 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 232). (italique ajouté par le Chili)

ii) *Transparence et prévisibilité*

29. Le Chili allègue que le Groupe spécial a interprété et appliqué à tort les critères de la "transparence" et de la "prévisibilité" pour déterminer si la mesure en cause était une mesure à la frontière similaire à un "prélèvement variable à l'importation" au sens de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Plutôt que d'examiner si le niveau des droits résultant de la mesure en cause était transparent et prévisible, le Groupe spécial a examiné à tort si la méthode à la base du calcul des niveaux de droits (comment et pourquoi le Chili a fixé un niveau de droits donné) était transparente et prévisible. Selon le Chili, cela est contraire à l'approche adoptée par l'Organe d'appel dans la procédure initiale. Le Chili affirme que le niveau des droits résultant de la mesure en cause est transparent, et ajoute que "l'obligation de transparence à elle seule ne peut pas limiter les Membres de l'OMC en ce qui concerne le contenu ou les manières dont ils imposent des droits, ou les raisons pour lesquelles ils le font".⁵³

30. En tout état de cause, le Chili ne considère pas que la manière dont il a établi les limites et les prix de référence manquait de transparence. À la différence du système initial de fourchettes de prix, les limites sont maintenant établies sur une base franco à bord ("f.a.b."). En outre, la constatation de manque de transparence en ce qui concerne les prix de référence faite par l'Organe d'appel reposait sur le fait que dans le cadre du système initial de fourchettes de prix, aucun instrument législatif chilien n'identifiait de "marchés intéressants" ou de "qualités intéressantes" aux fins du calcul des prix de référence. Étant donné que les marchés et les qualités intéressants sont maintenant transparents et publiés, le Chili fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la mesure en cause manquait de transparence tout simplement parce que le prix de référence n'était pas représentatif des prix existants sur le marché mondial et étaient calculés pour deux qualités spécifiques de blé de deux origines spécifiques.

31. Le Chili conteste aussi la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause manquait de prévisibilité parce que, selon le Chili, les droits applicables dans le cadre de la mesure en cause ne sont pas moins prévisibles que les droits de douane proprement dits. Le Chili assimile la mesure en cause aux abaissements annuels des taux des droits appliqués au blé et à la farine de blé auxquels il a procédé entre 1999 et 2003. De même que ces réductions annuelles ont été "publiées à l'avance", "automatiques" et fondées sur une formule simple comportant une réduction d'un point de pourcentage chaque année, les modifications des droits applicables dans le cadre de la mesure en

⁵³ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 108.

cause sont "publiées à l'avance, sont automatiques tous les deux mois et sont fondées sur une formule".⁵⁴

32. Le Chili allègue par ailleurs que le Groupe spécial a fait erreur en constatant, sur la base d'une hypothèse plutôt que d'éléments de preuve, que le manque de transparence et de prévisibilité avait pour effet de faire obstacle à la répercussion des cours internationaux sur le marché intérieur. Le Chili présente divers graphiques pour montrer que la tendance des prix coût, assurance et fret ("c.a.f.") à l'importation, droits inclus, dans le cadre de la mesure en cause correspond étroitement à la tendance des prix c.a.f. à l'importation, et, par conséquent, que la mesure en cause a une incidence sur les prix à l'importation similaire à celle des droits de douane proprement dits et différente de celle des prélèvements variables à l'importation et des prix minimaux à l'importation. Le Chili ajoute que les tendances des prix intérieurs reflètent celles des prix à l'importation, droits inclus. Sur cette base, le Chili conclut que les prix intérieurs sur le marché chilien correspondent aux prix mondiaux, et n'en sont pas déconnectés.

33. En outre, le Chili affirme que le Groupe spécial a "établi un critère pour ... la transparence et la prévisibilité qui était contradictoire au plan interne et impossible à respecter".⁵⁵ Le Groupe spécial a constaté que le fait de prendre la moyenne des prix quotidiens sur une période de 15 jours ne garantissait pas que les prix de référence qui en résulteraient seraient représentatifs de l'ensemble d'une période de 60 jours.⁵⁶ Le Groupe spécial a également constaté que, dans le cadre de la mesure en cause, le lien entre le montant total des droits et la fluctuation des cours mondiaux était, en lui-même, un facteur d'incertitude et d'imprévisibilité.⁵⁷ Le Chili allègue que ces constatations imposent des prescriptions contradictoires, de sorte que les droits doivent suivre les cours du marché mondial pour les représenter et, en même temps, doivent être déconnectés de ces cours. Le Chili fait valoir par ailleurs que le Groupe spécial a établi des "prescriptions contradictoires" en "condamn[ant] toute forme d'automaticité ou de dispositif ou de formule fixe", tout en exigeant, en même temps, une transparence et une prévisibilité complètes quant à la manière dont le droit est calculé.⁵⁸

34. Enfin, en ce qui concerne le coefficient de conversion de 1,56 – qui est appliqué au montant des droits spécifiques et remises déterminés pour le blé afin de calculer les droits et remises applicables à la farine de blé – le Chili soutient que la constatation du Groupe spécial est également

⁵⁴ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 122.

⁵⁵ *Ibid.*, paragraphe 112.

⁵⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.66.

⁵⁷ *Ibid.*, paragraphe 7.71.

⁵⁸ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 115.

contradictoire. Le Groupe spécial a apparemment condamné le coefficient pour son manque de transparence et de prévisibilité parce qu'il ne peut pas s'adapter à l'évolution des ratios des prix entre la farine de blé et le blé. Pour le Chili, cette constatation du Groupe spécial est contradictoire avec les prescriptions de transparence et de prévisibilité, car elle signifie que le Chili serait tenu de modifier ce coefficient de conversion à chaque changement du ratio des prix pour la farine de blé et le blé. En tout état de cause, fait valoir le Chili, l'Organe d'appel devrait infirmer cette constatation car elle repose sur les constatations erronées du Groupe spécial concernant le blé.

- d) La constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause est similaire à un "prix minimal à l'importation"

35. Le Chili allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans sa constatation selon laquelle la mesure en cause était similaire à un "prix minimal à l'importation". Premièrement, le Groupe spécial n'a pas examiné la transparence et la prévisibilité de la mesure en cause lorsqu'il a constaté qu'elle était similaire à un prix minimal à l'importation. Au lieu de cela, il a "sommairement"⁵⁹ conclu que la mesure en cause n'avait pas été modifiée pour ce qui est des traits caractéristiques dont il avait été constaté qu'ils rendaient le système initial de fourchettes de prix similaire à un prix minimal à l'importation. Deuxièmement, le Chili conteste la constatation du Groupe spécial selon laquelle la limite inférieure de la fourchette de prix fonctionnait comme un substitut d'un prix d'objectif intérieur ou d'un prix minimal à l'importation. Selon le Chili, les éléments de preuve empiriques montrent que la limite inférieure dans le cadre de la mesure en cause descend bien au-dessous des prix intérieurs, ce qui fait qu'elle ne peut pas fonctionner comme un substitut de ces derniers.

36. Troisièmement, le Chili soutient que, contrairement à la constatation du Groupe spécial, la mesure en cause ne "surcompense" pas une baisse des prix de référence en relevant les prix à l'importation au-dessus de la limite inférieure. Les éléments de preuve présentés par l'Argentine montrent que, au cours de la période s'étendant de novembre 2004 à avril 2005, il n'y a eu que deux jours durant lesquels, en raison de la mesure en cause, une baisse des cours mondiaux a correspondu à une hausse des prix d'entrée.⁶⁰ En ce qui concerne le reste de la période, les prix d'entrée ont baissé en même temps que les cours mondiaux. En utilisant ces éléments de preuve, fait valoir le Chili, le Groupe spécial s'est à tort "appuyé uniquement sur un aperçu des données empiriques"⁶¹ et il n'a pas expliqué comment ces éléments de preuve venaient à l'appui de l'argument de l'Argentine selon lequel

⁵⁹ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 166.

⁶⁰ *Ibid.*, paragraphes 73, 74 et 179 (faisant référence aux pièces ARG-11 et ARG-12 présentées par l'Argentine au Groupe spécial); déclaration du Chili à l'audience.

⁶¹ *Ibid.*, paragraphe 73.

la limite inférieure de la fourchette de prix fonctionnait comme un substitut d'un prix minimal à l'importation.

37. Enfin, le Chili souligne que le Groupe spécial a fait erreur en concluant que, dans le cadre de la mesure en cause, les importations ne pouvaient pas pénétrer sur le marché chilien à des prix plus bas que la limite inférieure. À cet égard, le Chili qualifie de "dénué de pertinence" l'exemple mathématique fourni par l'Argentine pour montrer que les importations pénétreront au Chili à des prix au-dessus de la limite inférieure, sauf dans certains cas de figure peu probables.⁶² Selon le Chili, le même résultat sera obtenu dans l'exemple mathématique de l'Argentine même si on supprime l'application des droits de cet exemple. Pour le Chili, cela démontre "d'une manière déterminante" que ce n'est pas la mesure en cause qui fait que les prix d'entrée sont plus élevés que la limite inférieure, mais plutôt le fait que cette limite a été fixée à un niveau bas, f.a.b.⁶³

- e) Le fait allégué que le Groupe spécial n'a pas examiné la mesure en cause dans son intégralité

38. Le Chili affirme que, lorsqu'il a évalué si la mesure en cause était similaire à un prélèvement variable à l'importation ou à un prix minimal à l'importation, le Groupe spécial a examiné des traits caractéristiques distincts isolément pour parvenir à sa conclusion. S'il avait examiné la mesure dans sa totalité, il aurait constaté qu'elle était en fait similaire à un droit de douane proprement dit. Le Chili met en évidence six aspects de la mesure en cause à l'appui de cette allégation: i) les droits sont publiés et modifiés périodiquement; ii) le niveau des droits en vigueur à la date de l'importation est transparent; iii) le niveau des droits est prévisible et changera à des dates annoncées à l'avance; iv) la mesure en cause n'a aucun lien avec un prix d'objectif intérieur; v) les fluctuations du taux de droit dues à la mesure en cause sont progressives et étroites; et vi) en raison de l'octroi de remises, la mesure en cause offre un meilleur accès aux marchés que si elle n'était pas en vigueur.

3. Articles 11 et 12:7 du Mémoire d'accord

39. Le Chili demande aussi à l'Organe d'appel d'infirmier les constatations et conclusions du Groupe spécial relatives à l'article 4:2 et à la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture* au motif que, lorsqu'il a fait ces constatations, le Groupe spécial ne s'est pas acquitté à la fois du devoir de procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi qui lui incombait en vertu de l'article 11 du Mémoire d'accord et du devoir d'exposer les justifications fondamentales de ses constatations qui lui incombait en vertu de l'article 12:7 du Mémoire d'accord.

⁶² Déclaration du Chili à l'audience.

⁶³ *Ibid.*

40. Le Chili conteste quatre aspects des constatations du Groupe spécial. Premièrement, il conteste la constatation du Groupe spécial selon laquelle les limites dans le cadre de la mesure en cause n'ont pas été établies sur une base f.a.b. En faisant une telle constatation, selon le Chili, le Groupe spécial n'a pas tenu compte de la prescription prévue dans la Loi n° 18.525, modifiée, selon laquelle les limites doivent être établies sur une base f.a.b. et a constaté, sans justification, "que le Ministère des finances avait agi en violation de la législation chilienne".⁶⁴ Le Chili soutient que le Groupe spécial n'a identifié aucun élément de preuve, et n'a fourni aucune explication à l'appui de sa constatation selon laquelle le Chili n'avait pas démontré que les frais d'importation étaient déduits lorsqu'il établissait ces limites. En outre, selon le Chili, un Membre de l'OMC doit être présumé agir conformément à ses propres lois nationales sauf preuve du contraire.

41. Deuxièmement, le Chili affirme qu'en concluant que la limite inférieure de la mesure en cause fonctionnait comme un substitut de prix d'objectif intérieur, le Groupe spécial s'est appuyé sur une erreur alléguée dans les constatations du Groupe spécial initial. Le Groupe spécial initial a "interprété à tort" la manière dont le système initial de fourchettes de prix fonctionnait et estimait à tort que les prix de référence n'étaient pas convertis en termes c.a.f. avant d'être comparés aux limites des fourchettes de prix qui étaient exprimées en ces mêmes termes.⁶⁵ Le Chili a demandé au Groupe spécial de corriger cette erreur d'interprétation, mais le Groupe spécial ne l'a pas fait et n'a pas justifié par une explication ou une doctrine quelconque son assertion selon laquelle il n'entrait pas dans son mandat de corriger l'erreur factuelle du Groupe spécial initial.⁶⁶

42. Troisièmement, le Chili estime que le Groupe spécial n'a pas suivi l'approche énoncée par l'Organe d'appel dans la procédure initiale, qui préconise un examen de la "configuration et l'interaction" particulières des différents éléments de la mesure en cause.⁶⁷ Au lieu de cela, le Groupe spécial a seulement examiné des éléments distincts et "différents traits caractéristiques" de la mesure en cause "isolément", les a comparées aux traits caractéristiques du système initial de fourchettes de prix et n'a communiqué aucune analyse ou explication concernant la manière dont les traits caractéristiques de la mesure interagissaient pour étayer ses constatations.⁶⁸ Le Chili estime que le Groupe spécial aurait dû "évaluer tous les traits caractéristiques de la [mesure en cause] dans son ensemble avant de conclure si, évaluée *holistiquement* et compte dûment tenu de ses effets", la mesure

⁶⁴ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 203.

⁶⁵ *Ibid.*, paragraphe 206.

⁶⁶ *Ibid.*, paragraphe 210 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.14).

⁶⁷ *Ibid.*, paragraphe 219 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Systèmes de fourchettes de prix*, paragraphe 261).

⁶⁸ *Ibid.*, paragraphe 220.

en cause relevait d'une catégorie de mesures répertoriée à la note de bas de page 1 et était compatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.⁶⁹

43. Enfin, le Chili maintient que, hormis un "ensemble partiel de données" présenté par l'Argentine⁷⁰, le Groupe spécial n'a pas examiné les éléments de preuve empiriques concernant le fonctionnement réel de la mesure en cause. De l'avis du Chili, les éléments de preuve auxquels s'est référé le Groupe spécial semblent contredire sa constatation concernant le découplage des prix intérieurs et des cours mondiaux. Le Chili souligne qu'il a présenté une "quantité substantielle d'éléments de preuve et de données sur le fonctionnement" de la mesure en cause, or le Groupe spécial "n'a ni mentionné ou utilisé aucun élément de preuve concernant le fonctionnement réel" de ladite mesure et a également rejeté la demande du Chili, lors de la phase du réexamen intérimaire, visant à ce qu'il réexamine son analyse à la lumière des calculs mathématiques présentés par les parties.⁷¹

4. Conclusion

44. Le Chili demande à l'Organe d'appel d'infirmar les constatations et conclusions du Groupe spécial au titre de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* et de constater, au lieu de cela, que le Groupe spécial a manqué à ses devoirs au titre des articles 11 et 12:7 du Mémoire d'accord, et que la mesure en cause est compatible avec les obligations qui découlent pour le Chili de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

B. *Arguments de l'Argentine – Intimé*

1. Charge de la preuve

45. L'Argentine demande à l'Organe d'appel de rejeter l'allégation du Chili selon laquelle le Groupe spécial a attribué à tort la charge de la preuve. L'Argentine appelle l'attention sur des rapports antérieurs de l'Organe d'appel établissant qu'un groupe spécial n'a pas besoin de rendre une décision expresse sur le point de savoir si un plaignant a établi des éléments *prima facie*.⁷² En outre,

⁶⁹ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 224. (pas d'italique dans l'original)

⁷⁰ *Ibid.*, paragraphe 226 (faisant référence aux pièces ARG-11 et ARG-12 présentées par l'Argentine au Groupe spécial).

⁷¹ *Ibid.*, paragraphes 226 et 227 (faisant référence à la première communication écrite du Chili adressée au Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, page A-91, paragraphe 154; à la deuxième communication écrite du Chili adressée au Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, page C-85, paragraphes 173 et 174; aux réponses du Chili aux questions n° 64, 72 et 73 posées par le Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, pages F-112 à F-115 et F-119 à F-121; et au rapport du Groupe spécial, paragraphes 6.10 et 6.11).

⁷² Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphes 191 à 193 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 145; et le rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.7).

l'allégation du Chili concernant la charge de la preuve n'est pas corroborée par le dossier du Groupe spécial. Pour établir *prima facie* que la mesure en cause est incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, l'Argentine a présenté au Groupe spécial des arguments détaillés dans ses communications écrites et orales et des éléments de preuve de fond dans ses 38 pièces, y compris le texte de la mesure en cause et des éléments de preuve empiriques concernant son fonctionnement. Le Groupe spécial, sur la base de ces arguments et éléments de preuve, a posé 22 questions à l'Argentine, sur 46 questions posées aux deux parties. L'Argentine fait valoir que, compte tenu de tous les arguments et éléments de preuve, c'est à juste titre que le Groupe spécial a conclu qu'elle avait présenté des éléments *prima facie* et qu'il a déplacé la charge de la preuve vers le Chili, qui ne les a pas réfutés. C'est pourquoi le Groupe spécial a eu raison de constater que la mesure en cause était incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

2. Article 4:2 et note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*

46. L'Argentine estime que, avec la mesure en cause, le Chili a apporté une modification uniquement "de pure forme"⁷³ au système initial de fourchettes de prix tout en maintenant sa non-transparence et son imprévisibilité, et en préservant intégralement ses effets de distorsion. L'Argentine demande donc à l'Organe d'appel de confirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause est incompatible avec les obligations qui découlent pour le Chili de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

- a) Le fait allégué que le Groupe spécial n'a pas examiné l'expression "autres que les droits de douane proprement dits"

47. L'Argentine souligne que l'argument du Chili en appel, selon lequel "[l]es droits de douane proprement dits peuvent avoir des caractéristiques de fond communes avec la mesure identifiée à la note de bas de page 1", a déjà été rejeté par le Groupe spécial.⁷⁴ Concrètement, le Groupe spécial a constaté que "[l]e niveau des droits de douane proprement dits est en principe stable et prévisible, au moins jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par des taux de droits complètement nouveaux".⁷⁵ L'Argentine ajoute que l'argument du Chili ne peut pas aboutir parce qu'elle a montré que, à la différence des droits de douane proprement dits, les modifications du niveau des droits sont subordonnées, et liées, à un dispositif ou une formule.

⁷³ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphe 17.

⁷⁴ *Ibid.*, paragraphe 168 (citant la communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 62).

⁷⁵ *Ibid.* (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.60).

48. En outre, l'Argentine maintient que le Groupe spécial a correctement interprété l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture* en examinant le texte de ces dispositions, ainsi que les objectifs de l'*Accord sur l'agriculture*, à la lumière des constatations formulées par l'Organe d'appel dans la procédure initiale. Ayant résumé les arguments des deux parties, le Groupe spécial a dit qu'il se limiterait à examiner la similarité de la mesure en cause avec seulement deux des catégories de mesures répertoriées à la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* (prélèvements variables à l'importation et prix minimaux à l'importation).

- b) Le fait allégué que le Groupe spécial n'a pas examiné la "similarité" de manière empirique

49. L'Argentine souligne que, devant le Groupe spécial, elle a fondé chacun de ses arguments sur des éléments de preuve analytiques, mathématiques et/ou empiriques à l'appui de l'allégation selon laquelle, compte tenu des constatations formulées par l'Organe d'appel dans la procédure initiale, la mesure en cause était "similaire" à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation au sens de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Lorsque le Groupe spécial a rappelé à juste titre l'analyse et l'interprétation formulées par l'Organe d'appel concernant les expressions "prélèvements variables à l'importation" et "prix minimaux à l'importation", il a appliqué l'interprétation correcte de l'article 4:2 à la mesure en cause, tout en tenant compte des arguments et éléments de preuve présentés par les deux parties. Ainsi, le Groupe spécial a procédé à son analyse en conformité avec les constatations de l'Organe d'appel et, sur la base d'éléments de preuve empiriques, a constaté à juste titre que la mesure demeurerait une mesure qu'il fallait convertir en droits de douane proprement dits en vertu de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

- c) La constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause est similaire à un "prélèvement variable à l'importation"

- i) *Variabilité*

50. L'Argentine estime que le Groupe spécial a correctement constaté que la mesure en cause était similaire à un "prélèvement variable à l'importation" au sens de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

51. Selon l'Argentine, les arguments du Chili en appel impliquent qu'un prélèvement variable à l'importation se définit comme une mesure qui doit "fonctionner automatiquement pour modifier le niveau des droits pour chaque transaction".⁷⁶ Une telle définition n'est étayée par aucun élément

⁷⁶ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphe 146 (citant la communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 94 (souligné dans l'original)).

textuel et ne repose pas sur la jurisprudence de l'Organe d'appel. Dans la procédure initiale, l'Organe d'appel a constaté que la variabilité était inhérente à une mesure si celle-ci comportait un dispositif ou une formule qui faisait en sorte que les prélèvements changent automatiquement et continuellement. Ce n'est pas la même chose que le critère de la "variabilité transaction par transaction" que le Chili introduit dans le présent appel. L'Argentine ajoute que, même dans le cadre du système initial de fourchettes de prix, dont il avait déjà été constaté qu'il était incompatible avec l'*Accord sur l'agriculture*, les droits spécifiques ne variaient pas transaction par transaction.

52. L'Argentine considère que la "variabilité", telle qu'elle a été définie par l'Organe d'appel, est inhérente à la mesure en cause parce que celle-ci comporte une formule qui fait en sorte que les droits changent automatiquement et continuellement. Il ressort clairement du texte de la Loi n° 18.525, modifiée, et du Décret suprême n° 831 qu'il existe des formules spécifiques en fonction desquelles les droits et remises sont établis. Ces formules entraînent une variabilité considérable du niveau des droits spécifiques, comme l'Argentine l'a démontré au Groupe spécial en présentant un modèle statistique faisant apparaître l'écart normal des droits spécifiques. Selon l'Argentine, ces données établissent que, si la mesure en cause avait été en vigueur depuis 1986, les droits spécifiques appliqués au blé et à la farine de blé auraient connu des variations beaucoup plus importantes que les prix f.a.b. du blé et de la farine de blé sur le marché international sur la même période.

53. En outre, l'Argentine maintient que la mesure en cause est un mécanisme automatique qui fonctionne tout seul et est déclenché "directement et ... infailliblement".⁷⁷ Conformément à la Loi n° 18.525, modifiée, un décret doit paraître tous les deux mois quel que soit le niveau du prix de référence par rapport aux limites supérieure et inférieure. En outre, le texte de cette loi montre que l'application de droits spécifiques (ou de remises) est prescrite par la loi chaque fois que le prix de référence s'établit au-dessous de la limite inférieure (ou au-dessus de la limite supérieure) de la fourchette de prix.⁷⁸ L'Argentine estime donc qu'à la différence des droits de douane proprement dits, qui font l'objet de "modifications ponctuelles affectant les taux de droits appliqués, lesquelles ont lieu *indépendamment, sans être liées* à un dispositif ou à une formule"⁷⁹, les droits qui résultent de la mesure en cause sont subordonnés et liés à un dispositif ou une formule. C'est pourquoi l'Argentine allègue que le Groupe spécial a constaté à juste titre que le niveau des droits spécifiques ou des

⁷⁷ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphe 161.

⁷⁸ En particulier, l'Argentine rappelle l'article 12 de la Loi n° 18.525, modifiée, aux termes duquel, entre autres choses, "[l]e montant de ces droits et remises *sera fixé* conformément aux dispositions du présent article". (Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphe 161 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.14) (italique ajouté par l'Argentine))

⁷⁹ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphe 162 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 233). (italique ajouté par l'Argentine)

remises dans le cadre de la mesure en cause était déterminé conformément aux dispositions de la Loi n° 18.525, modifiée, et que la variabilité du niveau des droits spécifiques ou des remises ne résultait pas d'actes administratifs distincts, indépendants et ponctuels. Comme le Groupe spécial l'a constaté à juste titre, "l'acte administratif a lieu après" que le montant des droits spécifiques ou des remises a été calculé conformément à une formule énoncée dans cette loi.⁸⁰

ii) *Transparence et prévisibilité*

54. L'Argentine rappelle que, dans la procédure initiale, l'Organe d'appel a déterminé que le manque de transparence et de prévisibilité lié au système initial de fourchettes de prix faisait obstacle à la répercussion des cours internationaux sur le marché intérieur, ce qui empêchait un meilleur accès aux marchés pour les importations de produits agricoles, contrairement à l'objet et au but de l'*Accord sur l'agriculture*.⁸¹ L'Argentine estime que le manque de transparence et de prévisibilité de la mesure en cause a le même effet.

55. S'agissant de la fixation des limites supérieure et inférieure de la mesure en cause, l'Argentine convient avec le Groupe spécial que "[l]e simple fait que le Chili a affirmé que la formule de calcul avait été abolie et que les frais d'importation avaient été déduits ne suffit pas pour démontrer que, sur ce plan, le système actuel est non transparent et imprévisible à un degré moindre que le système initial".⁸² L'Argentine convient également avec le Groupe spécial que, en fixant les limites supérieure et inférieure pour une période de onze années, "le Chili a maintenu dans [la mesure en cause] l'effet de déconnexion des prix intérieurs par rapport à l'évolution des prix internationaux, ce qui empêche la répercussion des prix du marché mondial sur le marché intérieur chilien".⁸³ En outre, le coefficient de réduction annuel de 0,985, qui sera appliqué aux limites des fourchettes de prix de 2007 à 2014, signifie qu'à compter de 2007, les limites supérieure et inférieure varieront sans aucun rapport avec les prix sur le marché mondial ou les prix historiques.

56. S'agissant des prix de référence, l'Argentine souligne que la simple existence d'un prix de référence a une incidence sur la transparence et la prévisibilité dans la mesure en cause. L'Argentine convient avec le Groupe spécial que le "fait que des droits spécifiques sont ajoutés ... en fonction d'un prix de référence déterminé périodiquement et changeant constamment et non en fonction de la valeur

⁸⁰ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphe 166 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.59).

⁸¹ *Ibid.*, paragraphe 170 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphes 234 et 258).

⁸² *Ibid.*, paragraphe 105 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.79).

⁸³ *Ibid.*

ou du volume des marchandises importées, entraîne un manque de transparence et de prévisibilité *systémique*".⁸⁴ L'Argentine insiste sur le fait que les négociants auront du mal à estimer le montant total des droits applicables, si des marchandises sont expédiées avant la fin de la période de 15 jours utilisée pour calculer un nouveau prix de référence et n'arrivent pas au Chili avant la fixation d'un nouveau droit spécifique/d'une nouvelle remise sur la base de ce prix de référence. De plus, le fait que, dans le cadre de la mesure en cause, les droits spécifiques ne varient pas hebdomadairement (comme c'était le cas en vertu du système initial de fourchettes de prix), mais varient tous les deux mois, n'apporte pas un supplément de transparence ou de prévisibilité. L'Argentine souscrit aussi à l'assertion du Groupe spécial selon laquelle "la seule chose réellement prévisible en ce qui concerne le niveau des droits finalement imposés dans le cadre [de la mesure en cause], c'est qu'en principe, ce niveau changera tous les deux mois".⁸⁵

57. L'Argentine maintient que, en raison de la façon dont les prix de référence sont fixés en vertu de la mesure en cause, ils sont moins représentatifs des cours pertinents du marché mondial que ne l'étaient les prix de référence dans le cadre du système initial de fourchettes de prix. En vertu du système initial, les prix de référence étaient ajustés chaque semaine, tandis que dans le cadre de la mesure en cause, ils sont fixés seulement six fois par an. L'Argentine se réfère à certaines pièces qu'elle a présentées au Groupe spécial pour montrer que, tant que la mesure en cause a été en vigueur, les prix de référence ont été déconnectés des prix f.a.b. pratiqués sur le marché international.⁸⁶ Selon l'Argentine, ce découplage résulte du fait que les périodes pertinentes pour le calcul des prix de référence représentent au total 90 jours, soit moins de 25 pour cent d'une année. L'Argentine fait donc valoir qu'en "résolvant un problème"⁸⁷ (à savoir la variabilité) en modifiant moins fréquemment les prix de référence, le Chili a créé d'autres problèmes qui contribuent à faire obstacle à la répercussion des cours des marchés internationaux sur le marché chilien.

58. De même, l'Argentine relève que ni les "marchés intéressants" ni les "qualités intéressantes" utilisés pour déterminer les prix de référence ne sont représentatifs des marchés et des qualités du blé importé au Chili, ce qui isole encore plus le marché chilien. Bien que seuls l'Argentine et les États-Unis soient sélectionnés en tant que "marchés intéressants", de 2004 à 2005, le Canada était en fait un plus gros exportateur de blé vers le Chili que ne l'étaient les États-Unis. De plus, outre le *Trigo Pan Argentino* (blé panifiable argentin) et le *Soft Red Winter No. 2*, il y a au moins deux autres

⁸⁴ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphe 174 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.72). (italique ajouté par l'Argentine)

⁸⁵ *Ibid.*, paragraphe 167 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.61).

⁸⁶ *Ibid.*, paragraphe 116 (faisant référence aux pièces ARG-15 et ARG-17 présentées par l'Argentine au Groupe spécial).

⁸⁷ Réponse de l'Argentine aux questions posées à l'audience.

qualités de blé importées au Chili, dont les prix sont plus élevés que les qualités choisies par le Chili aux fins de la fixation des prix de référence. L'Argentine fait valoir que le fait que les prix de référence sont déterminés en fonction de deux variétés de blé uniquement de deux origines uniquement, mais qu'ils sont utilisés pour calculer les droits spécifiques ou les remises appliqués aux importations de tout le blé et la farine de blé, contribue encore à faire obstacle à la répercussion de l'évolution des cours internationaux sur le marché chilien.

59. Enfin, l'Argentine souligne que le coefficient de conversion de 1,56 transmet aux méthodes de fixation des droits applicables aux importations de farine de blé la même non-transparence et la même imprévisibilité inhérentes aux méthodes de fixation des droits applicables aux importations de blé. L'Argentine insiste sur le fait que ce coefficient de conversion a été incorporé dans la législation chilienne en 1986 et est demeuré inchangé depuis, alors même que le ratio du prix de la farine de blé par rapport à celui du blé a évolué au fil du temps.

- d) La constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause est similaire à un "prix minimal à l'importation"

60. L'Argentine fait valoir que, contrairement à ce qu'affirme le Chili en appel, le Groupe spécial a correctement constaté que la mesure en cause fonctionnait de façon à empêcher l'entrée des importations de blé ou de farine de blé sur le marché chilien à des prix au-dessous de la limite inférieure de la fourchette de prix. Dans la procédure initiale, l'Organe d'appel a expliqué qu'un prix minimal à l'importation "désign[ait] généralement le prix le plus bas auquel les importations d'un produit donné peuvent entrer sur le marché intérieur d'un Membre".⁸⁸ Compte tenu de cette définition, l'Argentine souligne que, comme elle l'a démontré devant le Groupe spécial, les droits spécifiques résultant de la mesure en cause tendent à relever le prix d'entrée des importations au Chili au-dessus de la limite inférieure de la fourchette de prix.

61. L'Argentine maintient que la mesure en cause tend à relever le prix d'entrée des importations de blé au Chili au-dessus de la limite inférieure de la fourchette de prix hormis dans certains cas de figure peu probables. La limite inférieure actuelle étant de 128 dollars EU par tonne, ce cas de figure peu probable ne se produit que lorsque le prix de référence est supérieur de plus de 7,2453 dollars EU par tonne au prix c.a.f. d'une transaction à l'importation. L'Argentine explique qu'un tel cas de figure est très improbable parce que les prix de référence sont fixés sur une base f.a.b. et ont tendance à être toujours inférieurs aux prix à l'importation c.a.f. Comme le confirment les éléments de preuve présentés au Groupe spécial, durant la période d'application de la mesure en cause, les prix c.a.f. des

⁸⁸ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphe 179 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 236).

importations de blé au Chili étaient toujours bien plus élevés que les prix de référence f.a.b. pour la période correspondante. Compte tenu de ces éléments, l'Argentine soutient que la formule utilisée pour calculer les droits spécifiques, ainsi que la limite inférieure, fonctionne comme un "frein"⁸⁹ à la baisse du prix d'entrée et a fait obstacle à toute répercussion des prix internationaux inférieurs au niveau de la limite.

62. En outre, l'Argentine convient avec le Groupe spécial que la mesure en cause tend à "surcompenser" les baisses des cours internationaux lorsque des droits spécifiques sont appliqués. Cette surcompensation désigne la situation dans laquelle, lorsque les cours internationaux baissent, et lorsque le prix de référence est au-dessous de la limite inférieure de la fourchette de prix, l'application conjuguée du droit *ad valorem* et du droit spécifique dans le cadre de la mesure en cause se traduit par la hausse et non par la baisse du prix d'entrée global.⁹⁰ À cet égard, l'Argentine rappelle l'argument du Chili selon lequel la "surcompensation" ne s'est produite que deux jours et réplique que chaque fois qu'il se produit une surcompensation, cela "**déteint** forcément sur le reste de la période [de deux mois suivante]" parce que le niveau des droits et le prix d'entrée subissent l'influence de cette "surcompensation" initiale.⁹¹

63. Enfin, de l'avis de l'Argentine, les éléments de preuve qu'elle a présentés au Groupe spécial mettent aussi en évidence le fait que la mesure en cause ne garantit pas que le prix d'entrée des importations au Chili baisse en même temps que baissent les cours sur le marché mondial. Cela est dû au fait que les droits spécifiques augmentent lorsque les prix internationaux baissent, suivant ainsi une orientation opposée à ces derniers et "compromettant complètement l'effet de la baisse des prix internationaux".⁹²

e) Le fait allégué que le Groupe spécial n'a pas examiné la mesure en cause dans son intégralité

64. L'Argentine estime que le Groupe spécial n'a pas effectué un examen superficiel des traits caractéristiques pertinents de la mesure en cause isolément. Au lieu de cela, il a procédé à une évaluation objective de la mesure en cause à la lumière des éléments de preuve dont il était saisi, et en conformité avec le raisonnement juridique élaboré par l'Organe d'appel dans la procédure initiale.

⁸⁹ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphes 57 et 186.

⁹⁰ L'Argentine estime que les éléments de preuve pertinents démontrent que, à la suite de l'application d'un droit spécifique le 16 décembre 2004 et le 16 février 2005, le prix d'entrée des importations de blé a augmenté de plus de 4 pour cent par rapport à la veille, bien que les prix f.a.b. internationaux utilisés pour calculer les prix de référence aient baissé.

⁹¹ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphe 74. (italique et caractères gras dans l'original)

⁹² *Ibid.*, paragraphe 103.

3. Articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord

65. L'Argentine estime que le Groupe spécial a agi conformément à ses obligations au titre des articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord. Premièrement, elle fait valoir que le Chili n'a indiqué aucune justification textuelle dans le rapport du Groupe spécial à l'appui de son assertion selon laquelle celui-ci a constaté que le Ministère des finances chilien avait violé la législation chilienne en fixant les limites des fourchettes de prix. Selon l'Argentine, le Groupe spécial a seulement constaté que le Chili n'avait pas démontré que la suppression de la formule de calcul pour la fixation des limites dans le cadre du système initial de fourchettes de prix avait eu une incidence concrète sur les niveaux des limites dans le cadre de la mesure en cause, et que le Chili n'avait pas présenté d'éléments de preuve suffisants à l'appui de son assertion selon laquelle les frais d'importation étaient déduits pour la fixation des limites actuelles.⁹³ L'Argentine souligne que la constatation du Groupe spécial était cohérente par rapport à l'assertion du Chili selon laquelle le niveau des limites résultait d'"un accord politique interne".⁹⁴

66. Deuxièmement, en réponse à l'assertion du Chili selon laquelle le Groupe spécial aurait dû corriger une constatation factuelle faite par le Groupe spécial initial – à savoir l'erreur d'interprétation qu'aurait commise ce dernier, d'après les allégations, en estimant que les prix de référence n'avaient pas été convertis en termes c.a.f. avant d'être comparés aux limites des fourchettes de prix – l'Argentine fait valoir que la tâche du Groupe spécial n'était pas de corriger des erreurs alléguées concernant le fonctionnement du système initial de fourchettes de prix. Le Chili avait eu l'occasion durant la procédure initiale de porter cette erreur alléguée à l'attention du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel, mais il ne l'avait pas fait. Dans ces conditions, les constatations du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel, adoptées par l'ORD, constituent une résolution définitive du différend concernant le système initial de fourchettes de prix. En tout état de cause, le fait de corriger cette erreur factuelle alléguée n'aurait pas eu d'incidence sur la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la façon dont le prix de référence est fixé tend à faire obstacle à la répercussion des cours internationaux sur le marché intérieur du Chili, parce que le Groupe spécial a fait plusieurs autres constatations à l'appui de cette conclusion.

67. Troisièmement, l'Argentine estime que le Groupe spécial n'a pas effectué un examen superficiel des traits caractéristiques pertinents de la mesure en cause "isolément", et n'a pas manqué à l'obligation de prendre en compte les éléments de preuve empiriques pertinents. Rappelant les

⁹³ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphe 201 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.79).

⁹⁴ *Ibid.*, paragraphe 202 (citant la déclaration liminaire du Chili à la réunion avec le Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, page D-39, paragraphe 25).

interprétations des obligations d'un groupe spécial au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord antérieurement données par l'Organe d'appel⁹⁵, l'Argentine souligne que le Groupe spécial n'a pas manqué à l'obligation de procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi en faisant abstraction de tels ou tels éléments de preuve ou en les faussant, même si le Chili aurait peut-être préféré que le Groupe spécial ait accordé un poids différent à certains éléments de preuve.

68. Enfin, s'agissant de l'allégation du Chili au titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, l'Argentine rappelle l'interprétation de cette disposition donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*⁹⁶ et estime que, conformément à l'article 12:7, un rapport de groupe spécial doit exposer les explications et les motifs permettant de divulguer la justification essentielle des constatations et recommandations que formule le groupe spécial. L'Argentine maintient que le Groupe spécial a effectivement exposé ses explications et motifs en: i) identifiant les faits pertinents et la règle juridique applicable, à savoir l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*; ii) suivant l'interprétation de cette règle juridique donnée par l'Organe d'appel; iii) appliquant cette interprétation aux faits; iv) traitant les arguments pertinents avancés par le Chili et l'Argentine; et v) expliquant suffisamment les motifs de ses constatations.

4. Conclusion

69. L'Argentine demande à l'Organe d'appel de rejeter les allégations d'erreur formulées par le Chili dans leur intégralité, y compris ses allégations au titre des articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord, et de confirmer les constatations et conclusions du Groupe spécial au titre de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

C. *Allégations d'erreur formulées par l'Argentine – Autre appelant*

70. Si l'Organe d'appel infirme la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause est incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, l'Argentine lui demande de constater que la mesure en cause est incompatible avec la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

⁹⁵ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphes 221 à 223. En particulier, l'Argentine se réfère au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 133; et au rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphes 221 et 222.

⁹⁶ *Ibid.*, paragraphe 229 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphes 106 à 108).

1. Appel conditionnel et achèvement de l'analyse

71. L'Argentine rappelle que le Groupe spécial s'est abstenu de se prononcer sur l'allégation de l'Argentine selon laquelle la mesure en cause est incompatible avec la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994. Le Groupe spécial a dit qu'une constatation au sujet de cette allégation n'était pas nécessaire pour régler le présent différend, étant donné qu'il avait déjà été constaté que la mesure en cause était incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.⁹⁷ L'Argentine estime que, si l'Organe d'appel devait infirmer la constatation formulée par le Groupe spécial au titre de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, une constatation concernant la compatibilité de la mesure en cause avec la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 serait alors nécessaire pour le règlement rapide du présent différend.⁹⁸

72. L'Argentine affirme que l'Organe d'appel pourrait achever l'analyse au regard de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 dans la présente procédure. Se référant à la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Amiante*⁹⁹, l'Argentine considère que l'Organe d'appel a établi un critère à trois volets pour l'achèvement de l'analyse: i) il existe une base factuelle suffisante dans le dossier du Groupe spécial pour l'analyse de l'Organe d'appel; ii) si, pour achever l'analyse, il faut interpréter une disposition qui n'a pas été examinée par le Groupe spécial, cette disposition s'inscrit dans une suite logique avec la ou les dispositions que le Groupe spécial a bien examinées; et iii) la disposition au sujet de laquelle une partie demande une décision fait l'objet d'une interprétation ou d'une application antérieure soit de la part d'un groupe spécial, soit de la part de l'Organe d'appel.

73. Selon l'Argentine, il existe une base factuelle suffisante dans le dossier du Groupe spécial pour achever l'analyse, parce qu'elle a élaboré son allégation au regard de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 en communiquant des arguments et des éléments de preuve, et le Groupe spécial a fait des constatations factuelles détaillées concernant le fonctionnement de la mesure en cause. En outre, l'Argentine soutient qu'il existe une relation étroite entre l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* et la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 parce que, selon elle, si une mesure n'est pas un "droit de douane proprement dit" au sens de l'article 4:2, elle est nécessairement un "autre droit ou imposition" qui aurait dû être inscrit dans la liste de concessions d'un Membre conformément à l'article II:1 b) et au Mémoire d'accord sur l'interprétation de

⁹⁷ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphe 8 (faisant référence au rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.117 à 7.120).

⁹⁸ En réponse aux questions posées à l'audience, l'Argentine a indiqué qu'elle demandait également à l'Organe d'appel d'achever l'analyse au titre de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, si cela s'avère nécessaire pour régler le différend.

⁹⁹ Communication de l'Argentine en tant qu'autre appelant, paragraphe 19 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphes 78 à 81).

l'article II:1 b) du GATT de 1994. Enfin, l'Argentine souligne que la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 a fait l'objet de décisions de la part du Groupe spécial initial et a également été interprétée ou appliquée par d'autres groupes spéciaux.¹⁰⁰

2. Champ d'application de la présente procédure au titre de l'article 21:5 relativement à l'allégation de l'Argentine au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994

74. L'Argentine affirme que son allégation au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 relevait à bon droit du champ d'application de la présente procédure au titre de l'article 21:5. Devant le Groupe spécial, le Chili a soutenu que l'allégation de l'Argentine aurait pu être présentée dans la procédure initiale, mais qu'elle ne l'avait pas été, et que, si le Groupe spécial traitait cette allégation, cela porterait préjudice aux droits du Chili en matière de régularité de la procédure. L'Argentine répond qu'il n'y a aucun élément justifiant les arguments du Chili dans la jurisprudence de l'Organe d'appel et que ceux-ci compromettraient l'objectif du Mémoire d'accord, à savoir arriver à une solution rapide et positive d'un différend.

75. L'Argentine se réfère à des constatations antérieures de l'Organe d'appel concernant le champ d'application des procédures au titre de l'article 21:5 et allègue que, conformément à ces constatations, un plaignant ne peut pas, dans une procédure au titre de l'article 21:5, présenter une allégation au sujet de laquelle: i) il y a eu une décision définitive de compatibilité ou d'incompatibilité avec les règles de l'OMC; ou ii) il y a eu une constatation selon laquelle le plaignant n'a pas établi d'éléments *prima facie* dans la procédure initiale.¹⁰¹ De l'avis de l'Argentine, aucune de ces deux conditions n'est remplie dans la présente procédure parce que son allégation au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 est une allégation nouvelle concernant une mesure nouvelle. D'autre part, cette allégation nouvelle se rapporte à la mesure en cause dans sa globalité et non pas à un aspect en particulier. En conséquence, l'Argentine considère que la situation dans la procédure en cours est différente de celles dans les affaires *CE – Linde de lit (article 21:5 – Inde)* et *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE (article 21:5 – CE)*.

¹⁰⁰ Communication de l'Argentine en tant qu'autre appellant, paragraphe 25 (se référant au rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphes 7.22 à 7.122; et au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, paragraphes 6.62 à 6.72).

¹⁰¹ *Ibid.*, paragraphes 58 à 61 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Linde de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 96; au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 71 et à la note de bas de page 110 y relative; et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, note de bas de page 150 relative au paragraphe 102).

76. Enfin, l'Argentine soutient que, si l'Organe d'appel devait admettre les objections procédurales formulées par le Chili et empêcher l'Argentine de présenter son allégation au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994 dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, cela signifierait que l'Argentine aurait dû formuler toutes les allégations concevables aux tout premiers stades de la procédure initiale sans se préoccuper de savoir si elles auraient été utiles. Comme l'article 3:7 du Mémorandum d'accord prescrit à un Membre de juger s'il serait "utile" d'engager une action en règlement d'un différend, une telle constatation de l'Organe d'appel empêcherait les plaignants d'exercer leur jugement comme le prescrit l'article 3:7 du Mémorandum d'accord. L'Argentine estime que cela ajouterait une nouvelle charge indue pour les plaignants.

3. Compatibilité de la mesure en cause avec l'article II:1 b) du GATT de 1994

77. L'Argentine demande à l'Organe d'appel "d'achever l'analyse du Groupe spécial lorsque [l'Organe d'appel] infirme ou modifie des constatations du Groupe spécial ou [lorsqu']il est nécessaire d'achever l'analyse du Groupe spécial pour régler le présent différend".¹⁰² L'Argentine maintient que, que la mesure en cause soit ou non similaire à un prélèvement variable à l'importation ou à un prix minimal à l'importation, elle est incompatible avec la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994. L'Argentine soutient que c'est parce que la mesure en cause est un "autre droit ou imposition" ne figurant pas dans la colonne appropriée de la Liste de concessions du Chili, ce qui enfreint donc la deuxième phrase de l'article II:1 b). À cet égard, l'Argentine souscrit aux propos du Chili, formulés devant l'Organe d'appel dans la procédure initiale, selon lesquels le but de la deuxième phrase de l'article II:1 b) est de faire en sorte que les consolidations des "droits de douane proprement dits" ne puissent être contournées en créant de nouveaux types de droits ou d'impositions.¹⁰³

78. L'Argentine rappelle la constatation de l'Organe d'appel dans la procédure initiale selon laquelle la seule condition pour qu'une mesure à la frontière soit un droit de douane proprement dit est qu'elle soit exprimée sous la forme d'un taux *ad valorem* ou spécifique. En outre, l'Organe d'appel a constaté que le fait que les droits résultant du système initial de fourchettes de prix avaient pris la forme d'un "droit de douane proprement dit" ne signifiait pas que la mesure à la base de ces droits était compatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. L'Argentine fait valoir que cette constatation est également applicable dans le contexte de l'article II:1 b) du GATT de 1994. La mesure en cause n'est pas exprimée sous la forme d'un taux de droit *ad valorem* ou spécifique et elle ne constitue donc pas un droit de douane proprement dit. Les droits résultant du fonctionnement de ce

¹⁰² Communication de l'Argentine en tant qu'autre appellant, paragraphe 86.

¹⁰³ *Ibid.*, paragraphe 31 (citant le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 51).

mécanisme complexe ne peuvent pas non plus être des droits de douane proprement dits même s'ils prennent la forme d'un droit spécifique. L'Argentine rappelle d'autre part, que, selon l'historique de la négociation de l'article II:1 b), les "autres droits ou impositions" au sens de cette disposition sont définis uniquement par exclusion, c'est-à-dire comme une catégorie résiduelle de droits ou d'impositions qui ne constituent pas des droits de douane proprement dits au sens de la première phrase de l'article II:1 b). L'Argentine conclut donc que, comme elle n'est pas un droit de douane proprement dit, et comme elle ne figure pas dans la colonne appropriée des "autres droits ou impositions" dans la Liste de concessions du Chili, la mesure en cause doit constituer un "autre droit ou imposition" prohibé au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

D. *Arguments du Chili – Intimé*

79. Le Chili demande à l'Organe d'appel de rejeter les allégations formulées par l'Argentine dans son autre appel visant à: i) infirmer la constatation du Groupe spécial selon laquelle il était inutile de faire une constatation distincte au sujet de l'allégation de l'Argentine au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994; et ii) achever l'analyse et constater que la mesure en cause est incompatible avec la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

1. Appel conditionnel et achèvement de l'analyse

80. Avant toute chose, le Chili relève, sur la base de la communication de l'Argentine en tant qu'autre appelant, que l'Argentine n'a pas spécifiquement demandé que l'Organe d'appel achève l'analyse au titre de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* s'il devait infirmer les constatations et conclusions du Groupe spécial au titre de la même disposition. Bien que l'Argentine fasse une référence générale à l'achèvement de l'analyse dans sa communication d'autre appelant, cette communication, selon le Chili, mentionne l'achèvement de l'analyse uniquement en ce qui concerne l'allégation de l'Argentine au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994 et ne présente des arguments que sur ce point. De l'avis du Chili, comme l'Argentine n'a présenté aucune référence ou aucun argument spécifique en ce qui concerne l'achèvement de l'analyse dans le cadre de l'*Accord sur l'agriculture*, l'Organe d'appel ne peut pas achever l'analyse relative à ces allégations.

81. Le Chili allègue que, en tout état de cause, les références vagues de l'Argentine à l'achèvement de l'analyse masquent la complexité que cela comporte en l'espèce. De l'avis du Chili, l'Organe d'appel serait tenu d'achever l'analyse à chacun des trois différents niveaux. Premièrement, il faudrait qu'il constate qu'il est judicieux d'achever l'analyse en ce qui concerne les allégations de l'Argentine au titre de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* et, dans ce cas, de déterminer ensuite si la mesure en cause est compatible avec cette disposition. Deuxièmement, si la mesure en cause était

jugée compatible avec l'*Accord sur l'agriculture*, il faudrait alors que l'Organe d'appel constate qu'il est judicieux d'achever l'analyse en ce qui concerne le point de savoir si l'allégation de l'Argentine au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 relevait à bon droit du mandat du Groupe spécial. Troisièmement, s'il constatait que l'allégation de l'Argentine relevait à bon droit du mandat du Groupe spécial, il faudrait que l'Organe d'appel détermine s'il est judicieux d'achever l'analyse en ce qui concerne le fond de l'allégation de l'Argentine au titre de cette disposition et, dans l'affirmative, qu'il achève l'analyse. Selon le Chili, il ne conviendrait pas en l'espèce d'achever une série aussi complexe d'analyses, en particulier au vu de l'absence de constatations antérieures au regard de la deuxième phrase de l'article II:1 b) de la part de l'Organe d'appel dans la procédure initiale ou du Groupe spécial dans la présente procédure au titre de l'article 21:5.

2. Champ d'application de la présente procédure au titre de l'article 21:5 relativement à l'allégation de l'Argentine au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994

82. Le Chili affirme que l'allégation de l'Argentine au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 ne relevait pas à bon droit du champ d'application de la présente procédure au titre de l'article 21:5. Il indique que le système initial de fourchettes de prix et la mesure en cause ont en commun la même caractéristique fondamentale, à savoir qu'ils se traduisent tous les deux par l'application de droits spécifiques ou de remises. Le Chili fait valoir devant le Groupe spécial qu'il était demandé à l'Argentine d'identifier les aspects nouveaux de la mesure en cause qui n'existaient pas dans le système initial de fourchettes de prix et qui déclenchaient une possible violation de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994. Le Groupe spécial a constaté que l'Argentine n'en avait pas identifié et, selon le Chili, l'Argentine ne l'avait pas fait non plus devant l'Organe d'appel. En conséquence, le Chili soutient que, dans la logique des constatations du Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE (article 21:5 – CE)*, l'Organe d'appel devrait constater que l'allégation de l'Argentine ne relève pas du champ d'application de la présente procédure au titre de l'article 21:5. Pour le Chili, il s'agit en effet d'une nouvelle allégation concernant un aspect de la mesure initiale qui n'a jamais été contesté et qui est demeurée inchangé dans la mesure en cause. Le Chili estime que, pour protéger ses droits en matière de régularité de la procédure dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, l'Organe d'appel devrait constater que l'allégation de l'Argentine au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 ne relevait pas à bon droit du mandat du Groupe spécial.

3. Compatibilité de la mesure en cause avec l'article II:1 b) du GATT de 1994

83. Le Chili estime que la mesure en cause est compatible avec la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 parce qu'elle ne constitue pas des "autres droits ou impositions", ni ne se traduit par de tels droits ou impositions. De l'avis du Chili, l'appel de l'Argentine repose sur l'argument selon lequel la mesure en cause ne constitue pas des "droits de douane proprement dits" car, bien que les droits qui en résultent prennent la forme d'un taux *ad valorem* ou spécifique, la mesure elle-même n'est pas exprimée sous la forme d'un taux *ad valorem* ou spécifique. Le Chili estime que l'Organe d'appel devrait rejeter l'approche de l'Argentine parce qu'elle est incompatible avec l'article II:1 b) du GATT de 1994 ainsi que les constatations qu'il a faites dans la procédure initiale. En particulier, le Chili considère que l'Argentine, lorsqu'elle avance ses arguments, cherche à exclure de l'examen de son allégation au titre de l'article II:1 b) par l'Organe d'appel les droits qui résultent de la mesure en cause. Cependant, si l'on ne tient pas compte des droits qui en résultent, la mesure en cause ne peut pas constituer des "autres droits ou impositions" au sens de l'article II:1 b) du GATT de 1994, ni même un prélèvement variable à l'importation ou un prix minimal à l'importation au sens de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*. En outre, le Chili laisse entendre que "l'approche de l'Argentine signifierait qu'une mesure imposant des droits de douane proprement dits ne pourrait jamais mentionner autre chose que les taux numériques à appliquer"¹⁰⁴, contrairement à la constatation faite par l'Organe d'appel dans la procédure initiale établissant qu'un Membre peut considérer des facteurs "exogènes" lorsqu'il fixe le niveau des droits de douane proprement dits.

84. De plus, le Chili conteste l'argument de l'Argentine selon lequel la mesure en cause "devrait être examinée isolément"¹⁰⁵ et peut constituer des droits de douane proprement dits uniquement si la mesure elle-même est exprimée sous la forme d'un taux *ad valorem* ou spécifique. De l'avis du Chili, si l'on admettait cet argument, cela conduirait à des "résultats absurdes"¹⁰⁶, parce que cela signifierait que toutes les mesures à l'origine de l'application de droits de douane proprement dits seraient incompatibles avec les règles de l'OMC si elles n'étaient pas limitées à un taux numérique uniquement. Le Chili donne comme exemple les mesures qui prévoient une libéralisation progressive des droits, les contingents tarifaires, les droits saisonniers et les autres types de droits de douane proprement dits. Il soutient que, selon l'argument de l'Argentine, ces mesures seraient toutes jugées incompatibles avec les règles de l'OMC si elles n'étaient pas elles-mêmes inscrites dans les listes sous forme de taux numériques, nonobstant le fait que les droits qui en résultent sont des droits de douane proprement dits. Le Chili estime donc que l'approche de l'Argentine devrait être rejetée.

¹⁰⁴ Communication du Chili en tant qu'intimé, paragraphe 31.

¹⁰⁵ *Ibid.*, paragraphe 6.

¹⁰⁶ *Ibid.*, paragraphe 29.

E. *Arguments des participants tiers*

1. Australie

85. L'Australie soutient que le Groupe spécial n'a commis aucune erreur de droit ou d'interprétation du droit en constatant que la mesure en cause était incompatible avec les obligations qui incombent au Chili au titre de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Tout en reconnaissant les modifications de fond que le Chili a apportées à son système de fourchettes de prix, l'Australie estime néanmoins que ces modifications n'étaient pas suffisantes pour rendre la mesure du Chili conforme aux recommandations et décisions formulées par l'ORD dans la procédure initiale. Le Groupe spécial a déterminé à juste titre que la principale question dont il était saisi était celle de savoir si les modifications apportées par le Chili à son système de fourchettes de prix étaient telles qu'elles rendaient la mesure compatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, et a constaté à juste titre que la mesure en cause possédait les traits caractéristiques restrictifs qui caractérisent les mesures à la frontière prohibées par l'article 4:2 et la note de bas de page 1.

86. L'Australie ajoute que le Groupe spécial n'a pas manqué de donner effet aux termes "autres que les droits de douane proprement dits" employés à la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2. La structure du rapport du Groupe spécial montre que celui-ci a bien analysé le point de savoir si la mesure en cause fonctionnait d'une manière différente des "droits de douane proprement dits", en même temps qu'il a examiné si elle était similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation.

87. L'Australie fait par ailleurs valoir que le Groupe spécial n'a pas manqué d'examiner, de "façon empirique", la similarité de la mesure en cause avec des prélèvements variables à l'importation et des prix minimaux à l'importation. Elle soutient que le Chili interprète à tort l'emploi du terme "empirique" par l'Organe d'appel dans la procédure initiale. Ce terme a été utilisé par l'Organe d'appel pour rejeter l'évaluation du Groupe spécial initial selon laquelle il était possible de considérer que certaines caractéristiques d'une mesure étaient d'une "nature fondamentale". De l'avis de l'Australie, l'Organe d'appel a employé le terme "empirique" simplement pour désigner "une comparaison de caractéristiques réelles par opposition à une évaluation théorique de caractéristiques fondamentales".¹⁰⁷ Selon l'Australie, ce terme n'était pas censé être limité à l'incidence économique, comme l'a laissé entendre le Chili. Par conséquent, l'approche du Groupe spécial était conforme à l'utilisation faite par l'Organe d'appel du terme "empirique".

¹⁰⁷ Communication de l'Australie en tant que participant tiers, paragraphe 14.

88. L'Australie rejette l'opinion du Chili selon laquelle la mesure en cause n'impose pas la variabilité automatique car il faut un acte administratif distinct pour modifier les niveaux des droits. Conformément aux constatations de l'Organe d'appel dans la procédure initiale, le Groupe spécial a constaté à juste titre que la mesure en cause relevait de cette définition parce qu'elle contient une formule qui établit l'ajustement automatique et périodique des niveaux des droits spécifiques et des remises. C'est également à bon droit que le Groupe spécial a conclu que la variabilité continue des droits était une caractéristique inhérente à la mesure en cause. L'emploi par l'Organe d'appel du terme "continue" ne donne pas à penser qu'une fréquence particulière est prescrite. Au lieu de cela, selon l'Australie, en mentionnant le droit des Membres de modifier périodiquement le taux auquel ils appliquent les droits, l'Organe d'appel faisait référence à une modification qui est périodique au sens où elle n'est pas inhérente au fonctionnement d'une mesure sous-jacente, ce qui n'est pas le cas en ce qui concerne la mesure en cause.

89. L'Australie reconnaît que la fixation des limites supérieure et inférieure pour une période prolongée au titre de la mesure en cause est une "amélioration", mais maintient que les prix de référence demeurent imprévisibles et que la façon dont ils sont calculés manque de transparence. L'Australie estime que les négociants sont "confrontés à un degré d'imprévisibilité qui n'est pas très différent de la [mesure] initiale"¹⁰⁸ lorsqu'ils veulent déterminer le montant des droits au-delà de l'ajustement bimestriel suivant.

2. Brésil

90. Le Brésil estime que la mesure en cause possède des caractéristiques fondamentales en commun avec le système initial de fourchettes de prix et demeure similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation. Comme la mesure initiale, la mesure en cause a un effet protecteur automatique lorsque les prix baissent au-dessous de la limite inférieure et elle contient encore une formule prédéterminée qui modifie les prix de référence sur de courtes périodes pour refléter les cours internationaux. En outre, le Brésil estime que la mesure en cause impose des droits spécifiques qui font plus que combler l'écart entre le prix international et la limite inférieure de façon à isoler les producteurs nationaux des baisses de prix. Le Brésil affirme que les différences entre le système initial de fourchettes de prix et la mesure en cause sont essentiellement "des détails mineurs qui ne modifient pas le fonctionnement du système en tant que prélèvement variable à l'importation et prix minimal à l'importation".¹⁰⁹

¹⁰⁸ Communication de l'Australie en tant que participant tiers, paragraphe 19.

¹⁰⁹ Communication du Brésil en tant que participant tiers, paragraphe 9.

91. Le Brésil soutient que le Groupe spécial a correctement analysé la "variabilité" et constaté que la mesure en cause était similaire à un prélèvement variable à l'importation. Le Groupe spécial a tenu à juste titre compte du raisonnement tenu par l'Organe d'appel dans la procédure initiale en constatant que la mesure en cause était "variable" en raison de sa formule incorporée qui entraîne une variation bimestrielle des droits spécifiques. La mesure en cause pourrait également être considérée comme "variable" car sa formule incorporée signifie qu'un négociant peut se retrouver confronté à l'un des trois cas de figure suivants: i) l'obligation d'acquitter un droit spécifique en plus de droits *ad valorem*; ii) l'obligation d'acquitter uniquement des droits *ad valorem*; ou iii) une remise sur des droits *ad valorem*. Par ailleurs, le Brésil ne souscrit pas à l'assertion du Chili selon laquelle la mesure en cause, en elle-même, n'impose pas la variabilité, parce que le Décret suprême n° 831 précise que le Ministère des finances du Chili peut réviser à tout moment des aspects de la mesure. Cet argument ne tient pas parce que c'est la Loi n° 18.525, modifiée, qui établit la mesure en cause et sa formule, tandis que le Décret suprême n° 831 précise simplement certains détails de fonctionnement du mécanisme. D'autre part, le Brésil fait référence aux constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères* et du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* et soutient que "la simple possibilité" qu'une mesure contestée puisse être modifiée à l'avenir "ne peut pas [la] protéger d'une constatation d'incompatibilité avec les règles de l'OMC".¹¹⁰

92. Le Brésil rejette la tentative du Chili de distinguer la variabilité de la mesure en cause de celle de la mesure initiale en qualifiant cette dernière de mesure qui imposait des droits qui variaient continuellement transaction par transaction. En fait, la seule différence au plan de la variation est que, dans le cadre de la mesure en cause, les droits sont fixés pour une période de deux mois et non pas hebdomadairement, et cette modification ne fait pas disparaître la variabilité. Par ailleurs, le Groupe spécial a conclu à juste titre que le fait qu'il existe un acte administratif distinct, à savoir la publication d'un décret tous les deux mois, était "une simple formalité" et ne signifiait pas que la mesure n'était plus "automatique"¹¹¹. Le Brésil maintient qu'en fait, les droits variables résultant de la mesure en cause demeurent "intrinsèquement imprévisibles et dépourvus de transparence".¹¹²

93. Le Brésil ne souscrit pas non plus à l'argument du Chili selon lequel les variations de la mesure en cause sont équivalentes à des modifications des "droits de douane proprement dits". Les

¹¹⁰ Communication du Brésil en tant que participant tiers, paragraphe 16 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 187; et au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 7.57).

¹¹¹ *Ibid.*, paragraphe 21.

¹¹² *Ibid.*, paragraphe 28.

fluctuations des droits résultant de la mesure en cause sont fondamentalement différentes parce qu'elles sont dues à une formule incorporée et sont prescrites pour une période de deux mois. S'agissant de la transparence et de la prévisibilité de la mesure en cause, le Brésil maintient qu'aucune des modifications que le Chili a apportées à la mesure initiale ne changeait son manque intrinsèque de prévisibilité et de transparence ni sa similarité à un prélèvement variable à l'importation.

94. Selon le Brésil, la mesure en cause demeure également une mesure similaire à un prix minimal à l'importation parce qu'elle fixe un seuil numérique (la limite inférieure) au-dessous duquel les prix à l'importation ne peuvent descendre que dans des circonstances très exceptionnelles. Même au cas peu probable où les cours du marché mondial chuteraient "brusquement" sur une période de deux mois, la mesure en cause neutraliserait néanmoins la baisse des cours lorsque les niveaux des droits spécifiques seraient actualisés sur la période de deux mois suivante.¹¹³ Cela confirme que la mesure en cause demeure similaire à un prix minimal à l'importation. Le Brésil fait d'autre part valoir qu'il n'est pas nécessaire que les limites soient exprimées en termes c.a.f. pour que la mesure en cause fonctionne comme un prix minimal à l'importation.

95. Le Brésil fait valoir que le Groupe spécial n'était pas tenu de faire une détermination additionnelle établissant que la mesure en cause n'était pas un "droit de douane proprement dit". En effet, selon le Brésil, une constatation selon laquelle une mesure relève de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* implique nécessairement qu'elle n'est pas un "droit de douane proprement dit". En outre, l'Organe d'appel, dans la procédure initiale, n'a pas fait de constatation distincte établissant que la mesure n'était pas un "droit de douane proprement dit" après avoir constaté qu'elle était similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation. En tout état de cause, la mesure en cause n'est pas un "droit de douane proprement dit" parce qu'elle n'est pas exprimée sous la forme d'un droit *ad valorem*, d'un droit spécifique, ou d'une combinaison des deux, et aussi parce qu'elle n'impose pas un droit régulièrement, mais plutôt exceptionnellement.

96. De plus, le Brésil estime que le Groupe spécial n'a pas attribué à tort la charge de la preuve mais "simplement exigé que le Chili justifie une assertion factuelle particulière" qu'il avait faite.¹¹⁴ Le Groupe spécial n'est pas parti de l'hypothèse selon laquelle la mesure en cause était incompatible avec les règles de l'OMC, mais a simplement examiné la mesure en cause à la lumière de la mesure initiale et, conformément aux indications antérieures de l'Organe d'appel selon lesquelles l'examen

¹¹³ Communication du Brésil en tant que participant tiers, paragraphe 29.

¹¹⁴ *Ibid.*, paragraphe 37.

d'une mesure prise pour se conformer ne peut pas être accompli sans tenir compte de la mesure qui était visée par la procédure initiale.¹¹⁵

97. En ce qui concerne l'appel conditionnel de l'Argentine, le Brésil estime que, au cas où l'Organe d'appel infirmerait les constatations du Groupe spécial au titre de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, il devrait achever l'analyse et constater que l'analyse en cause est incompatible avec la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994. La mesure en cause n'est pas un "droit de douane proprement dit", mais constitue des "autres droits ou impositions" qui ne sont pas inscrits dans la Liste de concessions du Chili.

98. Le Brésil estime que l'allégation de l'Argentine au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) relevait du mandat du Groupe spécial parce qu'elle porte sur un "*aspect modifié* d'une mesure *nouvelle*".¹¹⁶ Le Brésil ne souscrit pas à certains propos incidents du Groupe spécial qui impliquent qu'"un Membre plaignant doit contester *chaque violation concevable* dans la procédure initiale pour préserver ses droits au moment de la mise en œuvre".¹¹⁷ Le Brésil estime qu'une telle approche peut entraîner une augmentation du recours au principe d'économie jurisprudentielle et faire peser "une charge excessive" sur le plaignant et sur le système de règlement des différends.¹¹⁸

3. Canada

99. Le Canada estime que, si l'Organe d'appel devait donner suite à l'appel conditionnel de l'Argentine, il faudrait clarifier la compétence des groupes spéciaux établis au titre de l'article 21:5. Même si l'Organe d'appel n'a pas besoin d'examiner les nombreuses observations formulées sur cette question, il garde la possibilité de le faire dans le cadre de son examen plus large du présent différend. De l'avis du Canada, l'approche étroite de la compétence des groupes spéciaux établis au titre de l'article 21:5 énoncée par le Groupe spécial était inappropriée. Si une telle approche était adoptée, cela limiterait la capacité des Membres de faire valoir leurs allégations et porterait atteinte au fonctionnement efficient et efficace du système de règlement des différends. Pour le Canada, il est "incontestable" qu'un Membre a le droit de présenter des allégations et arguments nouveaux relatifs à des mesures *nouvelles* devant un groupe spécial au titre de l'article 21:5.¹¹⁹ Le Canada estime qu'un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 devrait également être présumé compétent pour toutes les

¹¹⁵ Communication du Brésil en tant que participant tiers, paragraphe 38 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 102).

¹¹⁶ *Ibid.*, paragraphe 42. (italique dans l'original)

¹¹⁷ *Ibid.*, paragraphe 43. (italique dans l'original)

¹¹⁸ *Ibid.*, paragraphe 43.

¹¹⁹ Communication du Canada en tant que participant tiers, paragraphe 5.

allégations et tous les arguments présentés par le plaignant et ne devrait pas rejeter ces allégations ou arguments pour la seule raison qu'ils auraient pu être présentés antérieurement.

100. De l'avis du Canada, il y a trois raisons pour lesquelles ce devrait être l'"hypothèse de départ" pour les groupes spéciaux établis au titre de l'article 21:5. Premièrement, un Membre plaignant devrait être présumé dans toutes les procédures agir de bonne foi lorsqu'il présente des allégations et arguments qu'il considère utiles pour régler le différend. Deuxièmement, le Mémorandum d'accord ne contient aucune disposition ordonnant ou permettant aux groupes spéciaux de rejeter des allégations au seul motif qu'elles auraient pu être présentées antérieurement, mais il prescrit bel et bien aux groupes spéciaux de procéder à une évaluation objective de la question. Troisièmement, une "présomption d'irrecevabilité des arguments" peut avoir pour conséquence que les plaignants multiplieraient leurs allégations, quel que soit leur bien-fondé, dans le cadre de la procédure initiale, de façon à éviter des contestations procédurales ultérieures au cours de la procédure au titre de l'article 21:5.¹²⁰

101. Le Canada maintient que, en tout état de cause, "le fait d'avoir une présomption en faveur de l'admission de toutes les allégations et de tous les arguments ne veut pas dire que cette présomption ne peut pas être réfutée"¹²¹, et appelle l'attention sur les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, et sur le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE (article 21:5 – CE)* comme exemples pour déterminer si la présomption a été réfutée à bon escient.¹²² De plus, les allégations et les arguments sont également assujettis aux principes généraux du droit international tels que l'équité de la procédure et l'autorité de la chose jugée. À cet égard, le Canada indique que, par exemple, dans les cas où une partie subirait un préjudice injuste, un groupe spécial pourrait exercer son pouvoir discrétionnaire de refuser d'exercer sa compétence. Cependant, de l'avis du Canada, le Groupe spécial n'a pas évalué si le Chili pourrait subir un éventuel préjudice si on devait autoriser les allégations de l'Argentine au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994. Au lieu de cela, le Groupe spécial a simplement "formulé une règle de compétence particulièrement étroite" qui a créé une présomption selon laquelle les groupes spéciaux établis au titre de l'article 21:5 ne prendront pas en considération les arguments qui auraient pu être avancés dans la procédure initiale, mais ne

¹²⁰ Communication du Canada en tant que participant tiers, paragraphe 9.

¹²¹ *Ibid.*, paragraphe 10.

¹²² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, paragraphe 97; rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 96; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE (article 21:5 – CE)*, note de bas de page 294 relative au paragraphe 7.75.

l'ont pas été, à moins que de strictes conditions ne soient remplies.¹²³ Une telle approche étroite fait peser une lourde charge sur le plaignant et permet à un défendeur de s'appuyer sur une présomption de préjudice causé à sa position. Elle n'est pas compatible avec la présomption de bonne foi qui devrait être accordée au plaignant et ne reconnaît pas que le plaignant a déjà établi que la mesure initiale était incompatible avec les règles de l'OMC.

102. Le Canada estime que les faits de la cause illustrent le caractère déraisonnable de l'approche du Groupe spécial. L'allégation de l'Argentine dans la procédure initiale reposait sur la première phrase de l'article II:1 b) et l'Argentine faisait valoir que les droits imposés par le Chili au moyen du système initial de fourchettes de prix étaient des "droits de douane proprement dits" au sens de cette phrase. Cependant, le Groupe spécial initial n'a pas été de cet avis. Par la suite, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial initial mais n'a pas fait de constatation sur le point de savoir si les droits dans le cadre du système initial de fourchettes de prix étaient en fait des "droits de douane proprement dits". Le Canada fait valoir que l'approche étroite du Groupe spécial empêcherait injustement l'Argentine de présenter une allégation dont la validité potentielle n'est apparue clairement qu'après les constatations formulées dans la procédure initiale, et que le Chili ne subirait aucun préjudice si un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 devait examiner cette allégation.

4. Colombie

103. La Colombie a choisi de ne pas présenter de communication de participant tiers conformément à la Règle 24 2) des *Procédures de travail*. Dans sa déclaration à l'audience, la Colombie a traité la question de la charge de la preuve appliquée par le Groupe spécial et l'interprétation de l'expression "prélèvement variable à l'importation", et s'est jointe au Chili dans sa critique des interprétations et constatations du Groupe spécial.

5. Communautés européennes

104. Les Communautés européennes demandent à l'Organe d'appel de constater que le Groupe spécial a commis une erreur de droit dans son analyse de la compatibilité de la mesure en cause avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* et de corriger, le cas échéant, les vues exprimées par le Groupe spécial sur le champ de la compétence des groupes spéciaux établis au titre de l'article 21:5. Les Communautés européennes estiment aussi que comme, à leur avis, la mesure en cause devrait être considérée comme un "droit de douane proprement dit", il n'y a pas de violation de l'article II:1 b) du GATT de 1994 et qu'il n'est pas nécessaire de faire une constatation à cet égard pour régler le différend.

¹²³ Communication du Canada en tant que participant tiers, paragraphe 13.

105. Les Communautés européennes conviennent avec le Chili que le Groupe spécial n'a effectué qu'un "examen superficiel" de la mesure en cause, qu'il a simplement comparée au système initial de fourchettes de prix sans établir rigoureusement en droit si la mesure en cause était encore similaire à un prélèvement variable à l'importation ou à un prix minimal à l'importation.¹²⁴ Lorsqu'elle est correctement évaluée au regard des critères établis par l'Organe d'appel, la mesure en cause devrait être jugée conforme aux exigences relatives à un "droit de douane proprement dit" en termes de transparence et de prévisibilité. Lorsqu'on examine la similarité de la mesure en cause à un prix minimal à l'importation, il ne faut pas accorder trop de poids à la question de savoir si la mesure déconnecte les prix intérieurs des cours internationaux. Cela est conforme à l'approche adoptée par l'Organe d'appel qui "a mis principalement l'accent sur le manque de transparence et de prévisibilité" lorsqu'on analyse la similarité.¹²⁵ Les Communautés européennes ajoutent que la transparence et la prévisibilité doivent être examinées en tenant compte des effets réels de la mesure en cause.

106. Selon les Communautés européennes, le Groupe spécial a fait erreur en évaluant la mesure en cause au regard du critère de transparence et de prévisibilité le plus élevé possible, au lieu d'employer le critère approprié, à savoir la transparence et la prévisibilité des droits de douane proprement dits. Au-dessus des taux de droits consolidés, il n'y a pas de niveau de prévisibilité ou de transparence spécifique imposé à l'administration ou au niveau des droits de douane proprement dits. Pareillement, l'analyse faite par le Groupe spécial de la transparence et de la prévisibilité n'aurait pas dû être axée principalement sur le niveau des droits résultant de la mesure, mais sur la mesure en cause et son fonctionnement. Les Communautés européennes ajoutent que le Groupe spécial aurait dû également entreprendre un examen complet et empirique de la mesure en cause à la lumière de l'objet et du but de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, que l'Organe d'appel a définis comme étant l'amélioration de l'accès aux marchés, et non *pas* la transparence et la prévisibilité en soi ou l'accès aux marchés sans aucune restriction.

107. Les Communautés européennes estiment que, lorsqu'elle est correctement analysée à la lumière de ces exigences, la mesure en cause est suffisamment transparente et prévisible. Les modifications des droits ne sont pas à proprement parler continues, et il y a une transparence et une prévisibilité raisonnables dans les variations des droits. Dans le cadre de la mesure en cause, les négociants connaissent le niveau des droits à acquitter pour chaque période de deux mois et "peuvent, dans une mesure raisonnable, comprendre la dynamique du système et anticiper l'évolution du droit à acquitter au cours de la période [de deux mois] suivante".¹²⁶ Bien qu'ils ne puissent pas anticiper le

¹²⁴ Communication des Communautés européennes en tant que participant tiers, paragraphe 1.

¹²⁵ *Ibid.*, paragraphe 4.

¹²⁶ *Ibid.*, paragraphe 9.

montant précis du droit spécifique ou de la remise qui sera appliqué, cela ne diffère pas de la situation dans laquelle un Membre révisé les taux qu'il applique. En outre, lorsque, comme en l'espèce, le fonctionnement de la mesure entraîne une augmentation du prix d'entrée des importations qui est transparente et prévisible, le système devrait être réputé fonctionner comme un droit de douane proprement dit.

108. Les Communautés européennes ne partagent pas les vues du Groupe spécial, exprimées en tant qu'*obiter dicta*, au sujet de la portée de l'examen effectué par un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5. En particulier, elles ne souscrivent pas aux propos du Groupe spécial selon lesquels il est interdit aux groupes spéciaux établis au titre de l'article 21:5 d'examiner des allégations qui auraient pu être présentées au cours de la procédure initiale, et selon lesquels un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 ne peut pas évaluer des allégations nouvelles portant sur des aspects de la mesure initiale qui demeurent inchangés. De l'avis des Communautés européennes, le champ de la compétence d'un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 est limité exclusivement par les termes de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, la demande d'établissement d'un groupe spécial et le principe de l'autorité de la chose jugée. Par définition, ce dernier principe ne peut pas s'appliquer dans le cas où l'allégation n'avait pas été formulée dans la procédure initiale.

109. Les Communautés européennes font valoir que les *obiter dicta* du Groupe spécial obligerait le plaignant à déterminer toutes ses allégations possibles devant le Groupe spécial initial. Une telle condition n'a aucun fondement dans le Mémorandum d'accord et priverait les Membres du droit d'exercer leur propre "économie procédurale" et d'intenter des actions qu'ils considèrent "utiles".¹²⁷ Les Communautés européennes "sont fondamentalement en désaccord" avec l'opinion du Groupe spécial selon laquelle un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 "créerait une situation d'incertitude pour le défendeur" et "mettrait en péril la sécurité et la prévisibilité" du système de règlement des différends de l'OMC, s'il devait admettre des allégations nouvelles.¹²⁸ En fait, l'approche restrictive du Groupe spécial créerait une situation d'incertitude pour les plaignants et serait contreproductive pour le règlement rapide et efficace des différends parce qu'elle empêcherait effectivement les plaignants d'exercer l'"économie procédurale" en se limitant aux allégations qu'ils jugent les plus solides et les obligerait à inclure un maximum d'allégations dans la procédure initiale.

110. D'autre part, selon les Communautés européennes, le fait d'autoriser des allégations nouvelles au stade de la mise en œuvre ne signifierait pas soumettre le défendeur à des mesures de rétorsion immédiates avant qu'un délai raisonnable ne lui ait été accordé pour se mettre en conformité. Les

¹²⁷ Communication des Communautés européennes en tant que participant tiers, paragraphe 21.

¹²⁸ *Ibid.*, paragraphe 22 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.152).

Communautés européennes font valoir que les "délais raisonnables" "sont des périodes de grâce dérogeant à la règle normale [de] la mise en conformité immédiate et ne découlant pas d'un droit automatique".¹²⁹ À ce titre, les Communautés européennes ne considèrent pas que l'absence de délai raisonnable suffise à limiter la possibilité pour les Membres de faire valoir des allégations nouvelles.

111. Les Communautés européennes s'inscrivent aussi en désaccord avec le raisonnement du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE* (article 21:5 – CE). À leur avis, cette affaire, ainsi que les *obiter dicta* du Groupe spécial en l'espèce, crée une grande incertitude en ce qui concerne la portée des procédures au titre de l'article 21:5. Les Communautés européennes demandent donc à l'Organe d'appel de "corriger" les *obiter dicta* du Groupe spécial, ou, du moins, de les déclarer "irrationnels et donc sans fondement et sans effet juridique".¹³⁰

6. Thaïlande

112. Conformément à la Règle 24 2) des *Procédures de travail*, la Thaïlande a choisi de ne pas présenter de communication de participant tiers. Dans sa déclaration à l'audience, la Thaïlande a traité la question de savoir si la mesure en cause demeurerait similaire à un "prélèvement variable à l'importation" et a souscrit à l'analyse et aux constatations du Groupe spécial sur cette question.

7. États-Unis

113. Les États-Unis affirment que le Groupe spécial a correctement interprété et appliqué l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture* et constaté à bon escient que la mesure en cause était similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation. Selon les États-Unis, le Groupe spécial a eu raison d'axer son analyse sur le point de savoir si la mesure en cause était similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation. Une analyse additionnelle au regard de l'expression "autres que les droits de douane proprement dits" n'était pas nécessaire. Cela est cohérent par rapport à l'approche adoptée par l'Organe d'appel dans la procédure initiale et, en tout état de cause, le fait d'entreprendre une telle analyse n'aurait pas modifié les conclusions finales du Groupe spécial. Les États-Unis soulignent que, dans le cadre de la mesure en cause, le Chili ne peut pas communiquer une liste des niveaux et des dates exacts de l'application des droits aux importations de blé tout au long de l'année, ce qui indique que la mesure en cause n'est pas semblable à des droits saisonniers, qui sont des "droits de douane proprement dits" prévisibles et transparents.

¹²⁹ Communication des Communautés européennes en tant que participant tiers, paragraphe 27.

¹³⁰ *Ibid.*, paragraphe 30.

114. De l'avis des États-Unis, le Groupe spécial a constaté à juste titre que les modifications des niveaux des droits dans le cadre de la mesure en cause étaient continues. Comme dans le cadre du système initial de fourchettes de prix, en vertu de la mesure en cause, les droits sont appliqués transaction par transaction. Le seul changement, c'est qu'au lieu que les droits soient calculés chaque semaine, les niveaux des droits sont à présent fixés sur une base bimestrielle et appliqués aux importations dont les bordereaux d'expédition portent une date située dans les limites de cette période de deux mois. Par ailleurs, les États-Unis ne souscrivent pas à l'opinion du Chili selon laquelle le Groupe spécial a appliqué le critère qui ne convenait pas lorsqu'il a conclu que la mesure en cause était appliquée "continuellement" parce qu'elle "prévo[yait]" un dispositif ou une formule qui faisait que les droits changeaient automatiquement et continuellement. Selon les États-Unis, le fait que le Groupe spécial a employé le verbe "prévoir" au lieu du verbe "comporter" – qui avait été utilisé par l'Organe d'appel dans la procédure initiale – n'a pas d'incidence sur l'analyse et les conclusions finales du Groupe spécial concernant la nature "continue" du changement des droits résultants dans le cadre de la mesure en cause.

115. Les États-Unis contestent l'argument du Chili selon lequel la mesure en cause n'est pas "automatique" du fait que le Ministère des finances chilien a la capacité d'en modifier certains aspects et qu'une action administrative distincte est nécessaire pour modifier le niveau des droits. Le fait que le Ministère des finances peut théoriquement choisir de faire certains changements futurs ne modifie pas la nature continue et automatique de la formule telle qu'elle existe. De même, les États-Unis font valoir que la simple introduction d'"un niveau de tâches administratives" (publication du niveau de droit fixé selon la formule)¹³¹ ne suffit pas à briser le lien entre la formule et le niveau des droits automatiquement calculé en vertu de son application.

116. Les États-Unis ne partagent pas l'avis du Chili selon lequel la portée de l'analyse de la transparence et de la prévisibilité faite par le Groupe spécial aurait dû être limitée à un examen des droits résultant de la mesure en cause. Le Groupe spécial a correctement suivi les indications de l'Organe d'appel en appliquant aussi le critère de "la transparence et la prévisibilité" à la méthode incluse dans la mesure en cause. Cela est logique parce que, pour prévoir les niveaux de droits qui en résultent, un exportateur doit avoir une idée de la façon dont fonctionne la mesure qui fixe le niveau des droits. À cet égard, les États-Unis font valoir que la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause n'était ni prévisible ni transparente était correcte. Comme pour le système initial de fourchettes de prix, dans le cadre de la mesure en cause, souvent les négociants ne seront pas en

¹³¹ Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 13.

mesure de prévoir, avant d'expédier leurs marchandises, les droits spécifiques qui peuvent être applicables.

117. Les États-Unis considèrent que le Groupe spécial a conclu à juste titre que la limite inférieure de la mesure en cause fonctionnait comme un substitut ou une variable de remplacement d'un prix minimal à l'importation. Une constatation allant dans le sens contraire permettrait à un Membre de l'OMC d'échapper à ses obligations au titre de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, tout simplement en qualifiant sa mesure de quelque chose d'autre qu'un "prix c.a.f.", "prix minimal à l'importation" ou "prix d'entrée". Par ailleurs, ce n'est pas parce que les prix à l'importation n'ont pas encore déclenché le seuil qu'il n'y a pas de prix minimal à l'importation. Les États-Unis soulignent également qu'il existe des éléments de preuve indiquant que les droits spécifiques applicables en vertu de la mesure en cause "surcompensent" généralement les baisses de prix et relèvent les prix d'entrée des importations de blé au-dessus de la limite inférieure.¹³²

118. Enfin, les États-Unis estiment qu'il n'est pas nécessaire que l'Organe d'appel fasse une constatation distincte au sujet de l'allégation de l'Argentine au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

III. Questions soulevées dans le présent appel

119. Les questions suivantes sont soulevées dans le présent appel:

- a) si le Groupe spécial a fait erreur dans son attribution de la charge de la preuve;
- b) si le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture* en constatant que:
 - i) la mesure en cause était "similaire" à un "prélèvement variable à l'importation" et à un "prix minimal à l'importation" au sens de la note de bas de page 1; et
 - ii) la mesure en cause était incompatible avec l'article 4:2;
- c) si le Groupe spécial a manqué à ses devoirs, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi et, au

¹³² Communication des États-Unis en tant que participant tiers, paragraphe 18.

titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, d'exposer les justifications fondamentales de ses constatations; et

- d) si l'Organe d'appel infirme les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la mesure en cause est incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, alors:
 - i) si l'Organe d'appel peut et devrait se prononcer sur l'allégation de l'Argentine au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994, et, dans l'affirmative, alors
 - ii) si la mesure en cause est incompatible avec la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

IV. Contexte et mesure en cause

A. Aperçu général de la mesure en cause et du système initial de fourchettes de prix

120. La mesure en cause dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 est une mesure du Chili qui modifie son système initial de fourchettes de prix.¹³³ Il a été constaté que le système initial de fourchettes de prix était incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* parce qu'il était "similaire" à un "prélèvement variable à l'importation" et à un "prix minimal à l'importation", au sens de la note de bas de page 1 relative à cette disposition, et qu'il aurait donc fallu qu'il soit converti en "droits de douane proprement dits".¹³⁴ Par la suite, le Chili a adopté la mesure en cause pour se conformer aux recommandations et décisions adoptées par l'ORD dans la procédure initiale. Cependant, l'Argentine a considéré que le Chili ne s'était pas conformé à ces recommandations et décisions et a contesté la mesure du Chili dans la présente procédure au titre de l'article 21:5.

121. La mesure en cause s'applique aux importations de blé et de farine de blé, comme pour le système initial de fourchettes de prix.¹³⁵ Le Chili a consolidé son droit applicable au blé et à la farine de blé à 31,5 pour cent *ad valorem*, et applique à ces produits un droit de 6 pour cent *ad valorem* au

¹³³ Voir, *infra*, le paragraphe 127.

¹³⁴ Rapport du Groupe spécial initial, paragraphe 8.1 a); rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 288 c) iii).

¹³⁵ Outre le blé et la farine de blé, la mesure en cause s'applique aux importations de sucre; le système initial de fourchettes de prix s'appliquait aux importations de sucre et d'huiles végétales alimentaires. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.18; rapport du Groupe spécial initial, paragraphe 2.9) Comme l'allégation de l'Argentine dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 ne vise que le blé et la farine de blé, nous examinons la mesure en cause et rappelons les aspects du système initial de fourchettes de prix uniquement dans la mesure où ils se rapportent au blé et à la farine de blé.

titre du traitement de la nation la plus favorisée (le "droit appliqué").¹³⁶ Le montant total des droits perçus sur une expédition d'importations de blé ou de farine de blé pourrait toutefois être égal, supérieur ou inférieur au droit appliqué, en raison du fonctionnement de la mesure en cause.¹³⁷

122. Il n'est pas contesté que la mesure en cause et le système initial de fourchettes de prix "ont pour traits caractéristiques fondamentaux communs qu'elles peuvent se traduire par l'application de droits spécifiques ou de remises".¹³⁸ Dans le cadre des deux mesures, deux paramètres sont utilisés pour déterminer si des droits spécifiques ou des remises seront appliqués, ainsi que pour déterminer le montant de ces droits spécifiques et remises – une fourchette de prix définie par ses limites inférieure et supérieure (ou limites de la fourchette), et un prix de référence.¹³⁹ Lorsque le prix de référence est au-dessous de la limite inférieure, un droit spécifique est imposé en plus du droit appliqué.¹⁴⁰ Lorsque le prix de référence se situe entre la limite inférieure et la limite supérieure, seul le droit appliqué est imposé. Lorsque le prix de référence est au-dessus de la limite supérieure, une remise est déduite du montant du droit appliqué.¹⁴¹ En ce qui concerne la farine de blé, les droits spécifiques ou les remises sont établis en multipliant les droits spécifiques et les remises applicables au blé par un coefficient de 1,56.¹⁴² Lorsqu'un droit spécifique est imposé en plus du droit appliqué, la somme des deux est plafonnée au taux de droit consolidé du Chili, à savoir 31,5 pour cent *ad valorem*.¹⁴³ La valeur d'une éventuelle remise est déduite du montant à acquitter comme droit appliqué (mais ne peut pas être supérieure à ce montant).¹⁴⁴

123. Toutefois, le système initial de fourchettes de prix était différent de la mesure en cause à plusieurs titres. Ainsi, avant de procéder à l'examen de la mesure en cause et de l'évaluation qu'en a faite le Groupe spécial, nous considérons que le rappel de certains traits caractéristiques du système initial de fourchettes de prix offre un contexte utile pour nos travaux.

¹³⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.17. Le taux *ad valorem* était de 7 pour cent en 2002, lorsque la procédure initiale a été achevée. (Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 14)

¹³⁷ *Ibid.*, paragraphe 2.18.

¹³⁸ Communication du Chili en tant qu'intimé, paragraphe 22; première communication écrite de l'Argentine au Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, page A-12, paragraphe 36.

¹³⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.20.

¹⁴⁰ *Ibid.*, paragraphes 2.25 et 2.26.

¹⁴¹ *Ibid.*, paragraphes 2.25 et 2.26.

¹⁴² *Ibid.*, paragraphe 2.27. Comme l'a expliqué le Chili, le chiffre de 1,56 résulte du fait qu'entre janvier 1986 et décembre 1995, le ratio moyen du prix de la farine de blé par rapport au prix du blé était de 1,566. Ce chiffre a été alors incorporé dans la législation chilienne et est demeuré inchangé depuis. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.80)

¹⁴³ *Ibid.*, paragraphe 2.19.

¹⁴⁴ *Ibid.*

B. *Le système initial de fourchettes de prix*

124. Le système initial de fourchettes de prix était contenu dans l'article 12 de la Loi n° 18.525 du Chili sur les règles applicables à l'importation de marchandises.¹⁴⁵ Dans le cadre du système initial, les limites inférieure et supérieure étaient annoncées chaque année, et étaient déterminées en utilisant les prix franco à bord ("f.a.b."), golfe du Mexique, mensuels moyens pour une qualité de blé donnée, à savoir *Hard Red Winter No. 2*, pour les 60 mois précédents à la Bourse du Kansas.¹⁴⁶ Après avoir été corrigés pour tenir compte de l'inflation internationale, ces prix mensuels moyens étaient répertoriés par ordre décroissant et jusqu'à 25 pour cent des 60 prix mensuels les plus élevés et les plus bas étaient éliminés.¹⁴⁷ Parmi les prix mensuels restants, le plus élevé et le plus bas étaient retenus, auxquels on ajoutait les frais d'importation et le droit *ad valorem* appliqué pour établir les limites supérieure et inférieure sur une base coût, assurance et fret ("c.a.f.").¹⁴⁸

125. Les prix de référence étaient déterminés hebdomadairement (chaque vendredi) en choisissant le prix f.a.b. quotidien le plus bas sur les marchés étrangers intéressants durant cette semaine.¹⁴⁹ Ces marchés intéressants comprenaient l'Argentine, l'Australie, le Canada et les États-Unis. Les prix de référence ainsi déterminés demeuraient en vigueur pour la semaine suivante et pouvaient être consultés par le public aux bureaux des autorités douanières chiliennes.¹⁵⁰

126. Le prix de référence utilisé pour calculer le droit spécifique ou la remise applicable à une expédition d'importations donnée était le prix de référence en vigueur pour la semaine durant laquelle la marchandise était expédiée du pays exportateur.¹⁵¹ Lorsque le prix de référence était au-dessous de la limite inférieure, le montant du droit spécifique était égal à la différence entre ces deux paramètres. Inversement, lorsque le prix de référence était au-dessus de la limite supérieure, le montant de la

¹⁴⁵ Rapport du Groupe spécial initial, paragraphe 2.2 et notes de bas de page 4 et 5 y relatives. Le système initial de fourchettes de prix a été modifié par la Loi n° 19.772, publiée le 19 novembre 2001, par laquelle le Chili a fixé un plafond aux droits exigibles de façon à garantir qu'ils n'excèdent pas le taux de droit consolidé de 31,5 pour cent *ad valorem*. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.13 et note de bas de page 23 y relative)

¹⁴⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.22.

¹⁴⁷ *Ibid.*; rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 18.

¹⁴⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.22; rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 18.

¹⁴⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.24; rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 21.

¹⁵⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.24.

¹⁵¹ Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 2.6; rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 22.

remise était égal à la différence entre ces deux paramètres.¹⁵² Les décrets annuels qui établissaient les fourchettes de prix contenaient un tableau où figuraient un barème des prix de référence et la remise ou le droit spécifique qui serait appliqué relativement à chacun de ces prix de référence. Une fois que le prix de référence qui s'appliquait pour une semaine donnée avait été fixé, il était possible de trouver le droit spécifique ou la remise correspondant à ce prix de référence dans le tableau.¹⁵³

C. *La mesure en cause*

127. La mesure en cause dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord est constituée des instruments suivants: i) article 12 de la Loi n° 18.525 sur les règles applicables à l'importation de marchandises, modifiée par la Loi n° 19.897 publiée le 25 septembre 2003; et ii) Décret suprême n° 831 du Ministère des finances, publié le 4 octobre 2003, qui régit l'application de l'article 12 de la Loi n° 18.525, modifiée par la Loi n° 19.897.¹⁵⁴ Les dispositions pertinentes de la Loi n° 18.525, modifiée, et du Décret suprême n° 831 sont entrées en vigueur le 16 décembre 2003.¹⁵⁵

128. Les limites inférieure et supérieure des fourchettes de prix dans le cadre de la mesure en cause sont précisées pour la période de onze ans allant de 2003 à 2014.¹⁵⁶ Pour les quatre premières années

¹⁵² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.26; rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 29.

¹⁵³ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 29.

¹⁵⁴ Ainsi qu'il est expliqué au paragraphe 2.15 du rapport du Groupe spécial, la version modifiée de l'article 12 de la Loi n° 18.525 prévoit expressément qu'un décret suprême sera rendu pour établir: les périodes durant lesquelles les droits spécifiques et les remises tarifaires doivent être établis et appliqués; les marchés les plus importants; les procédures et les dates pour le calcul des prix de référence; et d'autres facteurs méthodologiques nécessaires à la mise en œuvre de l'article 12.

¹⁵⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 2.12 à 2.16.

¹⁵⁶ *Ibid.*, paragraphe 2.21. L'article 12 de la Loi n° 18.525 (modifiée par la Loi n° 19.897) est reproduit au paragraphe 2.14 du rapport du Groupe spécial et dispose, dans sa partie pertinente, ce qui suit:

Pour déterminer les droits et remises applicables jusqu'au terme de la période d'un an s'achevant en 2007, on prendra en considération le prix plancher et le prix plafond utilisés pour le blé ... lors de la rédaction des décrets spéciaux n° 266 ... du Ministère chilien des finances, publiés au Journal officiel du 16 mai 2002, exprimés en dollars EU par tonne sur une base f.a.b. Il devra être établi, d'une part, des droits spécifiques lorsque le prix de référence sera inférieur au prix plancher de 128 dollars EU pour le blé ... et, d'autre part, des remises sur le montant des droits *ad valorem* prévus dans le Tarif douanier lorsque le prix de référence sera supérieur au prix plafond de 148 dollars EU pour le blé

Pour déterminer les droits et remises applicables à partir de la période d'un an s'achevant en 2008 et jusqu'en 2014, on ajustera chaque année le prix plancher et le prix plafond établis ci-dessus en multipliant les prix en vigueur pendant la période d'un an antérieure par un coefficient de 0,985 dans le cas du blé

de cette période (du 16 décembre 2003 au 15 décembre 2007), les limites inférieure et supérieure sont fixées à 128 dollars EU par tonne et 148 dollars EU par tonne, respectivement.¹⁵⁷ Du 16 décembre 2007 au 15 décembre 2014, les limites seront ajustées annuellement en multipliant les limites en vigueur durant la période annuelle antérieure par un coefficient de 0,985, ce qui correspond à une réduction de 2 dollars EU par an.¹⁵⁸ En conséquence, pour la dernière année de cette période de onze ans (du 16 décembre 2013 au 15 décembre 2014), les limites inférieure et supérieure seront de 114 dollars EU et 134 dollars EU, respectivement.¹⁵⁹

129. Les prix de référence sont déterminés par les autorités chiliennes tous les deux mois, en décembre, février, avril, juin, août et octobre.¹⁶⁰ Un prix de référence est calculé, qui représente la moyenne simple des prix f.a.b. quotidiens du blé sur les "marchés les plus importants", enregistrés durant une période de 15 jours se terminant le dixième jour de ces mois.¹⁶¹ Les "marchés les plus importants" sont l'Argentine (pour les prix de référence fixés en décembre, février et avril) et les États-Unis (pour les prix de référence fixés en juin, août et octobre). Les prix quotidiens utilisés sont les prix quotidiens cotés pour le *Trigo Pan Argentino*, f.a.b. port argentin et le *Soft Red Winter No. 2*, f.a.b. golfe du Mexique.¹⁶²

¹⁵⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.21.

¹⁵⁸ *Ibid.*

¹⁵⁹ Les limites inférieure et supérieure en vigueur pour chaque année du 16 décembre 2003 au 15 décembre 2014 figurent dans un tableau dans l'article 6 du Décret suprême n° 831, reproduit au paragraphe 2.16 du rapport du Groupe spécial.

¹⁶⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.23. L'article 12 de la Loi n° 18.525, modifiée, est reproduit au paragraphe 2.14 du rapport du Groupe spécial et dispose, dans sa partie pertinente, que le montant des droits spécifiques et des remises sera établi comme prévu dans cet article "par un décret suprême publié ... six fois pour le blé au cours de chaque période de 12 mois allant du 16 décembre au 15 décembre de l'année suivante". Voir aussi l'article 5 du Décret suprême n° 831, reproduit au paragraphe 2.16 du rapport du Groupe spécial.

¹⁶¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.23; réponse du Chili à la question n° 63 posée par le Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, page F-111. L'article 12 de la Loi n° 18.525, modifiée, est reproduit au paragraphe 2.14 du rapport du Groupe spécial et dispose, dans sa partie pertinente, ce qui suit:

Le prix de référence f.a.b. sera égal à la moyenne des prix internationaux quotidiens pour le blé ... enregistrés sur les marchés les plus importants pendant une période de 15 jours calendaires ... à compter de la date fixée par le règlement pour chaque décret.

Voir aussi l'article 7 du Décret suprême n° 831, reproduit au paragraphe 2.16 du rapport du Groupe spécial, qui dispose ce qui suit:

Le prix de référence pour le blé équivaldra à la moyenne des prix quotidiens enregistrés sur les marchés visés à l'article 8 pendant la période de 15 jours précédant le dixième jour du mois au cours duquel le décret correspondant sera publié.

¹⁶² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.23. Voir aussi l'article 8 du Décret suprême n° 831, reproduit au paragraphe 2.16 du rapport du Groupe spécial, qui dispose ce qui suit:

130. Tous les deux mois, le prix de référence ainsi fixé est comparé aux limites de la fourchette pour déterminer le montant du droit spécifique ou de la remise, le cas échéant. Lorsque le prix de référence est au-dessous de la limite inférieure de la fourchette de prix, le montant du droit spécifique est équivalent à la différence entre ces deux paramètres, multipliée par 1,06.¹⁶³ Lorsque le prix de référence est au-dessus de la limite supérieure de la fourchette de prix, le montant de la remise est équivalent à la différence entre ces deux paramètres, multipliée par 1,06.¹⁶⁴ Le montant du droit spécifique ou de la remise ainsi calculé est annoncé par des décrets suprêmes bimestriels rendus par le Ministère des finances chilien.¹⁶⁵ Une fois annoncé, un droit spécifique ou une remise est appliqué à toutes les importations de blé et de farine de blé qui arrivent au Chili au cours de la période de deux mois commençant le seizième jour du mois dans lequel un décret suprême bimestriel est publié.¹⁶⁶

131. Du 16 décembre 2003 (lorsque la mesure en cause est entrée en vigueur) au 13 janvier 2006, seuls deux prix de référence, à savoir ceux qui ont été calculés en décembre 2004 et en février 2005, étaient au-dessous de la limite inférieure.¹⁶⁷ De ce fait, un droit spécifique a été imposé le

Le marché le plus important en ce qui concerne le blé sera, pendant la période d'application des droits et remises allant du 16 décembre au 15 juin de l'année suivante, celui du *Trigo Pan Argentino* et les prix correspondront aux cours quotidiens de ce produit *f.a.b. port argentin*, et, pendant la période d'application allant du 16 juin au 15 décembre, celui du *Soft Red Winter No. 2*, et les prix correspondront aux cours quotidiens de ce produit *f.a.b. golfe du Mexique*.

¹⁶³ Le taux de 1,06 correspond à 1 plus le taux *ad valorem* général de 6 pour cent. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.25) Voir aussi le texte de l'article 12 de la Loi n° 18.525, modifiée, et l'article 14 du Décret suprême n° 831, reproduits aux paragraphes 2.14 et 2.16 du rapport du Groupe spécial, respectivement.

¹⁶⁴ Le taux de 1,06 correspond à 1 plus le taux *ad valorem* général de 6 pour cent. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.25) Voir aussi le texte de l'article 12 de la Loi n° 18.525, modifiée, et l'article 15 du Décret suprême n° 831, reproduits aux paragraphes 2.14 et 2.16 du rapport du Groupe spécial, respectivement.

¹⁶⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.28. Ces décrets bimestriels ne précisent pas le prix de référence utilisé ni n'exposent le calcul sous-jacent, mais contiennent simplement le résultat de ce calcul. (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.29; pièce ARG-5 présentée par l'Argentine au Groupe spécial)

¹⁶⁶ L'annexe du Décret suprême n° 831 précise les dates pour l'annonce des droits spécifiques ou des remises, leurs périodes de validité et les périodes et les marchés les plus importants pour fixer les prix de référence, tels que reproduits au paragraphe 2.16 du rapport du Groupe spécial:

Périodes de calcul des prix de référence	Période de publication du décret	Périodes d'application des droits spécifiques ou des remises	Marché le plus important
26 novembre-10 décembre	11-15 décembre	16 décembre-15 février	<i>Trigo Pan Argentino</i>
27 janvier-10 février	11-15 février	16 février-15 avril	<i>Trigo Pan Argentino</i>
27 mars-10 avril	11-15 avril	16 avril-15 juin	<i>Trigo Pan Argentino</i>
27 mai-10 juin	11-15 juin	16 juin-15 août	<i>Soft Red Winter No. 2</i>
27 juillet-10 août	11-15 août	16 août-15 octobre	<i>Soft Red Winter No. 2</i>
26 septembre-10 octobre	11-15 octobre	16 octobre-15 décembre	<i>Soft Red Winter No. 2</i>

¹⁶⁷ Première communication écrite de l'Argentine au Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, pages A-30 à A-33, paragraphes 133 à 140 et 149.

16 décembre 2004 et le 16 février 2005, chaque droit demeurant en vigueur sur la période de deux mois suivante.¹⁶⁸ Cela signifie que, du 16 décembre 2003 au 13 janvier 2006: des droits spécifiques ont été appliqués durant 17 semaines; des remises ont été appliquées durant 35 semaines; et, pour les 57 semaines restantes de cette période, seul le droit appliqué *ad valorem* a été appliqué aux importations de blé et de farine de blé au Chili.¹⁶⁹ De plus, du 13 janvier à juin 2006, les importations de blé et de farine de blé ont pénétré au Chili en étant assujetties uniquement au droit appliqué *ad valorem*.¹⁷⁰

V. Charge de la preuve

132. Le Chili allègue que le Groupe spécial n'a pas attribué correctement la charge de la preuve parce qu'il a procédé en partant de l'hypothèse que la mesure en cause était incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Ce faisant, fait valoir le Chili, le Groupe spécial a libéré l'Argentine de la charge de la preuve qui lui incombait et a exigé à tort du Chili qu'il démontre que la mesure en cause était compatible avec cette disposition. Le Chili demande à l'Organe d'appel d'infirmer "toutes les conclusions du Groupe spécial" en raison de ce "vice fondamental".¹⁷¹

133. De l'avis de l'Argentine, c'est à juste titre que le Groupe spécial a constaté, sur la base des arguments et éléments de preuve figurant dans le dossier du Groupe spécial, que l'Argentine avait établi des éléments *prima facie* et que le Chili ne les avait pas réfutés, et il a donc eu raison de conclure que la mesure en cause était incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. En conséquence, l'Argentine demande à l'Organe d'appel de rejeter ce motif de l'appel du Chili.

134. Nous rappelons tout d'abord que, dans le règlement des différends de l'OMC, comme dans la plupart des systèmes juridiques et des tribunaux internationaux, la charge de la preuve incombe à la partie qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense.¹⁷² La partie

¹⁶⁸ Deuxième communication écrite du Chili au Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, pages C-65 et C-70, paragraphes 49 et 80. Déclaration orale et réponses du Chili aux questions posées à l'audience. Voir aussi le Décret n° 762 du 13 décembre 2004 et le Décret n° 88 du 10 février 2005, contenus dans la pièce ARG-5 présentée par l'Argentine au Groupe spécial.

¹⁶⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 2.31.

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ Déclaration du Chili à l'audience.

¹⁷² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 15. En outre, il appartient à chaque partie d'apporter la preuve des faits qu'il affirme à l'appui de son allégation ou de son moyen de défense (rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 157), et il n'appartient pas à un groupe spécial de "plaider la cause d'une partie plaignante". (Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 129) En outre, un "groupe spécial ne peut pas prendre sur soi de réfuter l'allégation (ou le moyen de défense) lorsque la partie défenderesse (ou la partie plaignante) elle-même ne l'a pas fait". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 282)

plaignante s'acquittera de la charge qui lui incombe lorsqu'elle établira des éléments *prima facie* en avançant des arguments juridiques et éléments de preuve adéquats.¹⁷³ La nature et la portée des arguments et éléments de preuve requis "varieront forcément d'une mesure à l'autre, d'une disposition à l'autre et d'une affaire à l'autre".¹⁷⁴ Lorsqu'une allégation est formulée contre la législation ou la réglementation d'un Membre de l'OMC, un groupe spécial peut, dans certaines circonstances, considérer que le texte de l'instrument juridique pertinent est suffisamment clair pour établir la portée et le sens de la loi. Cependant, dans d'autres cas, un groupe spécial peut considérer qu'il faut des éléments de preuve additionnels pour ce faire.¹⁷⁵ Une fois que la partie plaignante a établi des éléments *prima facie*, il appartient à la partie défenderesse de les réfuter.¹⁷⁶

135. Un groupe spécial fait erreur lorsqu'il reconnaît la validité d'une allégation pour laquelle la partie plaignante n'a pas établi d'éléments *prima facie*.¹⁷⁷ Néanmoins, un groupe spécial ne commet pas d'erreur de droit simplement en omettant de préciser à quelle partie incombe la charge de la preuve relativement à chaque allégation ou moyen de défense.¹⁷⁸ En outre, un groupe spécial n'est pas tenu, dans chaque cas, de faire une constatation explicite selon laquelle une partie plaignante s'est acquittée de la charge d'établir des éléments *prima facie* relativement à chaque élément d'une allégation particulière, ou selon laquelle la partie défenderesse a effectivement réfuté des éléments établis *prima facie*.¹⁷⁹ Ainsi, un groupe spécial n'est pas tenu de rendre une décision explicite indiquant qu'une partie plaignante a établi *prima facie* qu'il y avait incompatibilité avant d'examiner le moyen de défense et les éléments de preuve de la partie défenderesse.¹⁸⁰ En même temps, le simple exposé par un groupe spécial des règles correctes relatives à la charge de la preuve n'est pas suffisant si le groupe spécial, dans les faits, n'attribue pas correctement la charge dans l'affaire dont il est saisi.¹⁸¹

¹⁷³ "[U]n commencement de preuve, en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, fait obligation au Groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante." (Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104)

¹⁷⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 16; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157.

¹⁷⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157.

¹⁷⁶ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 139 et la note de bas de page 149 y relative.

¹⁷⁷ *Ibid.*, paragraphe 139; rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 129.

¹⁷⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Restrictions quantitatives*, paragraphe 137.

¹⁷⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 134.

¹⁸⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 145.

¹⁸¹ Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 74.

136. Ni le Chili ni l'Argentine ne laissent entendre que les règles générales relatives à la charge de la preuve, qui impliquent que la mesure d'une partie défenderesse sera considérée comme compatible avec les règles de l'OMC sauf preuve du contraire, ne s'appliquent pas dans les procédures au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord. Nous faisons observer, à cet égard, que les procédures au titre de l'article 21:5 ne se déroulent pas indépendamment des procédures initiales, mais que les deux procédures s'inscrivent dans une suite d'événements.¹⁸² Le texte de l'article 21:5 relie expressément les "mesures prises pour se conformer" aux recommandations et décisions de l'ORD concernant la mesure initiale.¹⁸³ L'examen d'une mesure prise pour se conformer effectué par un groupe spécial ne peut donc pas être entrepris sans tenir compte des constatations du groupe spécial initial et de l'Organe d'appel adoptées par l'ORD.¹⁸⁴ Ces constatations déterminent l'incompatibilité avec les règles de l'OMC en ce qui concerne la mesure initiale, et l'examen d'une mesure prise pour se conformer effectué par un groupe spécial doit être réalisé en ayant dûment connaissance de ce contexte.¹⁸⁵ Ainsi, les constatations adoptées issues de la procédure initiale peuvent tout à fait occuper une place de premier plan dans la procédure au titre de l'article 21:5, surtout lorsque la mesure prise pour se conformer est, selon les allégations, incompatible avec le droit de l'OMC de manières similaires à la mesure initiale.¹⁸⁶ À notre avis, ces considérations peuvent avoir une influence sur la façon dont la partie plaignante présente son argumentation, et elles peuvent être aussi pertinentes pour la manière dont un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 détermine si cette partie s'est acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait et a établi des éléments *prima facie*.

137. Nous relevons que le Groupe spécial dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 n'a pas fait d'assertion expresse concernant l'attribution de la charge de la preuve dans son rapport. Le Chili appelle l'attention sur diverses assertions figurant dans le rapport du Groupe spécial qui indiqueraient que, "[t]out au long de son analyse, depuis le premier paragraphe jusqu'au dernier paragraphe", le Groupe spécial a attribué à tort la charge de la preuve.¹⁸⁷ Selon le Chili, le Groupe spécial a fait erreur dans la conduite de son examen en se préoccupant essentiellement du point de savoir si la mesure en cause "continu[ait] d'avoir une ressemblance ou une analogie suffisante" avec

¹⁸² Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 121.

¹⁸³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 142; rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE II)*, paragraphe 61; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 68.

¹⁸⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 102; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 77.

¹⁸⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 121.

¹⁸⁶ *Ibid.*, paragraphe 109.

¹⁸⁷ Déclaration du Chili à l'audience.

des prélèvements variables à l'importation et avec des prix minimaux à l'importation, ou "[avait] été modifiée" par rapport au système initial de fourchettes de prix.¹⁸⁸ Les assertions auxquelles se réfère le Chili figurent principalement dans les paragraphes introductifs ou finals dans chaque section de l'analyse de fond effectuée par le Groupe spécial. Par exemple, dans le premier paragraphe de son analyse de fond, le Groupe spécial a indiqué que la "principale question" sur laquelle il devait se prononcer était de savoir" si les modifications apportées par le Chili à son [système de fourchettes de prix] sont de nature à rendre la mesure compatible avec l'article 4:2" de l'*Accord sur l'agriculture*.¹⁸⁹ Le Chili se réfère également à la conclusion du Groupe spécial selon laquelle "les modifications apportées par le Chili à son [système de fourchettes de prix] ne l'ont pas transformé en une mesure qui n'est plus une mesure à la frontière similaire à un "prélèvement variable à l'importation" et à un "prix minimal à l'importation"". ¹⁹⁰

138. Il faut toutefois comprendre ces assertions dans le contexte de la présente procédure au titre de l'article 21:5, qui comprend les recommandations et décisions formulées par l'ORD dans la procédure initiale et la mesure prise pour s'y conformer. Dans la procédure initiale, le système initial de fourchettes de prix du Chili a été jugé similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation, et donc incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, le Groupe spécial avait pour mission d'examiner l'allégation de l'Argentine selon laquelle la mesure prise pour se conformer était similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation et, par conséquent, incompatible avec l'article 4:2.¹⁹¹ Les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans la procédure initiale contiennent des interprétations détaillées de cette disposition, et exposent une analyse motivée appliquant ces interprétations aux divers traits caractéristiques du système initial de fourchettes de prix et expliquant pourquoi elle était incompatible avec l'article 4:2. L'examen de la mesure en cause par le Groupe spécial dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 a été mené à la lumière de ce contexte et des paramètres exposés dans les rapports initiaux.

139. De plus, devant le Groupe spécial, l'Argentine et le Chili ont formulé des allégations et des arguments qui se référaient abondamment au système initial de fourchettes de prix ainsi qu'aux

¹⁸⁸ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphes 49 et 50 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphes 6.12, 7.44, 7.54, 7.55, 7.79, 7.81 et 7.92).

¹⁸⁹ *Ibid.*, paragraphe 46 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.14). (souligné par le Chili)

¹⁹⁰ *Ibid.*, paragraphe 48 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.96). (souligné par le Chili)

¹⁹¹ Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine a allégué que le Chili continuait de maintenir une mesure similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation, agissant ainsi d'une manière incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. (Rapport du Groupe spécial, pages G-2 et G-3)

interprétations, raisonnements et constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans la procédure initiale.¹⁹² L'Argentine a allégué que, au moyen de la mesure en cause, le Chili n'avait modifié le système initial de fourchettes de prix que "superficiellement" tout en maintenant ses effets de distorsion et son manque de transparence et de prévisibilité.¹⁹³ En réponse, le Chili a répliqué que la mesure allait "dans le sens des" constatations initiales et de leur application au système initial de fourchettes de prix, faisant valoir qu'il "était uniquement tenu de prendre des mesures concernant les aspects spécifiques du [système initial de fourchettes de prix] que l'Organe d'appel avait identifiés".¹⁹⁴ En formulant leurs arguments, les deux parties ont reconnu que la mesure en cause avait certains traits caractéristiques communs avec le système initial de fourchettes de prix, tels que l'existence de limites des fourchettes, les prix de référence, les droits spécifiques et remises applicables au blé qui en résultaient, et le coefficient de conversion de 1,56 pour calculer les droits et les remises applicables à la farine de blé.¹⁹⁵ Leur désaccord portait principalement sur le point de savoir si la mesure en cause possédait *les mêmes caractéristiques* au sujet desquelles le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel avaient constaté qu'elles avaient rendu le système initial de fourchettes de prix incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

140. Lues dans ce contexte, les assertions figurant dans le rapport du Groupe spécial citées par le Chili¹⁹⁶ n'indiquent pas une attribution erronée de la charge de la preuve. Elles reflètent plutôt l'approche du Groupe spécial dans l'analyse de la mesure en cause à la lumière de l'interprétation des prescriptions de l'article 4:2 dans la procédure initiale et les allégations et arguments des parties dans la présente procédure au titre de l'article 21:5. Dans ces circonstances, il était judicieux que le Groupe spécial fasse des comparaisons entre la mesure en cause et le système initial de fourchettes de prix, surtout en ce qui concerne les aspects spécifiques qui avaient été modifiés. Nous ne considérons donc pas que le Groupe spécial ait fait erreur simplement parce qu'il a examiné les modifications apportées par le Chili au système initial de fourchettes de prix au moyen de la mesure en cause à la lumière des recommandations et décisions de l'ORD.

141. De plus, une lecture attentive du rapport du Groupe spécial donne à penser que celui-ci a effectué son analyse en se fondant sur les arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine

¹⁹² Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.6 à 7.12.

¹⁹³ Voir la déclaration liminaire de l'Argentine à la réunion avec le Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, page D-3, paragraphe 7.

¹⁹⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.9.

¹⁹⁵ Voir, par exemple, la première communication écrite de l'Argentine au Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, page A-12, paragraphe 36; et la première communication écrite du Chili au Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, pages A-69 et A-70, paragraphes 20 à 30.

¹⁹⁶ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphes 46 à 50 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphes 6.12, 7.14, 7.44, 7.54, 7.55, 7.79, 7.81, 7.92 et 7.96).

pour établir des éléments *prima facie*, lorsqu'il a entrepris d'examiner les arguments et éléments de preuve présentés par le Chili à titre de réfutation. Le dossier du Groupe spécial montre que, dans ses deux communications écrites et ses deux déclarations orales, l'Argentine a développé des arguments juridiques détaillés, étayés par des éléments de preuve présentés dans 38 pièces, y compris le texte de la mesure en cause et des éléments de preuve mathématiques/statistiques concernant l'application de la mesure. L'Argentine s'est employée à démontrer que la mesure en cause, "en tant que tel[le] et tel[le] qu'[elle] est appliqué[e] spécifiquement aux importations de blé et de farine de blé"¹⁹⁷, était incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Le Groupe spécial a commencé son examen par le texte de la mesure en cause et a constaté que, "[t]el qu'il [était] libellé, le texte de la [mesure en cause] entraîner[ait] nécessairement la variabilité du niveau des droits".¹⁹⁸ Comme le Chili a contesté cette qualification de sa mesure, le Groupe spécial a poursuivi en examinant les arguments et éléments de preuve du Chili. Il les a jugés peu convaincants "au vu des éléments de preuve à l'effet contraire qui sont disponibles ainsi que, d'ailleurs, au vu [des] propres explications [du Chili]".¹⁹⁹ De même, le Groupe spécial a examiné les éléments de preuve empiriques concernant l'application de la mesure en cause figurant dans certaines pièces présentées par l'Argentine, et a constaté que même les arguments et éléments de preuve du Chili semblaient confirmer la position de l'Argentine selon laquelle la limite inférieure de la fourchette de prix continuait de fonctionner comme un substitut d'un prix minimal.²⁰⁰ Ces assertions et constatations donnent à penser que le Groupe spécial a considéré que l'Argentine avait fourni une preuve suffisante de son allégation lorsqu'il a entrepris d'examiner si le Chili l'avait effectivement réfutée. Le fait que le Groupe spécial n'a pas expressément indiqué le moment auquel il a déterminé que l'Argentine avait établi des éléments *prima facie* et n'a pas annoncé le moment où il passerait à la réfutation du Chili ne constitue pas une erreur dans l'attribution de la charge de la preuve.²⁰¹

142. Compte tenu de ce qui précède, nous sommes convaincus que le Groupe spécial a considéré à bon escient que l'Argentine avait présenté des arguments et des éléments de preuve suffisants pour établir *prima facie* qu'il y avait incompatibilité avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, et a axé à juste titre son analyse, par ailleurs, sur le point de savoir si le Chili avait réussi à réfuter les éléments établis *prima facie* par l'Argentine.

¹⁹⁷ Première communication écrite de l'Argentine au Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, page A-8, paragraphe 14.

¹⁹⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.58.

¹⁹⁹ *Ibid.*, paragraphe 7.59.

²⁰⁰ *Ibid.*, paragraphes 7.87 à 7.92.

²⁰¹ Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Restrictions quantitatives*, paragraphe 142.

143. Nous souhaitons néanmoins exprimer des réserves concernant certaines assertions faites par le Groupe spécial. Par exemple, au début de son analyse, après avoir résumé les arguments des parties et cité la disposition conventionnelle pertinente, le Groupe spécial a immédiatement dit que la "principale question sur laquelle le Groupe spécial [devait] se prononcer ... [était] celle de savoir si les modifications apportées par le Chili ... sont de nature à rendre la mesure [en cause] compatible avec l'article 4:2" de l'*Accord sur l'agriculture*.²⁰² Étant donné que le Groupe spécial n'a pas spécifiquement exposé comment il attribuait la charge de la preuve, une telle assertion, lue isolément, pourrait être interprétée comme signifiant qu'il aurait pu entreprendre d'examiner si le Chili avait prouvé la compatibilité de la mesure en cause avec les règles de l'OMC sans analyser si l'Argentine avait établi *prima facie* qu'il y avait incompatibilité. À notre avis, le Groupe spécial aurait pu mettre davantage en évidence, dans son raisonnement, le fait qu'il était conscient de la charge qui pesait sur l'Argentine.

144. En conclusion, ayant soigneusement examiné l'analyse du Groupe spécial, le dossier du Groupe spécial et les arguments présentés en appel, nous estimons que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans son attribution de la charge de la preuve.

VI. Article 4:2 et note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*

145. Avant de passer aux aspects détaillés de l'appel du Chili, nous jugeons utile de rappeler certaines observations générales formulées par l'Organe d'appel au cours de la procédure initiale. La partie III de l'*Accord sur l'agriculture* se compose de deux articles, l'article 4 relatif à l'accès aux marchés et l'article 5 relatif à la clause de sauvegarde spéciale. L'Organe d'appel a fait observer que "l'article 4 de l'*Accord sur l'agriculture* [était] à juste titre considéré comme l'instrument juridique à utiliser pour exiger la conversion en droits de douane proprement dits de certains obstacles à l'accès aux marchés affectant les importations de produits agricoles"²⁰³, et a expliqué son origine et son fonctionnement comme suit:

Au cours du Cycle d'Uruguay, les négociateurs ont identifié certaines mesures à la frontière qui avaient pour trait commun de restreindre le volume ou de fausser le prix des importations de produits agricoles. Ils ont décidé que ces mesures à la frontière devraient être converties en droits de douane proprement dits, en vue d'assurer un meilleur accès aux marchés pour ces importations. Ils envisageaient ainsi que les droits de douane proprement dits deviendraient en principe la seule forme de protection à la frontière. Comme les droits de douane proprement dits sont plus transparents et plus facilement

²⁰² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.14.

²⁰³ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 201.

quantifiables que les obstacles non tarifaires, ils sont également plus faciles à comparer entre partenaires commerciaux et le montant maximal de ces droits peut donc être plus facilement réduit dans le cadre de futures négociations commerciales multilatérales. Les négociateurs du Cycle d'Uruguay sont convenus que l'accès aux marchés serait amélioré – tant à court terme qu'à long terme – par des consolidations et des réductions de tarifs et des prescriptions en matière d'accès minimal, qui devaient être inscrites dans les Listes des Membres.²⁰⁴

146. Dans notre analyse ci-après, nous examinons tout d'abord les questions spécifiques qui se posent relativement à l'interprétation de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 puis nous entreprenons d'examiner si le Groupe spécial a correctement appliqué ces dispositions dans la présente procédure.

A. *Interprétation de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture*

147. Le présent différend est axé sur le deuxième paragraphe de l'article 4 de l'*Accord sur l'agriculture* qui, avec la note de bas de page 1 y relative, dispose ce qui suit:

2. Les Membres ne maintiendront pas de mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits¹, ni ne recourront ni ne reviendront à de telles mesures, exception faite de ce qui est prévu à l'article 5 et à l'Annexe 5.

¹ Ces mesures comprennent les restrictions quantitatives à l'importation, les prélèvements variables à l'importation, les prix minimaux à l'importation, les régimes d'importation discrétionnaires, les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État, les autolimitations des exportations, et les mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits, que ces mesures soient ou non appliquées au titre de dérogations aux dispositions du GATT de 1947 dont bénéficient certains pays, mais non les mesures appliquées au titre de dispositions relatives à la balance des paiements ou au titre d'autres dispositions générales ne concernant pas spécifiquement l'agriculture du GATT de 1994 ou des autres Accords commerciaux multilatéraux figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC.

148. Par conséquent, l'article 4:2 interdit aux Membres de maintenir "[des] mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits", de recourir ou de revenir à de telles mesures. Cette prescription s'applique à compter de la date d'entrée en vigueur de l'*Accord sur*

²⁰⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 200.

l'OMC, qu'un Membre ait *effectivement* converti ou non de telles mesures en droits de douane proprement dits.²⁰⁵

149. La note de bas de page 1 contient une liste non exhaustive des mesures qui sont visées par l'obligation énoncée à l'article 4:2. Les diverses mesures à la frontière identifiées dans la note de bas de page 1 ont des formes et des structures différentes et s'appliquent aux importations de différentes manières. Pourtant, elles "[ont] pour trait commun de restreindre le volume ou de fausser le prix des importations de produits agricoles"²⁰⁶ et, par conséquent, elles contrarient un objectif clé de l'*Accord sur l'agriculture* – améliorer les conditions de l'accès aux marchés pour les importations de produits agricoles en autorisant uniquement l'application de droits de douane proprement dits. Certaines des mesures expressément identifiées dans la note de bas de page 1 comportent l'acquittement de droits à la frontière, mais d'autres non. Le simple fait qu'une mesure *se traduit* par l'acquittement de droits qui prennent la même *forme* que des droits de douane proprement dits ne signifie pas, *à lui seul*, qu'elle échappe au champ d'application de la note de bas de page 1.²⁰⁷ Ainsi, pour déterminer si une mesure fait partie des "mesures du type de celles qui ont dû être converties en droits de douane proprement dits", il faut procéder à un examen approfondi de la mesure elle-même. Un tel examen doit tenir dûment compte de la portée et du sens des termes pertinents employés dans la note de bas de page 1.

150. Dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, comme dans la procédure initiale, trois catégories de mesures mentionnées dans la note de bas de page 1 semblent pertinentes pour déterminer si la mesure en cause relève de cette disposition: i) les prix minimaux à l'importation; ii) les prélèvements variables à l'importation; et iii) les mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits. Nous allons les examiner tour à tour. Pour chaque élément, nous allons tout d'abord identifier sa portée et son sens. Puis, s'agissant des éléments pour lesquels le Chili a allégué que le Groupe spécial avait commis une erreur d'interprétation, nous allons examiner si une telle erreur a été commise.

1. "Prix minimaux à l'importation"

151. Bien que le Chili n'ait pas fait appel de l'interprétation de l'expression "prix minimaux à l'importation", figurant dans la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*, donnée par le Groupe spécial, il a fait appel de l'application qu'a faite le Groupe spécial de ce concept à la mesure en

²⁰⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 212.

²⁰⁶ *Ibid.*, paragraphe 200.

²⁰⁷ *Ibid.*, paragraphe 216.

cause. En conséquence, nous allons brièvement examiner le sens de l'expression "prix minimaux à l'importation" de façon à faciliter notre analyse ultérieure.

152. Dans la procédure initiale, l'Organe d'appel a dit que l'"expression "prix minimal à l'importation" désign[ait] généralement le prix le plus bas auquel les importations d'un produit donné [pouvaient] entrer sur le marché intérieur d'un Membre".²⁰⁸ L'Organe d'appel a également cité certaines assertions faites par le Groupe spécial initial, y compris son explication selon laquelle, en règle générale, dans le cadre d'un dispositif fondé sur des prix minimaux à l'importation, "[s]i le prix d'une expédition est inférieur au prix minimal spécifié, une imposition additionnelle correspondant à la différence est perçue"²⁰⁹, et selon laquelle:

... les prix minimaux à l'importation "sont généralement semblables, à bien des égards, aux prélèvements variables, notamment du point de vue de leurs effets de protection et de stabilisation, mais [...] leur mode de fonctionnement est généralement moins complexe". D'après le Groupe spécial [initial], la principale différence entre les prix minimaux à l'importation et les prix minimaux variables à l'importation est que "les prélèvements variables à l'importation sont généralement basés sur la différence entre le *prix de seuil fixé par les pouvoirs publics* et le prix d'offre le plus bas sur le marché mondial pour le produit considéré, alors que les prix minimaux à l'importation sont généralement liés à la *valeur transactionnelle effective* des produits importés".²¹⁰ (italique ajouté par l'Organe d'appel)

153. Dans la présente procédure, la définition de l'expression "prix minimal à l'importation" donnée par le Groupe spécial, qui reposait sur les rapports du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel, était la suivante:

En substance, un prix minimal à l'importation est une mesure qui fait en sorte que certains produits importés n'entrent pas sur un marché intérieur à un prix inférieur à un certain seuil, normalement au moyen de l'imposition d'un droit d'importation fixé sur la base de la différence entre ce seuil et la valeur transactionnelle des marchandises importées.²¹¹

154. En réponse aux questions posées à l'audience dans le présent appel, ni le Chili ni l'Argentine n'ont formulé d'objections à cette définition.

²⁰⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 236.

²⁰⁹ *Ibid.* (citant le rapport du Groupe spécial initial, paragraphe 7.36 e)).

²¹⁰ *Ibid.*, paragraphe 237 (citant le rapport du Groupe spécial initial, paragraphe 7.36 e)).

²¹¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.30.

2. "Prélèvements variables à l'importation"

155. Lorsqu'il a examiné le sens de l'expression "prélèvements variables à l'importation", l'Organe d'appel a expliqué qu'un prélèvement est "variable" lorsqu'il est "susceptible de varier".²¹² Cependant, cette caractéristique ne suffirait pas à elle seule pour qualifier une mesure de "prélèvement variable à l'importation" au sens de la note de bas de page 1. En outre, comme l'a constaté l'Organe d'appel, "les prélèvements variables à l'importation" sont des mesures qui elles-mêmes – en tant que mécanisme – imposent la variabilité des droits, à savoir des mesures dont la variabilité est "inhérente" parce qu'elles "comport[ent] un dispositif ou une formule qui fait en sorte que les prélèvements changent automatiquement et continuellement".²¹³ La présence de cette formule sous-jacente distingue les prélèvements variables à l'importation des droits de douane proprement dits, qui sont aussi soumis à variations, mais par des modifications ponctuelles des taux de droit appliqués qui ont lieu indépendamment et du fait d'actes administratifs ou législatifs distincts.²¹⁴

156. L'Organe d'appel a par ailleurs fait observer que les prélèvements variables à l'importation possédaient certains traits caractéristiques additionnels qui comprenaient "un manque de transparence et un manque de prévisibilité en ce qui concerne le niveau des droits qui résulteront de ces mesures".²¹⁵ En faisant cette assertion, l'Organe d'appel n'érigeait pas un "manque de transparence" et un "manque de prévisibilité" en caractéristiques indépendantes ou absolues que doit posséder une mesure pour être considérée comme un prélèvement variable à l'importation. En fait, l'Organe d'appel expliquait simplement que le niveau des droits engendré par les prélèvements variables à l'importation est moins transparent et moins prévisible que dans le cas des droits de douane proprement dits.²¹⁶ Ainsi, l'Organe d'appel a considéré la transparence et la prévisibilité en parallèle et en relation avec le niveau des droits résultants, en faisant observer qu'"il [était] moins probable qu'un exportateur expédie vers un marché si celui-ci ne [savait] pas quel ser[ait] le montant des droits et qu'il ne [pouvait]

²¹² Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 232.

²¹³ *Ibid.*, paragraphe 233.

²¹⁴ *Ibid.*

²¹⁵ *Ibid.*, paragraphe 234.

²¹⁶ L'Organe d'appel a expliqué que les négociateurs du Cycle d'Uruguay avaient identifié "certaines mesures à la frontière qui avaient pour trait commun de restreindre le volume ou de fausser le prix des importations de produits agricoles" et "décidé que ces mesures à la frontière devraient être converties en droits de douane proprement dits" qui "deviendraient en principe la seule forme de protection à la frontière". Les droits de douane proprement dits étaient considérés comme la mesure à la frontière de prédilection parce qu'ils "sont *plus* transparents et *plus* facilement quantifiables", "*plus* faciles à comparer entre partenaires commerciaux" et, par conséquent, "le montant maximal pour ces droits peut ... être *plus* facilement réduit dans le cadre de futures négociations commerciales multilatérales". (Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 200 (pas d'italique dans l'original))

raisonnablement le prédire".²¹⁷ C'est pourquoi les prélèvements variables à l'importation sont "susceptibles de restreindre le volume des importations".²¹⁸ De plus, ils "contribu[ent] ... à fausser les prix des importations en empêchant que les cours internationaux ne se répercutent sur le marché intérieur".²¹⁹

157. Passant à l'examen de la définition des "prélèvements variables à l'importation" donnée par le Groupe spécial dans la présente procédure, nous observons qu'il a largement cité l'interprétation de cette expression qu'a donnée l'Organe d'appel et qu'il a résumé sa conception de l'approche correcte comme suit:

En substance, un prélèvement variable à l'importation est un droit perçu à l'importation qui est susceptible de varier automatiquement et continuellement sur la base d'un dispositif ou d'une formule qui ne requiert aucun acte législatif ou administratif ponctuel ou indépendant et est non transparent et imprévisible en ce qui concerne le niveau des droits résultants.²²⁰

158. Cette description faite par le Groupe spécial nous semble rendre exactement le sens de l'expression "prélèvements variables à l'importation", telle que l'a interprétée l'Organe d'appel. De fait, dans son appel, le Chili ne conteste pas cette définition en soi, mais des assertions qu'a faites ensuite le Groupe spécial qui révèlent, selon le Chili, une interprétation erronée du sens de l'expression "prélèvements variables à l'importation".

159. Le Chili soutient que le Groupe spécial a fait erreur en conférant au terme "variable" un sens qui ne s'accordait pas à un double titre avec le sens déterminé par l'Organe d'appel dans la procédure initiale: i) en constatant qu'une mesure constitue un prélèvement variable à l'importation simplement parce qu'elle rend *probable ou possible* que les droits résultants changeront continuellement; et ii) en constatant que la "variabilité périodique"²²¹ est équivalente à la variabilité automatique et continue qui caractérise les prélèvements variables à l'importation. Nous allons examiner chacun de ces arguments tour à tour.

160. S'agissant du premier point, le Chili allègue que le Groupe spécial a fait erreur parce qu'il n'a pas exigé qu'une mesure ait pour conséquence *certaine* que les droits résultants changeront

²¹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 234 (faisant référence aux réponses de l'Argentine aux questions posées à l'audience dans la procédure initiale).

²¹⁸ *Ibid.*

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.28.

²²¹ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 91.

continuellement pour qu'elle constitue un prélèvement variable à l'importation. Le Chili appelle l'attention sur l'assertion du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause "prévoit un dispositif ou une formule qui fait en sorte que le niveau de ces droits ou remises change automatiquement et continuellement au fil du temps".²²² Selon le Chili, l'emploi du verbe "prévoit" par le Groupe spécial montre que celui-ci a admis qu'une mesure pouvait être un prélèvement variable à l'importation lorsqu'elle rendait simplement *probable ou possible* que les droits résultants changent continuellement. Nous notons cependant que, dans la même phrase citée par le Chili, le Groupe spécial a fait observer que "le texte de la législation ... entraînera *nécessairement* la variabilité des niveaux des droits recouvrés ou des remises accordées".²²³ Ainsi, lorsqu'elle est lue dans son intégralité, la phrase pertinente du rapport du Groupe spécial nous semble refléter exactement l'approche adoptée par l'Organe d'appel dans la procédure initiale. L'Organe d'appel a expliqué que les mesures dont la variabilité est inhérente relèveraient du champ d'application de la note de bas de page 1, et que "[l]a variabilité [était] inhérente à une mesure si celle-ci comport[ait] un dispositif ou une formule qui [faisait] en sorte que les prélèvements changent automatiquement et continuellement".²²⁴ Nous considérons que le Groupe spécial a reconnu à juste titre que les mesures contenant des formules sous-jacentes, qui entraînent des changements automatiques des droits, présentaient le même type de "variabilité inhérente" qui caractérise les prélèvements variables à l'importation.

161. Deuxièmement, le Chili fait valoir que le Groupe spécial a fait erreur en admettant que la "variabilité périodique" est équivalente à la variabilité automatique et continue. Pour le Chili, un ajustement "périodique" n'est pas la même chose que l'ajustement "automatique et continu" des droits qui est inhérent aux prélèvements variables à l'importation. Cependant, nous ne sommes pas convaincus par les arguments du Chili. Le Groupe spécial n'a pas assimilé un changement périodique à un changement automatique et continu. En fait, il a défini une mesure dont la variabilité est inhérente comme une mesure qui fait en sorte que les niveaux des droits changent automatiquement et continuellement, et a reconnu à juste titre qu'une mesure entraînait de tels changements automatiques lorsqu'elle comportait un dispositif ou une formule sous-jacent. Le Groupe spécial a ensuite examiné la mesure en cause et constaté qu'elle présentait ces caractéristiques. En outre, bien qu'il ne soit pas nécessaire que nous tranchions la question ici, il ne nous semble pas que les concepts de "changement

²²² Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 87 (citant le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.58). (souligné par le Chili)

²²³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.58. (pas d'italique dans l'original)

²²⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 233.

périodique", d'une part, et de "changement automatique et continu", d'autre part, s'excluent *nécessairement* mutuellement, comme l'affirme le Chili.²²⁵

162. Par conséquent, nous ne voyons aucune erreur dans l'interprétation de l'expression "prélèvements variables à l'importation" au sens de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture* qu'a donnée le Groupe spécial.

3. "Mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits"

163. Une troisième catégorie de mesures définies dans la note de bas de page 1 comme étant assujetties à l'obligation énoncée à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* est celle des "mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits". Dans la procédure initiale, l'Organe d'appel a avalisé la définition donnée par le Groupe spécial initial du terme "similaire": "qui a une ressemblance ou une analogie", "de même nature ou de même ordre" et "qui présente des caractéristiques communes".²²⁶ La similarité doit être déterminée en procédant à une analyse comparative entre une mesure réelle et une ou plus d'une des mesures expressément répertoriées dans la note de bas de page 1, et une telle tâche "doit être approchée de façon empirique".²²⁷ L'Organe d'appel a fait observer que toutes les mesures à la frontière expressément mentionnées dans la note de bas de page 1 "[avaient] en commun l'objet et l'effet de restreindre les volumes et de fausser les prix des importations de produits agricoles selon des modalités différentes de celles des droits de douane proprement dits".²²⁸ Il n'est pas nécessaire qu'une mesure soit *identique* à l'une des catégories de mesures prohibées répertoriées dans la note de bas de page 1 pour relever néanmoins de cette disposition. En fait, comme l'a expliqué l'Organe d'appel, pour être une "mesure à la frontière similaire", au sens de la note de bas de page 1, une mesure doit, "dans sa configuration factuelle particulière", présenter ""une ressemblance ou une analogie" suffisante, ou être "de même nature ou de même ordre" qu'*au moins une* des catégories particulières de mesures énumérées dans la note de bas de page 1".²²⁹

²²⁵ Même les changements périodiques peuvent équivaloir à un changement automatique et continu dans les cas où ces changements sont suffisamment fréquents pour conférer aux droits résultants une "variabilité inhérente".

²²⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphes 225 et 226 (citant le rapport du Groupe spécial initial, paragraphe 7.26; et *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (éditeur) (Clarendon Press), 1993, vol. II, p. 2865).

²²⁷ *Ibid.*, paragraphe 226.

²²⁸ *Ibid.*, paragraphe 227.

²²⁹ *Ibid.* (italique dans l'original)

164. En ce qui concerne les termes "droits de douane proprement dits" employés à la note de bas de page 1, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial initial selon laquelle cette expression doit être interprétée comme "désignant un droit de douane qui n'est pas appliqué en fonction de facteurs exogènes".²³⁰ L'Organe d'appel a fait observer que les "droits de douane proprement dits" étaient exprimés sous la forme de taux *ad valorem* ou spécifiques et étaient calculés sur la base de la valeur et/ou du volume des importations. En même temps, le simple fait que les droits résultant de l'application d'une mesure prennent la forme de taux *ad valorem* ou spécifiques, ou sont calculés sur la base de la valeur et/ou du volume des importations, ne signifie pas, à lui seul, que la mesure ou le dispositif sous-jacent constitue des droits de douane proprement dits et ne peut pas être similaire à l'une des catégories de mesures expressément identifiées dans la note de bas de page 1.²³¹

165. Dans le présent appel, le Chili soutient que, comme le Groupe spécial n'a pas fait de constatation ni effectué d'analyse quant au point de savoir si la mesure en cause constituait des "droits de douane proprement dits", le Groupe spécial n'a pas donné un sens et un effet appropriés aux termes "autres que les droits de douane proprement dits" employés à la note de bas de page 1. Le Chili estime que le Groupe spécial a supposé à tort qu'une constatation selon laquelle une mesure est similaire à un prélèvement variable à l'importation ou à un prix minimal à l'importation signifie nécessaire que la mesure est, en droit, "autre que les droits de douane proprement dits".

166. Les arguments du Chili reposent donc sur l'hypothèse selon laquelle la note de bas de page 1 prescrit un examen séparé de deux éléments distincts: i) la "similarité" d'une mesure à une catégorie de mesures répertoriée; et ii) le point de savoir si la mesure constitue un droit de douane proprement dit. Selon le Chili, le Groupe spécial était tenu d'examiner si la mesure en cause constituait des "droits de douane proprement dits" et de formuler une conclusion expresse à cet égard.

167. Nous rappelons qu'un examen de la "similarité" ne peut pas être fait dans l'abstrait: il comporte nécessairement une analyse *comparative*.²³² Cette analyse peut être entreprise en comparant la mesure en cause à au moins l'une des mesures répertoriées qui, par définition, possèdent des caractéristiques différentes de celles d'un droit de douane proprement dit. L'expression "droits de douane proprement dits" employée à la note de bas de page 1 fait partie du membre de phrase "mesures à la frontière similaires autres que les droits de douane proprement dits". Ce membre de phrase ne contient aucune ponctuation, ce qui donne à penser que, dans son ensemble, il définit un

²³⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 288 c) ii).

²³¹ *Ibid.*, paragraphes 274 à 279.

²³² *Ibid.*, paragraphe 228.

concept pertinent aux fins de la note de bas de page 1. Telle que nous la voyons, l'expression "autres que les droits de douane proprement dits" est une expression adjectivale qui qualifie l'expression "mesures à la frontière similaires". Ces termes éclaireront donc l'analyse faite par un groupe spécial de la question de savoir si une mesure est "similaire" à l'une des catégories de mesures répertoriées à la note de bas de page 1. Nous observons également que la structure et la logique de la note de bas de page 1 indiquent clairement que les prélèvements variables à l'importation et les prix minimaux à l'importation ne peuvent pas être des droits de douane proprement dits. Il en va de même des mesures à la frontière similaires à des prélèvements variables à l'importation et à des prix minimaux à l'importation.

168. Dans la présente procédure, le Groupe spécial n'a procédé à aucun examen séparé du point de savoir si la mesure en cause était "autre que les droits de douane proprement dits". Au lieu de cela, après avoir constaté que la mesure en cause était similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation, le Groupe spécial a simplement ajouté que, "[e]n conséquence, [elle] n'[était] pas un droit de douane proprement dit".²³³ L'approche du Groupe spécial diffère à cet égard de celle du Groupe spécial initial, qui a bien procédé à une analyse séparée de l'expression "autres que les droits de douane proprement dits" et, sur la base de cette analyse, a constaté que les caractéristiques du système initial de fourchettes de prix différaient de celles des "droits de douane proprement dits".²³⁴

169. L'approche du Groupe spécial est cependant compatible avec celle qu'a adoptée l'Organe d'appel dans la procédure initiale. Ayant infirmé la définition des "droits de douane proprement dits" donnée par le Groupe spécial initial²³⁵, l'Organe d'appel n'a pas fait de constatation distincte sur le point de savoir si la mesure initiale était "autre que les droits de douane proprement dits". L'Organe d'appel a explicitement indiqué que le fait qu'il avait infirmé la constatation du Groupe spécial initial n'avait pas d'incidence sur la conclusion formulée par ce dernier, à laquelle souscrivait l'Organe d'appel, selon laquelle le système initial de fourchettes de prix était une mesure "similaire" à des "prélèvements variables à l'importation" et à des "prix minimaux à l'importation" au sens de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*.²³⁶ Ainsi, la mesure initiale se définissait comme une "mesure à la frontière similaire autre que les droits de douane proprement dits", même en l'absence d'une constatation distincte selon laquelle elle était "autre que les droits de douane proprement dits".

²³³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.104.

²³⁴ Rapport du Groupe spécial initial, paragraphes 7.48 à 7.65.

²³⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 278.

²³⁶ *Ibid.*, paragraphe 279.

170. De plus, même si le Groupe spécial initial a bien procédé à une analyse séparée avant de formuler une constatation expresse selon laquelle la mesure initiale était "autre que les droits de douane proprement dits", apparemment il ne s'estimait pas contraint de le faire par le texte de la note de bas de page 1. Le Groupe spécial initial a dit au sujet d'"une mesure expressément mentionnée dans la note de bas de page 1 ... qu'il ne [pouvait] donc [s'agir] en même temps d'un droit de douane proprement dit" et qu'"une mesure "similaire" à l'une des mesures mentionnées dans la note 1 [était] aussi "autre que les droits de douane proprement dits"".²³⁷ Les autres termes utilisés par le Groupe spécial initial donnent également à penser qu'il estimait que cette étape additionnelle de l'analyse n'était pas nécessaire, mais "renforcerait" et étayerait davantage sa constatation concernant la similarité du système initial de fourchettes de prix à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation.²³⁸

171. Compte tenu de tout ce qui précède, nous estimons que l'incompatibilité avec l'article 4:2 peut être établie lorsqu'on démontre qu'une mesure est une mesure à la frontière similaire à l'une des mesures explicitement identifiées dans la note de bas de page 1. Une analyse séparée de la question de savoir si, ou une démonstration additionnelle selon laquelle, la mesure est "autre que les droits de douane proprement dits" peut aussi être entreprise pour confirmer une telle constatation. Cependant, elles ne sont pas indispensables pour parvenir à une conclusion sur les catégories répertoriées dans la note de bas de page 1.

172. En conséquence, le Groupe spécial n'a pas fait erreur en omettant d'entreprendre une analyse séparée et indépendante du point de savoir si la mesure en cause était "autre que les droits de douane proprement dits". Ayant constaté que la mesure était similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation, le Groupe spécial pouvait judicieusement conclure de ces constatations que, "[e]n conséquence, [elle] n'[était] pas un droit de douane proprement dit".²³⁹

4. Observations additionnelles sur la relation entre l'article 4 et l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture

173. Dans la procédure initiale, l'Organe d'appel a reconnu l'importance des produits agricoles pour un grand nombre de pays en développement Membres de l'OMC, et le rôle du traitement spécial et

²³⁷ Rapport du Groupe spécial initial, paragraphe 7.24. (pas d'italique dans l'original)

²³⁸ Le Groupe spécial initial a dit ce qui suit: "On peut donc s'attendre à ce que nos constatations sur l'un de ces deux aspects renforcent nos constatations sur l'autre"; et "nos constatations concernant les expressions "similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation" et "autre que les droits de douane proprement dits" se renforcent mutuellement". (Rapport du Groupe spécial initial, paragraphes 7.24 et 7.48 respectivement)

²³⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.104.

différencié pour les pays en développement Membres dans le cadre de l'*Accord sur l'agriculture*.²⁴⁰ En même temps, l'Organe d'appel a reconnu que les prescriptions de l'*Accord sur l'agriculture* s'appliquaient aux pays en développement Membres sauf lorsqu'il en était disposé autrement.²⁴¹ L'article 4:2 identifie expressément deux exceptions aux obligations qu'il impose à tous les Membres de l'OMC, à savoir l'article 5 et l'Annexe 5 de l'*Accord sur l'agriculture*. L'Annexe 5 exempte les pays en développement Membres de ces disciplines dans certaines circonstances. L'article 5 précise qu'un Membre peut, dans certaines conditions, imposer une mesure de sauvegarde spéciale sur les importations d'un produit agricole "pour lequel des mesures visées [à l'article 4:2] ont été converties en un droit de douane proprement dit". Les dispositions de l'article 5 établissent les conditions dans lesquelles un Membre peut avoir recours à une telle mesure de sauvegarde spéciale, énoncent des règles relatives à la forme et à la durée de ces mesures, et établissent certaines prescriptions en matière de transparence qui s'appliquent à leur utilisation. L'une des circonstances dans lesquelles un Membre répondant aux conditions requises peut être autorisé à adopter une mesure de sauvegarde spéciale est lorsque le prix des importations d'un produit agricole considéré tombe au-dessous d'un prix de déclenchement spécifié. Cependant, conformément à l'article 5, une mesure de sauvegarde spéciale peut être imposée uniquement sur les produits agricoles pour lesquels des mesures au sens de la note de bas de page 1 ont été converties en droits de douane proprement dits et pour lesquels un Membre a réservé dans sa Liste de concessions le droit de recourir à ces mesures de sauvegarde. Comme le Chili n'a pas réservé de droit de ce type en ce qui concerne le blé et la farine de blé, il ne peut pas se prévaloir du mécanisme énoncé à l'article 5 pour les importations de ces produits.

174. L'existence d'une exemption aux prescriptions relatives à l'accès aux marchés sous la forme d'une mesure de sauvegarde spéciale au titre de l'article 5 donne à penser que cette disposition (en plus de l'Annexe 5) constituait l'instrument étroitement défini à utiliser par les Membres qui réservaient leur droit d'agir ainsi afin de déroger aux prescriptions de l'article 4:2. Nous relevons que le paragraphe 9 de l'article 5 dispose que l'article 5 demeurera en vigueur pendant la durée du processus de réforme. Des négociations relatives au processus de réforme sont envisagées à l'article 20 de l'*Accord sur l'agriculture* et font partie du Programme de Doha pour le développement.²⁴² L'établissement d'un mécanisme de sauvegarde spéciale pour les pays en développement Membres fait partie du Programme de travail de Doha sur l'agriculture.²⁴³ Cependant,

²⁴⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 197.

²⁴¹ *Ibid.*, paragraphes 197 et 198.

²⁴² Déclaration ministérielle de Doha, WT/MIN(01)/DEC/1, adoptée le 14 novembre 2001, paragraphe 13.

²⁴³ Voir le paragraphe 42 de l'annexe A de la Décision adoptée par le Conseil général le 1^{er} août 2004 (l'"Ensemble de résultats de juillet"), WT/L/579, ainsi que le paragraphe 7 de la Déclaration ministérielle de Hong Kong, WT/MIN(05)/DEC, adoptée le 18 décembre 2005.

nous sommes chargés d'examiner l'interprétation d'une obligation existante donnée par le Groupe spécial. Nous rappelons, à cet égard, que l'article 4:2 doit être interprété d'une façon qui ne prive pas l'article 5 de son sens et de son effet appropriés.²⁴⁴

B. *Application par le Groupe spécial de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture à la mesure en cause*

175. Le Chili soutient que le Groupe spécial a fait erreur dans son application de la note de bas de page 1 de l'Accord sur l'agriculture et, de ce fait, en constatant que la mesure en cause était incompatible avec l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Nous allons examiner ces allégations ci-après.

1. Approche analytique du Groupe spécial

176. Le Chili appelle l'attention sur deux erreurs alléguées dans l'approche analytique adoptée par le Groupe spécial. Premièrement, il allègue que le Groupe spécial a fait erreur en examinant uniquement des traits caractéristiques ponctuels de la mesure en cause, isolément, au lieu de procéder à "une évaluation holistique de tous les traits caractéristiques de la [mesure en cause] et de ses effets pris ensemble".²⁴⁵ Deuxièmement, le Chili reproche au Groupe spécial de n'avoir pas analysé la similarité de la mesure en cause à des prélèvements variables à l'importation et à des prix minimaux à l'importation "de façon empirique".

177. S'agissant de la première question, le Chili estime que le Groupe spécial n'a pas suivi l'approche énoncée par l'Organe d'appel dans la procédure initiale. Au lieu de cela, il a examiné seulement "certains traits caractéristiques" de la mesure en cause isolément, les a comparés aux traits caractéristiques du système initial de fourchettes de prix et n'a fourni aucune analyse ou explication de la configuration et de l'interaction particulières de tous les traits caractéristiques spécifiques de la mesure en cause.²⁴⁶ Le Chili maintient que:

... le Groupe spécial aurait dû évaluer tous les traits caractéristiques de la [mesure en cause] dans son ensemble avant de conclure si, évalués holistiquement et compte dûment tenu de leurs effets, la [mesure en cause] est une "mesure à la frontière autre que les droits de douane proprement dits" similaire à un "droit variable à l'importation".²⁴⁷

²⁴⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 217.

²⁴⁵ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 225.

²⁴⁶ *Ibid.*, paragraphes 219 à 225.

²⁴⁷ *Ibid.*, paragraphe 224.

178. Le Chili ajoute que, si le Groupe spécial avait correctement examiné la mesure dans sa totalité, il aurait constaté qu'elle était similaire à un droit de douane proprement dit.

179. L'Argentine estime que le Groupe spécial n'a pas examiné les traits caractéristiques pertinents de la mesure en cause isolément, mais qu'il a judicieusement procédé à une évaluation objective de la mesure en cause d'une manière compatible avec l'interprétation de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* et le raisonnement juridique élaboré par l'Organe d'appel dans la procédure initiale, et à la lumière des éléments de preuve figurant dans le dossier du Groupe spécial.

180. Dans la procédure initiale, l'Organe d'appel a souligné qu'il était parvenu à la conclusion que la mesure initiale était similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation en se fondant sur:

... la configuration et l'interaction particulières de tous ces traits caractéristiques spécifiques du système de fourchettes de prix du Chili. Dans l'évaluation de cette mesure, *aucun* trait caractéristique ne détermine à lui seul si une mesure spécifique crée des conditions d'accès aux marchés non transparentes et imprévisibles. Aucun trait caractéristique particulier du système de fourchettes de prix du Chili n'a non plus à lui seul pour effet de déconnecter le marché chilien de l'évolution des prix internationaux d'une manière qui isole le marché de la répercussion des prix internationaux et empêche l'amélioration de l'accès aux marchés pour les importations de certains produits agricoles.²⁴⁸ (italique dans l'original)

181. Nous observons que le Groupe spécial a directement cité ou mentionné cette approche à plusieurs endroits de son rapport. Il a expliqué qu'"une détermination sur le point de savoir si le Chili a modifié son [système de fourchettes de prix] de manière à se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD et à rendre la mesure conforme aux Accords de l'OMC exig[ea]it un examen qui [allait] au-delà de la considération d'"aspects spécifiques"" puis a cité le passage susmentionné du rapport de l'Organe d'appel.²⁴⁹ Le Groupe spécial a ensuite indiqué son intention de poursuivre son analyse de la manière suivante:

Nous examinerons donc le [système de fourchettes de prix] modifié du Chili *en tenant compte de la configuration et de l'interaction de ses différents traits caractéristiques*, afin de déterminer s'il peut toujours être considéré comme une mesure à la frontière similaire à un "prélèvement variable à l'importation" ou à un "prix minimal à l'importation", selon les termes de la note de bas de page 1 relative à

²⁴⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 261.

²⁴⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.53.

l'article 4:2 de l'[*Accord sur l'agriculture*].²⁵⁰ (pas d'italique dans l'original)

182. Le Groupe spécial a fait référence à son examen de la configuration et de l'interaction des différents aspects de la mesure en cause à deux autres occasions, y compris dans sa conclusion.²⁵¹ En outre, en réponse aux observations formulées par le Chili durant la phase du réexamen intérimaire, le Groupe spécial a de nouveau résumé les principaux facteurs qui l'ont amené à conclure que la mesure en cause était similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation et a redit que sa constatation avait été faite "sur la base de la configuration et de l'interaction des différents traits caractéristiques du [système de fourchettes de prix] modifié du Chili".²⁵²

183. À notre avis, les explications fournies par le Groupe spécial au sujet de son approche sont compatibles avec les indications données par l'Organe d'appel et démontrent qu'il a entrepris une évaluation appropriée de la mesure en cause et de la configuration et l'interaction spécifiques de ses divers traits caractéristiques.

184. Le Chili allègue aussi que le Groupe spécial a fait erreur en évaluant la "similarité" parce qu'il n'a pas effectué l'"analyse empirique" requise de la mesure en cause et qu'au lieu de cela, il s'est appuyé sur des comparaisons théoriques avec le système initial de fourchettes de prix pour constater que la mesure en cause était similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation.

185. En réponse, l'Argentine souligne qu'elle a communiqué des éléments de preuve analytiques, mathématiques et/ou empiriques au Groupe spécial à l'appui de ses allégations et arguments et que celui-ci s'est appuyé à juste titre sur certains de ces éléments de preuve pour constater que la mesure en cause était incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

186. Nous rappelons que, dans la procédure initiale, l'Organe d'appel a dit qu'il estimait que "la tâche consistant à déterminer si quelque chose est similaire à quelque chose d'autre [devait] être abordée de façon empirique".²⁵³ Le Groupe spécial a admis cette assertion et l'a adopté:

Comme l'a indiqué l'Organe d'appel, afin de déterminer si [la mesure en cause] est une mesure à la frontière similaire à un prélèvement variable à l'importation ou à un prix minimal à l'importation au sens de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2, nous devrions

²⁵⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.54.

²⁵¹ *Ibid.*, paragraphes 7.95 et 7.96.

²⁵² *Ibid.*, paragraphe 6.12.

²⁵³ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 226.

commencer par examiner, *de façon empirique*, [si elle] présente une analogie ou une ressemblance suffisante avec ces deux catégories de mesures pour être considéré[e] comme similaire.²⁵⁴ (pas d'italique dans l'original)

187. Ainsi, le Groupe spécial a explicitement exposé l'approche "empirique" correcte. Néanmoins, le Chili maintient qu'en dépit de cette assertion, "les constatations du Groupe spécial ne renferment quasiment aucune analyse empirique de la [mesure en cause] et sont en fait entièrement fondées sur des conclusions théoriques".²⁵⁵

188. À notre avis, l'appel du Chili sur ce point attribue un sens à l'approche "empirique" autre que le sens envisagé par l'Organe d'appel dans la procédure initiale. Dans cette procédure, l'Organe d'appel est convenu avec le Groupe spécial initial qu'un examen de la similarité comportait une comparaison de deux choses et une évaluation des caractéristiques qu'elles avaient en commun. Cependant, l'Organe d'appel n'a pas souscrit à l'observation additionnelle formulée par le Groupe spécial initial selon laquelle pour que deux choses soient similaires, elles doivent avoir en commun certaines "caractéristiques fondamentales", mais pas toutes, et selon laquelle une "mesure à la frontière devrait donc avoir *certaines* caractéristiques fondamentales en commun avec une ou plusieurs des mesures expressément mentionnées dans la note de bas de page 1".²⁵⁶ L'Organe d'appel a expliqué ce qui suit:

Nous ne voyons aucune raison de déterminer la similitude en nous appuyant sur des caractéristiques de nature "fondamentale". Il semble que le Groupe spécial ait choisi de définir le terme "similaire" plutôt que de définir le terme "fondamental". Cela ne fait que compliquer les choses, parce que cela soulève la question de savoir comment distinguer des caractéristiques "fondamentales" de caractéristiques d'une nature *moins que* "fondamentale". La meilleure façon et la façon indiquée de procéder est de déterminer la similitude en se posant la question de savoir si deux ou plusieurs choses ont une analogie ou une ressemblance suffisante pour être similaire l'une à l'autre. À notre avis, la tâche consistant à déterminer si quelque chose est similaire à quelque chose d'autre doit être abordée de façon empirique.²⁵⁷ (italique dans l'original, non souligné dans l'original)

189. Comme cet extrait le montre clairement, en préconisant que la question de la similarité soit abordée "de façon empirique", l'Organe d'appel comparait cela à une approche qui était axée sur la

²⁵⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.24.

²⁵⁵ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 70.

²⁵⁶ Rapport du Groupe spécial initial, paragraphe 7.26. (italique dans l'original)

²⁵⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 226.

nature fondamentale des caractéristiques communes, qu'il déconseillait de suivre. L'approche correcte devrait, au lieu de cela, comporter à la fois une analyse de la portée de ces caractéristiques communes et une détermination du point de savoir si celles-ci sont suffisantes pour rendre les deux choses similaires. Ces caractéristiques peuvent être identifiées à partir d'une analyse *à la fois* de la structure et de la conception d'une mesure ainsi que des effets de cette mesure. Par conséquent, nous ne pensons pas que le Groupe spécial aurait eu besoin, comme semble le sous-entendre l'argument du Chili, d'axer son examen *principalement* sur les données numériques ou statistiques concernant les effets de cette mesure dans la pratique. Lorsqu'ils existent, les éléments de preuve concernant les effets observables de la mesure devraient, manifestement, être pris en considération, ainsi que les renseignements relatifs à la structure et à la conception de la mesure. Le poids et l'importance à accorder à de tels éléments de preuve dépendront, comme c'est le cas pour tout élément de preuve, des circonstances de l'affaire.

190. En l'espèce, le Groupe spécial a tenu soigneusement compte de la conception et de la structure de la mesure en cause et analysé d'une manière assez détaillée les traits caractéristiques qui l'ont amené à la qualifier de mesure similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation. Le raisonnement du Groupe spécial s'appuyait, mais sans s'y limiter, sur ses observations concernant la conception et la structure de la mesure en cause.²⁵⁸ Le Groupe spécial a également dit qu'il avait soigneusement pris en considération les éléments de preuve disponibles²⁵⁹ et, dans son raisonnement, il a fait référence à certains de ces éléments de preuve, notamment pour étayer ses constatations selon lesquelles "il apparaît que la limite inférieure de la fourchette [de la mesure en cause] continue de fonctionner dans la pratique comme une "variable de remplacement" ou un substitut du prix minimal à l'importation" et selon lesquelles, par suite du fonctionnement de la mesure en cause, "le prix intérieur chilien était déconnecté de l'évolution des prix internationaux".²⁶⁰ Nous ne voyons aucune erreur dans cette analyse, qui nous semble avoir été conduite d'une façon empirique.

²⁵⁸ Au paragraphe 6.12 de son rapport, le Groupe spécial a dit que "[c'était] sur la base de la configuration et de l'interaction des différents traits caractéristiques [de la mesure en cause], et pas *seulement* sur la base des calculs mathématiques particuliers fournis par les parties", que le Groupe spécial avait constaté que la mesure en cause était incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. (pas d'italique dans l'original)

²⁵⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 6.9 à 6.12.

²⁶⁰ *Ibid.*, paragraphe 7.87 et note de bas de page 178 y relative (faisant référence aux pièces ARG-11 et ARG-12 présentées par l'Argentine au Groupe spécial). Le Groupe spécial s'est aussi référé à des éléments de preuve étayant son raisonnement dans *ibid.*, paragraphes 7.59, 7.66, 7.69 et 7.89.

2. Similarité à un prix minimal à l'importation

191. Selon le Chili, le Groupe spécial a fait erreur en constatant que la mesure en cause était similaire à un prix minimal à l'importation. Le Chili affirme que le Groupe spécial a "sommairement"²⁶¹ conclu que la mesure en cause avait les mêmes traits caractéristiques dont il avait été constaté qu'ils rendaient le système initial de fourchettes de prix similaire à un prix minimal à l'importation, et n'a pas tenu compte des éléments de preuve pertinents ou s'est appuyé sur des données incomplètes pour constater que la mesure "surcompens[ait]" une baisse des prix de référence en relevant les prix à l'importation au-dessus de la limite inférieure et que la limite inférieure de la fourchette de prix fonctionnait comme un substitut d'un prix d'objectif intérieur ou d'un prix minimal à l'importation.

192. L'Argentine estime, contrairement à ce qu'affirme le Chili en appel, que le Groupe spécial a constaté à juste titre que la mesure en cause fonctionnait de façon à empêcher l'entrée des importations de blé ou de farine de blé sur le marché chilien à des prix au-dessous de la limite inférieure de la fourchette. En outre, l'Argentine convient avec le Groupe spécial que la mesure en cause tend à "surcompenser" les baisses des prix internationaux lorsque des droits spécifiques sont appliqués. De l'avis de l'Argentine, les éléments de preuve qu'elle a présentés au Groupe spécial soulignent que, en raison de l'application de droits spécifiques, la mesure en cause ne fait pas en sorte que le prix d'entrée des importations au Chili baisse concurrentiellement avec la chute des prix du marché mondial.

193. Avant de passer à l'examen du raisonnement du Groupe spécial sur cette question à la lumière de l'appel du Chili, il convient de répéter que l'Argentine n'a pas allégué, et que le Groupe spécial n'a pas constaté, que la mesure en cause était un prix minimal à l'importation, mais qu'elle était *similaire* à un prix minimal à l'importation au sens de la note de bas de page 1. Une mesure est "similaire" à un prix minimal à l'importation lorsqu'elle possède un nombre suffisant de caractéristiques en commun avec un prix minimal à l'importation et que sa conception, sa structure et ses effets sont similaires à un prix minimal à l'importation, même lorsqu'elle n'est pas "identique" à un tel dispositif à tous égards.

194. Le Groupe spécial a commencé son analyse du point de savoir si la mesure en cause était similaire à un prix minimal à l'importation en se référant à l'analyse de la même question faite par l'Organe d'appel relativement à la mesure initiale, ainsi qu'à l'opinion du Chili selon laquelle "[l]a caractéristique essentielle d'un prix minimal à l'importation est qu'il est impossible qu'une transaction

²⁶¹ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 166.

commerciale soit exprimée à un prix inférieur au prix établi".²⁶² Le Groupe spécial a ensuite rappelé que la limite inférieure de la mesure en cause avait été fixée en utilisant les chiffres d'une limite inférieure établie dans le cadre du système initial de fourchettes de prix. Il avait déjà été jugé que la limite inférieure du système initial de fourchettes de prix fonctionnait d'une manière similaire à un prix minimal à l'importation. Le Groupe spécial a ensuite fait référence aux "éléments de preuve disponibles"²⁶³ et relevé qu'ils montraient que la mesure en cause "continu[ait] [apparemment] à fonctionner dans la pratique comme une "variable de remplacement" ou un substitut du prix minimal à l'importation"²⁶⁴ et de déconnecter les prix intérieurs chiliens de l'évolution des prix internationaux parce qu'elle "fonctionn[ait] de manière à empêcher l'entrée d'importations de blé ou de farine de blé sur le marché chilien à des prix inférieurs à la limite inférieure de la fourchette".²⁶⁵

195. L'approche globale adoptée par le Groupe spécial nous semble correspondre à l'interprétation correcte d'une mesure à la frontière qui est similaire à un prix minimal à l'importation, comme nous l'avons exposé plus haut.²⁶⁶ Le Groupe spécial a examiné la structure et la conception de la mesure en cause, ainsi que les éléments de preuve relatifs à son fonctionnement. Il a constaté que, comme le système initial de fourchettes de prix, cette mesure imposait une limite qui fonctionnait de façon à faire en sorte que, dans toutes les circonstances sauf les plus improbables, le blé et la farine de blé ne pénétrant pas sur le marché chilien à un prix inférieur à cette limite, et qui ne faisait pas en sorte que les prix d'entrée baissent concurremment avec les prix du marché mondial. La mesure agissait ainsi en imposant un droit spécifique fixé sur la base de la différence entre cette limite et une autre valeur, à savoir un prix de référence.²⁶⁷ Sur cette base, le Groupe spécial a observé que les traits caractéristiques qui rendaient le système initial de fourchettes de prix similaire à un prix minimal à l'importation n'avaient pas été modifiés, et constituaient les traits caractéristiques de la mesure en cause également.²⁶⁸

²⁶² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.84 et note de bas de page 175 y relative (faisant référence à la réponse du Chili à la question n° 19 posée par le Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, page F-99).

²⁶³ *Ibid.*, paragraphe 7.87.

²⁶⁴ *Ibid.*

²⁶⁵ *Ibid.*, paragraphe 7.91.

²⁶⁶ *Supra*, paragraphes 151 à 153.

²⁶⁷ Nous rappelons que, dans le cadre de la mesure en cause, le prix de référence est fixé tous les deux mois et calculé comme moyenne simple des prix quotidiens f.a.b. sur certains marchés étrangers et sur une période de 15 jours. Nous faisons également observer que, dans un dispositif ordinaire fondé sur un prix minimal à l'importation, la valeur à laquelle le prix minimal à l'importation ou le prix d'objectif est comparé est la *valeur transactionnelle* d'une expédition donnée, et non pas un prix de référence calculé.

²⁶⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.92.

196. Le Chili axe ses allégations d'erreur sur deux aspects spécifiques de l'analyse du Groupe spécial. Premièrement, le Groupe spécial a considéré que la mesure en cause "fonctionn[ait] de manière à empêcher l'entrée d'importations de blé ou de farine de blé sur le marché chilien à des prix inférieurs à la limite inférieure de la fourchette".²⁶⁹ Deuxièmement, le Groupe spécial a observé que la mesure en cause ne garantissait pas simplement une marge de fluctuation raisonnable des prix intérieurs, mais pouvait aussi "surcompenser" de sorte que, lorsque les prix internationaux baissent et que les prix de référence sont au-dessous des limites inférieures de la fourchette de prix, "l'application combinée des taux de droits *ad valorem* et des droits spécifiques résultant [de la mesure en cause] peut se traduire par un prix d'entrée global pour l'expédition considérée qui monte et non qui baisse".²⁷⁰

197. S'agissant de la première question, le Chili reconnaît, comme il l'a fait devant le Groupe spécial, qu'il est extrêmement improbable que le blé et la farine de blé pénètrent sur le marché chilien à des prix au-dessous de la limite inférieure de la fourchette de prix.²⁷¹ Le Chili maintient néanmoins que ce n'est pas le fonctionnement de la mesure en cause qui fait que les prix d'entrée sont supérieurs à la limite inférieure, mais le fait que le niveau de cette limite est bas, notamment parce qu'il est fixé sur une base f.a.b.²⁷²

198. Nous ne voyons pas comment cet argument aide le Chili. Le prix d'entrée de n'importe quelle expédition donnée dépend non seulement du droit spécifique appliqué, le cas échéant, mais aussi de la valeur transactionnelle c.a.f. et du droit *ad valorem* appliqué à cette valeur c.a.f. Cela ne veut pas dire, comme le laissent entendre les arguments du Chili, que la limite inférieure de la fourchette n'a rien à voir avec le niveau des prix d'entrée qui en résulte. Étant donné que tout droit spécifique est appliqué en fonction de la différence entre la limite inférieure de la fourchette et le prix de référence, la limite inférieure est un facteur indispensable pour déterminer l'ampleur du droit spécifique. Comme l'Organe d'appel l'a fait observer dans la procédure initiale, un examen du point de savoir si la mesure en cause est similaire à un prix minimal à l'importation ne devrait pas accorder "trop d'importance à la question de savoir si les fourchettes de prix du Chili [sont] liées ou non aux prix

²⁶⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.91.

²⁷⁰ *Ibid.*, paragraphe 7.88 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 260). Dans la note de bas de page 178 relative au paragraphe 7.87 de son rapport, le Groupe spécial s'est référé aux pièces ARG-11 et ARG-12 présentées par l'Argentine au Groupe spécial. Ces pièces se rapportent au fonctionnement de la mesure en cause entre novembre 2004 et avril 2005, lorsque des droits spécifiques étaient appliqués.

²⁷¹ *Ibid.*, paragraphe 7.89 (faisant référence à la réponse du Chili à la question n° 58 posée par le Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, page F-107).

²⁷² Déclaration du Chili à l'audience.

d'objectifs intérieurs ou aux prix sur le marché intérieur".²⁷³ Même si la limite inférieure de la mesure en cause ne joue pas le rôle de prix d'objectif intérieur en soi²⁷⁴, elle a bien pour fonction de faire en sorte que plus les prix de référence baissent au-dessous de cette limite inférieure, plus les droits spécifiques imposés soient élevés. Cela va de pair avec une probabilité élevée que le prix d'entrée correspondant sur le marché chilien sera plus élevé que cette limite. Ainsi, le fait que la limite inférieure de la fourchette était exprimée sur une base f.a.b. indique que la mesure en cause n'est pas "identique" à un prix minimal à l'importation mais n'empêche pas, en elle-même et à elle seule, une constatation selon laquelle la mesure en cause est "similaire" à un prix minimal à l'importation.

199. S'agissant de la deuxième question, le Chili ne conteste pas que les éléments de preuve présentés par l'Argentine pour la période s'étalant entre novembre 2004 et avril 2005 montrent que, au cours de cette période, il y a eu deux occasions auxquelles une baisse des prix mondiaux a correspondu à une augmentation des prix d'entrée en raison de la mesure en cause.²⁷⁵ Le Chili fait valoir, au lieu de cela, qu'en utilisant ces éléments de preuve, le Groupe spécial "s'est appuyé [à tort] uniquement sur un aperçu des données empiriques" afin de constater que la mesure en cause surcompensait les baisses des prix mondiaux.²⁷⁶ De l'avis du Chili, les modifications apportées à ces deux occasions ont simplement adapté le niveau de protection, et non pas les tendances des prix d'entrée elles-mêmes. Ces tendances, fait valoir le Chili, suivaient l'évolution des prix internationaux et étaient fondamentalement différentes des tendances qui se seraient produites avec l'application d'un prix minimal à l'importation.

200. L'Argentine estime que le Groupe spécial a tiré les conclusions appropriées des éléments de preuve dont il était saisi. La mesure en cause ne fait pas en sorte que le prix d'entrée des importations au Chili baisse concurremment avec la chute des prix du marché mondial parce que les droits spécifiques augmentent lorsque les prix internationaux baissent. L'Argentine rejette l'argument du Chili selon lequel la "surcompensation" s'est produite uniquement deux jours, faisant valoir plutôt que la hausse des prix d'entrée ces deux jours-là "**déte[ignait]**" forcément sur le reste de la période [de

²⁷³ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 246.

²⁷⁴ Nous faisons observer que l'on pourrait faire valoir que la limite inférieure de la fourchette *plus la moyenne des frais c.a.f. et le droit appliqué* fonctionnent comme une valeur de remplacement d'un prix d'objectif intérieur, bien que l'Argentine n'ait pas avancé un tel argument.

²⁷⁵ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphes 73 et 179 (faisant référence aux pièces ARG-11 et ARG-12 présentées par l'Argentine au Groupe spécial); déclaration et réponse du Chili aux questions posées à l'audience.

²⁷⁶ *Ibid.*, paragraphe 73.

deux mois suivante]" parce que le niveau des droits et le prix d'entrée subissaient l'influence de cette "surcompensation" initiale.²⁷⁷

201. En examinant cette allégation d'erreur formulée par le Chili, nous rappelons que notre tâche consiste à examiner si le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* à la mesure en cause et, en particulier, en constatant que la mesure en cause ne faisait pas en sorte que le prix d'entrée des importations au Chili baisse concurrentement avec la chute des prix du marché mondial, encore que dans une moindre mesure que celle-ci.²⁷⁸ À notre avis, ce sont principalement les périodes dans lesquelles le prix de référence est au-dessous de la limite inférieure de la fourchette qui seront les plus pertinentes pour évaluer si les effets de la mesure en cause sont similaires aux effets d'un prix minimal à l'importation. La formule énoncée dans la mesure en cause a produit un prix de référence qui était au-dessous de la limite inférieure à deux occasions uniquement.²⁷⁹ Bien que le prix de référence ne soit descendu au-dessous de la limite inférieure qu'à deux reprises, le Chili ne conteste pas que, à ces deux occasions, lorsque le nouveau droit spécifique a été imposé pour la période de deux mois suivante, le prix d'entrée des importations de blé et de farine de blé ait augmenté alors que les prix mondiaux et le prix de référence avaient baissé. Dans ces circonstances, nous ne voyons aucune erreur dans le raisonnement du Groupe spécial ou dans son utilisation des éléments de preuve présentés par l'Argentine après avoir pesé les éléments de preuve présentés par les deux parties.

202. En bref, la mesure en cause possède en commun avec un dispositif fondé sur un prix minimal à l'importation les caractéristiques suivantes, dont toutes étaient également des caractéristiques présentées par le système initial de fourchettes de prix: i) lorsqu'un prix de référence applicable à une expédition tombe au-dessous d'un niveau spécifié (la limite inférieure de la fourchette), un droit spécifique additionnel est imposé sur la base de la différence entre ces deux paramètres; ii) en raison du fonctionnement de la mesure, il est très improbable que les prix d'entrée du blé et de la farine de blé sur le marché chilien tombent au-dessous de la limite inférieure de la fourchette; iii) la limite inférieure de la fourchette fonctionne, au moins à un certain degré, comme une variable de remplacement ou un substitut des prix d'objectifs intérieurs; iv) plus le prix de référence est bas par rapport à la limite inférieure de la fourchette, plus le droit spécifique est élevé et plus ses effets de

²⁷⁷ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphe 74. (italique et caractères gras dans l'original)

²⁷⁸ Nous notons que le Chili conteste aussi l'objectivité de l'évaluation des faits réalisée par le Groupe spécial. (Voir *infra* la section VII.A)

²⁷⁹ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphes 73 et 179 (faisant référence aux pièces ARG-11 et ARG-12 présentées par l'Argentine au Groupe spécial); déclaration et réponse du Chili aux questions posées à l'audience. Voir également, *supra*, le paragraphe 131.

protection sont grands; et v) la mesure fausse la répercussion des baisses des prix mondiaux sur le marché intérieur. Nonobstant certaines dissimilarités entre la mesure en cause et un dispositif fondé sur un prix minimal à l'importation²⁸⁰, qui étaient aussi présentes dans le système initial de fourchettes de prix, la nature globale de la mesure en cause, y compris sa conception et sa structure et la manière dont elle fonctionne, est suffisamment "similaire" à un prix minimal à l'importation pour en faire, comme l'a constaté le Groupe spécial, une mesure à la frontière prohibée au sens de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2.

203. Pour toutes les raisons qui précèdent, nous ne voyons aucune erreur dans la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.92 de son rapport, selon laquelle la mesure en cause est similaire à un prix minimal à l'importation au sens de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Nous observons que cette constatation, en elle-même, constituerait une base suffisante permettant de constater que la mesure en cause est incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. Nous continuons néanmoins d'examiner l'appel du Chili concernant la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause est également similaire à un prélèvement variable à l'importation.

3. Similarité à un prélèvement variable à l'importation

a) Variabilité

204. Le Chili estime que le Groupe spécial a fait erreur en qualifiant la mesure en cause de similaire à un prélèvement variable à l'importation au sens de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Selon le Chili, les erreurs du Groupe spécial ont consisté notamment à qualifier la mesure en cause de "variable" alors qu'elle n'avait pas le type de variabilité qui l'aurait rendue similaire à un prélèvement variable à l'importation, à appliquer à tort les critères de "transparence" et de "prévisibilité", et à constater à tort que la mesure en cause était susceptible d'aboutir à une réduction du volume des importations et de faire obstacle à la répercussion des prix internationaux sur le marché intérieur.

²⁸⁰ En particulier: i) la mesure en cause ne fonctionne pas sur la base de la *valeur transactionnelle* d'une expédition, mais fait intervenir au lieu de cela une comparaison entre la limite inférieure et un *prix de référence* qui n'est pas directement lié à cette valeur transactionnelle; ii) la mesure en cause ne fonctionne pas seulement pour amener le prix d'entrée d'une expédition *jusqu'au* niveau de la limite inférieure, mais fait en sorte au lieu de cela que le prix d'entrée des importations de blé et de farine de blé soit presque toujours *supérieur* à la limite inférieure de la fourchette; et iii) les limites inférieures des fourchettes dans le cadre de la mesure en cause sont fixées en fonction des prix internationaux historiques plutôt que des prix du marché intérieur.

205. Avant de passer aux éléments détaillés de l'appel du Chili, il est utile d'examiner comment le Groupe spécial a effectué son analyse de la question de savoir si la mesure en cause était similaire à un prélèvement variable à l'importation. Le Groupe spécial a d'abord rappelé l'interprétation que l'Organe d'appel avait donnée de la note de bas de page 1 dans la procédure initiale et a entrepris d'appliquer cette interprétation à la mesure en cause. Il a ensuite examiné la "variabilité" et a constaté que "la variabilité continue des droits [était] un trait caractéristique inhérent"²⁸¹ à la mesure en cause parce que cette dernière énonçait "un dispositif ou une formule qui établ[iss]ait un ajustement automatique et périodique de ces niveaux".²⁸² Il a fait observer que le niveau des droits qui en résulterait tous les deux mois n'était pas prévisible et, après avoir examiné divers aspects de la mesure en cause, a déterminé que "plusieurs aspects essentiels de la conception et du fonctionnement [de la mesure en cause] rest[aient] caractérisés par un manque à la fois de transparence et de prévisibilité"²⁸³, et que cela avait également pour effet de faire obstacle à la répercussion de l'évolution des prix internationaux sur le marché chilien. En outre, en réponse aux observations faites par le Chili au stade du réexamen intérimaire, le Groupe spécial a expliqué qu'il était parvenu à la constatation que la mesure en cause était similaire à un prélèvement variable à l'importation:

... en se fondant *principalement* sur le fait que [la mesure en question] comportait un dispositif ou une formule qui faisait en sorte que le niveau des droits recouvrés ou des remises accordées dans le cadre du système changeait automatiquement et continuellement au fil du temps, *ainsi que* sur le fait que la conception et le fonctionnement [de la mesure en cause] restaient caractérisés par un manque à la fois de transparence et de prévisibilité, traits caractéristiques également observés au cours de la procédure initiale. Ces aspects influent sur les éléments fondamentaux [de la mesure en question], à savoir le prix de référence et les limites de la fourchette.²⁸⁴ (pas d'italique dans l'original)

206. Nous notons que l'utilisation par le Groupe spécial du mot "principalement" lorsqu'il résume son approche donne à penser qu'il a examiné d'abord et avant tout la "variabilité" "ainsi que", ensuite, la prévisibilité, la transparence et le degré de répercussion des prix internationaux sur le marché intérieur. De façon générale, en appliquant la note de bas de page 1 à la mesure en cause, il apparaît donc que le Groupe spécial a suivi l'approche définie par l'Organe d'appel dans la procédure initiale. Nous allons maintenant examiner diverses allégations du Chili concernant des éléments spécifiques de l'analyse du Groupe spécial.

²⁸¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.61.

²⁸² *Ibid.*, paragraphe 7.59.

²⁸³ *Ibid.*, paragraphe 7.63.

²⁸⁴ *Ibid.*, paragraphe 6.10.

207. S'agissant de la question de savoir si le Groupe spécial a fait erreur en qualifiant la mesure en cause de "variable", le Chili fait valoir que le Groupe spécial ne pouvait pas constater à juste titre que la mesure en cause faisait en sorte que les niveaux de droits changent automatiquement et continuellement. Selon le Chili, la mesure en cause n'entraîne pas de modifications "automatiques" parce que toutes modifications des droits spécifiques ou des remises peuvent être effectuées uniquement par la promulgation de décrets administratifs bimestriels distincts additionnels. Le Chili ajoute que la mesure en cause n'implique pas de variation "continue" parce que les modifications des niveaux de droits n'ont lieu que périodiquement, c'est-à-dire six fois par an, ce qui est une fréquence de changement très inférieure à celle qui existait dans le cadre de la mesure initiale.

208. Pour l'Argentine, le Groupe spécial a constaté à juste titre que la mesure en cause était un mécanisme automatique qui fonctionnait tout seul et était déclenché "directement et ... infailliblement".²⁸⁵ L'Argentine appelle l'attention sur un modèle statistique qu'elle a présenté au Groupe spécial et qui montre la variation considérable des droits spécifiques qui résulte de la mesure en cause, et elle rejette l'idée que des modifications des niveaux de droits ont lieu uniquement à la suite d'actes administratifs indépendants distincts. La promulgation de décrets bimestriels n'empêche pas la mesure en cause d'être qualifiée de "variable" parce que, comme le Groupe spécial l'a constaté à juste titre, cet acte administratif a lieu conformément au libellé impératif de la Loi n° 18.525, modifiée, et du Décret suprême n° 831. Ces instruments exigent que des droits spécifiques ou des remises soient appliqués en fonction du niveau du prix de référence par rapport aux limites de la fourchette et prescrivent une formule pour calculer le montant de ces droits ou remises. L'Argentine affirme qu'ainsi, les décrets bimestriels "sont des actes administratifs ou législatifs ni *indépendants* ni *distincts*".²⁸⁶

209. Nous notons que le Groupe spécial a tenu compte de chacun des traits caractéristiques de la mesure en cause évoqués par le Chili dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, et l'a néanmoins qualifiée de "variable" au sens de la note de bas de page 1. S'agissant de l'"automaticité" de la mesure, le Groupe spécial a considéré que le dispositif ou la formule pertinent se trouvait dans le mécanisme énoncé dans la mesure en cause. La promulgation de décrets bimestriels est spécifiquement prévue dans le cadre de la mesure en cause et les décrets bimestriels ne font que rendre public le niveau du droit spécifique ou de la remise pertinent, tel qu'il a été calculé conformément à la formule mathématique prescrite par la Loi n° 18.525, modifiée, et le Décret

²⁸⁵ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphe 161.

²⁸⁶ *Ibid.*, paragraphe 165 (faisant référence dans la note de bas de page 86 au rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 233).

suprême n° 831.²⁸⁷ Le Groupe spécial semble avoir considéré que la promulgation de ces décrets bimestriels ne suffisait pas pour rompre le lien entre la formule et le niveau des droits calculé automatiquement en vertu de son application. Nous ne voyons aucune erreur dans cette analyse.

210. Le Chili conteste également la constatation du Groupe spécial selon laquelle un ajustement "périodique" des niveaux des droits ou des remises tous les deux mois peut constituer une "variabilité" au sens de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Le Chili s'appuie sur une déclaration faite par l'Organe d'appel dans la procédure initiale aux termes de laquelle les Membres peuvent "périodiquement" modifier leurs taux de droits appliqués.²⁸⁸ Le Chili établit une analogie entre sa mesure, dans le cadre de laquelle le niveau des droits spécifiques/remises change six fois par an et la réduction graduelle du taux de droit appliqué qu'il a opérée entre 1984 et 2003. En outre, il oppose la mesure en cause, qui implique des modifications périodiques des niveaux de droits, au système initial de fourchettes de prix dans le cadre duquel, selon lui, les droits spécifiques variaient transaction par transaction.

211. Comme notre interprétation de la note de bas de page exposée ci-dessus l'a montré, la fréquence de changement générée par une mesure peut être pertinente pour déterminer si elle est "variable".²⁸⁹ Toutefois, ce critère n'est pas déterminant en lui-même et à lui seul. Aucune fréquence de changement spécifique des droits qui en résultent n'est requise pour qu'une mesure soit considérée comme "variable" au sens de la note de bas de page 1. Le fait qu'une mesure engendre des droits qui varient à *chaque* transaction n'est pas une condition nécessaire pour qu'une mesure soit "variable". En fait, la "variabilité" doit être évaluée sur la base de la configuration globale d'une mesure et de l'interaction de ses traits caractéristiques spécifiques.²⁹⁰ Ainsi, même si la mesure en cause implique des changements moins fréquents des droits que le système initial de fourchettes de prix, la fréquence de changement n'est qu'un des traits caractéristiques à prendre en considération dans une évaluation de la "variabilité" de la mesure en cause. Cette évaluation doit également tenir compte de la mesure dans laquelle les changements sont automatiques et fondés sur un mécanisme ou une formule sous-jacent.

212. En l'espèce, le Groupe spécial a été d'avis qu'il y avait un fort élément d'automaticité dans la mesure en cause, du fait d'une formule qui engendrait des changements dans le niveau des droits ou des remises tous les deux mois. Ces traits caractéristiques étaient, de l'avis du Groupe spécial,

²⁸⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.59.

²⁸⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 232.

²⁸⁹ *Supra*, paragraphes 155 à 162.

²⁹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 261.

suffisants pour établir la "variabilité inhérente" de la mesure en cause. Nous ne voyons aucune erreur dans le raisonnement qui a amené le Groupe spécial à cette conclusion.

b) Les "autres traits caractéristiques" de la mesure en cause

213. Pour achever son évaluation de la question de savoir si la mesure en cause relevait de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, le Groupe spécial a ensuite examiné si la mesure se caractérisait également par un manque de transparence et de prévisibilité du niveau des droits en résultant qui serait susceptible de restreindre l'accès au marché pour les importations et de faire obstacle à la répercussion des prix internationaux sur le marché intérieur. Nous allons maintenant examiner l'appel du Chili concernant les constatations formulées par le Groupe spécial au sujet de ces autres traits caractéristiques.

214. À titre préliminaire, nous notons qu'en présentant ses arguments détaillés concernant les erreurs alléguées faites par le Groupe spécial lorsqu'il a examiné les "autres traits caractéristiques" de la mesure en cause, le Chili semble attribuer un rôle trop important à ces "autres traits caractéristiques". Dans la procédure initiale, après avoir expliqué ce qui pourrait constituer la "variabilité" requise aux fins de la note de bas de page 1, l'Organe d'appel a fait observer que les prélèvements variables à l'importation avaient d'autres traits caractéristiques qui allaient à l'encontre d'un des objectifs de l'*Accord sur l'agriculture*, à savoir améliorer les conditions d'accès aux marchés pour les importations de produits agricoles en permettant l'application uniquement de droits de douane proprement dits.²⁹¹ L'Organe d'appel a fait observer que ces autres traits caractéristiques "compre[n]aient un manque de transparence et un manque de prévisibilité en ce qui concerne le niveau des droits qui résulter[ai]ent de ces mesures" qui "ser[ai]ent susceptibles de restreindre le volume des importations" et qui "contribuer[ai]ent aussi à fausser les prix des importations en empêchant que les cours internationaux ne se répercutent sur le marché intérieur".²⁹²

215. L'Organe d'appel a ainsi envisagé qu'une analyse des "autres traits caractéristiques" qui faisaient d'un droit "variable" un "prélèvement variable à l'importation" au sens de la note de bas de page 1 soit effectuée à la lumière de la fonction de cette disposition – renforcer l'accès aux marchés pour les produits agricoles. Gardant ces considérations à l'esprit, nous poursuivons notre examen de l'appel du Chili.

216. Le Chili insiste sur le fait que les droits résultant du fonctionnement de la mesure en cause sont prévisibles, parce qu'ils découlent de décrets qui sont facilement accessibles aux négociants et

²⁹¹ Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 234.

²⁹² *Ibid.*

parce qu'ils sont fixés pour deux mois à la fois, à l'avance. Il compare cela aux "droits de douane proprement dits" appliqués qui peuvent changer à tout moment, à tout niveau (au-dessous du taux consolidé), ainsi qu'au système initial de fourchettes de prix, dans lequel les droits changeaient chaque semaine.

217. Les arguments du Chili ne suffisent pas, à notre avis, pour montrer que le Groupe spécial a fait erreur dans l'approche qu'il a suivie pour régler cette question. Le Groupe spécial a exprimé l'opinion selon laquelle, à cause de la façon dont le prix de référence était calculé, les négociants seraient souvent dans l'impossibilité de prévoir le montant total des droits à acquitter avant d'effectuer une expédition²⁹³ et a ajouté que "la seule chose réellement prévisible en ce qui concerne le niveau des droits finalement imposés dans le cadre [de la mesure en cause], c'[était] qu'en principe, ce niveau changera[it] tous les deux mois".²⁹⁴

218. Il est vrai, comme le Chili le fait valoir, que des droits de douane proprement dits appliqués peuvent être modifiés. Toutefois, le Groupe spécial a constaté que la mesure en cause, qui organisait un changement automatique et continu tous les deux mois, n'offrait pas aux exportateurs un degré de prévisibilité semblable à celui des droits de douane proprement dits, et nous ne voyons aucune erreur dans ce raisonnement.

219. Le Chili présente un argument additionnel selon lequel le Groupe spécial a fusionné à tort deux critères distincts pour déterminer si une mesure était un prélèvement variable à l'importation: la variabilité continue et la prévisibilité. Le Chili croit comprendre que le Groupe spécial a fait cette erreur lorsqu'il a rejeté l'analogie que le Chili établissait entre la mesure en cause et le programme chilien de réductions progressives du droit appliqué. Le Groupe spécial a plutôt fait observer que "le programme de réduction graduelle du droit *ad valorem* du Chili [était] un exemple de changement prévisible des conditions d'accès aux marchés", et a ajouté que, par contre, "la seule chose réellement prévisible en ce qui concerne le niveau des droits finalement imposés dans le cadre de [la mesure en

²⁹³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.71. Le Groupe spécial a également cité une déclaration du Brésil à l'appui de sa constatation concernant le manque de prévisibilité des droits résultant de la mesure:

[M]ême si les négociants spéculent souvent sur l'évolution des prix, ils ne peuvent pas prévoir les changements avec la certitude requise pour assurer la prévisibilité au commerce. Les prélèvements variables à l'importation sont prohibés précisément parce que l'*Accord sur l'agriculture* exige que l'accès aux marchés soit fondé sur une réglementation prévisible qui ne modifie pas les prix du marché.

(*Ibid.*, et note de bas de page 153 y relative (faisant référence à la déclaration orale du Brésil devant le Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, page E-6, paragraphe 10))

²⁹⁴ *Ibid.*, paragraphe 7.61.

question], c'[était] qu'en principe, ce niveau changer[ait] tous les deux mois".²⁹⁵ À la différence du Chili, nous ne voyons dans cette déclaration aucune "fusion" des "prescriptions" distinctes en matière de "variation continue" et de "prévisibilité". Le Groupe spécial a simplement constaté que, dans le cadre de la mesure en cause, le niveau des droits en résultant n'était pas prévisible, mais que le fait que leur niveau pouvait changer tous les deux mois était prévisible *parce que* ce changement était automatique.

220. S'agissant de l'analyse faite par le Groupe spécial de la transparence, ou de son absence, dans le fonctionnement de la mesure en cause, le Chili conteste divers aspects du raisonnement du Groupe spécial expliquant pourquoi, de l'avis du Groupe spécial, tant le prix de référence que les limites de la fourchette manquaient de transparence. Dans une certaine mesure, les arguments du Chili reposent sur la supposition erronée selon laquelle la "transparence" est un critère indépendant qui, s'il est rempli, établit de manière définitive qu'une mesure ne peut pas être similaire à un prélèvement variable à l'importation. Comme nous l'avons vu, ce n'est pas le cas.²⁹⁶ En outre, dans la procédure initiale, l'Organe d'appel a analysé la "transparence" en même temps que la prévisibilité du niveau des droits résultant du fonctionnement du système initial de fourchettes de prix.

221. Il est vrai que le Chili a adopté certaines modifications qui rendent la mesure en cause plus transparente que le système initial de fourchettes de prix, y compris la fixation des niveaux des limites de la fourchette jusqu'en 2014. Toutefois, dans le cadre de son analyse des autres traits caractéristiques de la mesure en cause, la question dont le Groupe spécial était saisi était de savoir en quoi ces modifications affectaient la transparence et la prévisibilité des niveaux de droits résultant de la mesure en cause, en particulier par rapport à des prélèvements variables à l'importation. Lorsqu'il a examiné cette question, le Groupe spécial a exprimé l'avis que, nonobstant les modifications faites par le Chili, en général, l'utilisation d'un prix de référence "entraîn[ait] un manque de transparence et de prévisibilité systématique", en particulier lorsque le prix de référence était déterminé périodiquement et changeait constamment, et était dissocié de la valeur transactionnelle, du volume et de l'origine d'une expédition.²⁹⁷ Nous pensons que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en constatant que la mesure en cause manquait de transparence et de prévisibilité même si le système de fixation du prix de référence était plus transparent que ce n'était le cas dans le cadre du système initial de fourchettes de prix, et les limites de la fourchette étaient maintenant prédéterminées et connues à l'avance.

²⁹⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.60 et 7.61.

²⁹⁶ *Supra*, paragraphe 156.

²⁹⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.72 et 7.73.

222. Nous sommes toutefois préoccupés par certains aspects de l'analyse de la transparence effectuée par le Groupe spécial. Par exemple, le Groupe spécial a constaté que le prix de référence manquait de transparence parce qu'il était insuffisamment représentatif des prix du marché mondial.²⁹⁸ En faisant cette constatation, le Groupe spécial semble avoir utilisé la transparence comme un critère indépendant, au lieu d'examiner, comme il aurait dû le faire, si les divers éléments de la mesure en cause dans leur interaction et configuration sont suffisamment transparents pour permettre aux négociants de prévoir les droits qu'ils devront acquitter. Globalement, toutefois, nous ne pensons pas que ces préoccupations affectent sensiblement l'analyse effectuée par le Groupe spécial ou vicient ses conclusions.

223. Enfin, nous ne voyons aucune erreur dans l'évaluation du Groupe spécial selon laquelle la mesure en cause faisait obstacle à la répercussion des prix du marché mondial sur le marché chilien. Comme il a été indiqué plus haut, le Groupe spécial disposait d'éléments de preuve montrant que, lorsque le prix de référence est au-dessous de la limite inférieure, la mesure en cause fausse la répercussion des baisses des prix mondiaux sur le marché intérieur.²⁹⁹ En outre, le Groupe spécial a fait observer que le coefficient de conversion de 1,56 utilisé pour calculer les droits spécifiques et les remises sur les importations de farine de blé renforçait également l'isolement du marché chilien et faisait obstacle à la répercussion sur ce marché des cours mondiaux de la farine de blé.³⁰⁰ Cela tient au fait que le coefficient de conversion est fondé sur le rapport moyen entre le prix de la farine de blé et le prix du blé entre janvier 1986 et décembre 1995³⁰¹, même si le rapport entre le prix de la farine de blé et le prix du blé a varié dans le temps.

224. En somme, la mesure en cause a en commun avec les prélèvements variables à l'importation les caractéristiques suivantes, dont toutes étaient également des caractéristiques présentées par le système initial de fourchettes de prix: i) lorsqu'un prix de référence déterminé administrativement tombe au-dessous d'une limite spécifiée, une imposition additionnelle est appliquée sur la base de la différence entre ces deux paramètres; ii) le montant de tout droit spécifique change automatiquement en fonction de l'évolution de l'un ou l'autre de ces paramètres ou des deux à la fois; iii) il est très

²⁹⁸ Cette opinion était fondée sur le fait que le prix de référence est calculé d'après les prix sur 15 jours seulement au cours d'une période de 60 jours; qu'il est calculé sur la base des prix sur un marché intéressant (Argentine) et pour une qualité intéressante pour la moitié de l'année (*Trigo Pan Argentino*) et sur un autre marché intéressant (États-Unis) et pour une autre qualité intéressante (*Soft Red Winter No.2*) pour l'autre, mais ne tenait pas compte des prix sur le marché canadien nonobstant le fait que le Canada venait au deuxième rang des exportateurs de blé vers le Chili en 2004 et 2005. (Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.66 à 7.69)

²⁹⁹ *Supra*, paragraphe 199 à 202.

³⁰⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.80.

³⁰¹ Communication de l'Argentine en tant qu'intimé, paragraphe 142; deuxième communication écrite du Chili au Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, page C-89, paragraphe 201.

improbable que les prix d'entrée du blé et de la farine de blé sur le marché chilien tombent au-dessous de la limite inférieure de la fourchette; iv) plus le prix de référence est bas par rapport à la limite inférieure de la fourchette, plus le droit spécifique est élevé et plus ses effets de protection sont grands; et v) le mode de fonctionnement de la mesure compromet la transparence et la prévisibilité des droits qui en résultent et fausse la répercussion des baisses des prix mondiaux sur le marché intérieur. Comme le Groupe spécial l'a constaté, la mesure en cause, de par sa nature, sa conception et sa structure globales et la façon dont elle fonctionne, est "similaire" à un prélèvement variable à l'importation.

225. Pour toutes les raisons susmentionnées, nous ne voyons aucune erreur dans la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.81 de son rapport selon laquelle la mesure en cause est "similaire" à un "prélèvement variable à l'importation" au sens de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

C. Conclusion

226. Par conséquent, nous *confirmons* la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.104 de son rapport³⁰², selon laquelle la mesure en cause est une mesure à la frontière similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation au sens de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*; et *confirmons* la constatation corollaire formulée par le Groupe spécial au paragraphe 8.2 a) de son rapport, selon laquelle:

En maintenant une mesure à la frontière similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation, le Chili agit d'une manière incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, et n'a donc pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD.

VII. Articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord

227. Le Chili maintient que le Groupe spécial a manqué à ses devoirs au titre des articles 11 et 12:7 du Mémorandum d'accord. Les allégations d'erreur formulées par le Chili au titre des deux dispositions concernent les quatre aspects ci-après de l'analyse du Groupe spécial: i) ses constatations concernant la méthode de fixation des limites supérieure et inférieure de la mesure en cause; ii) ses références aux constatations du Groupe spécial initial et de l'Organe d'appel selon lesquelles, dans le cadre de la mesure initiale, le prix de référence n'était pas ajusté pour tenir compte des "frais

³⁰² Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.81, 7.92 et 7.96.

d'importation", et la déclaration connexe du Groupe spécial selon laquelle l'examen des caractéristiques de la mesure initiale ne relevait pas de son mandat; iii) l'"examen superficiel" qu'il aurait effectué de certains traits caractéristiques de la mesure en question, "isolément"; et iv) le fait allégué qu'il n'a pas examiné les "éléments de preuve empiriques" pour parvenir à ses constatations.

228. Du fait que les devoirs imposés aux groupes spéciaux en vertu de ces deux dispositions sont distincts, nous examinons d'abord si le Groupe spécial s'est acquitté de son devoir au titre de l'article 11 de procéder à une évaluation objective de la question, et ensuite s'il a satisfait à la prescription de l'article 12:7 imposant de donner des "justifications fondamentales" de ses constatations.

A. *Article 11 du Mémoire d'accord*

229. L'article 11 du Mémoire d'accord traite de la fonction des groupes spéciaux et leur confère certains devoirs, entre autres, de "procéder à une évaluation objective de la question dont il[s] [sont] saisi[s], y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions". L'Organe d'appel a examiné ces devoirs à de nombreuses occasions et a régulièrement reconnu que l'article 11 accordait aux groupes spéciaux une marge discrétionnaire dans leur évaluation des faits.³⁰³ Cette marge inclut le pouvoir discrétionnaire d'identifier les éléments de preuve que le groupe spécial juge les plus pertinents pour formuler ses constatations³⁰⁴ et de déterminer quel poids accorder aux divers éléments de preuve qui lui sont présentés par les parties au différend.³⁰⁵ Un groupe spécial ne commet pas d'erreur simplement parce qu'il s'abstient d'accorder aux éléments de preuve le poids que l'une des parties pense qu'il faudrait leur accorder.³⁰⁶ Le critère pertinent a été résumé par l'Organe d'appel de la façon suivante:

[L]'article 11 prescrit aux groupes spéciaux de prendre en compte les éléments de preuve qui leur sont soumis et leur interdit d'ignorer ou de fausser intentionnellement ces éléments de preuve. Les groupes spéciaux ne peuvent pas non plus établir de constatations positives qui ne soient pas fondées sur les éléments de preuve contenus dans

³⁰³ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 161; rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 132; rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 299; rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 221; et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 151.

³⁰⁴ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 135.

³⁰⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 137.

³⁰⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 267; rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 221; et rapport de l'Organe d'appel *Corée – Boissons alcooliques*, paragraphe 164.

leur dossier. Toutefois, à condition que les actions des groupes spéciaux respectent ces paramètres, nous avons dit que: "C'[était] en général [au groupe spécial] qu'il incomb[ait] de décider quelles preuves il chois[issait] d'utiliser pour faire ses constatations." Et qu'en appel, "nous n'all[i]ons pas empiéter à la légère sur la prérogative du groupe spécial dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire".³⁰⁷

230. Le Chili estime tout d'abord que le Groupe spécial n'a pas respecté ce critère en constatant que les limites de la fourchette dans le cadre de la mesure en cause étaient établies sur une base c.a.f. en dépit du fait que la législation chilienne exigeait que les fourchettes soient établies sur une base f.a.b. Ce faisant, de l'avis du Chili, le Groupe spécial a "fait abstraction des éléments de preuve directs figurant dans la législation chilienne" et "a nécessairement conclu que le Ministère des finances avait agi en violation de la législation chilienne".³⁰⁸ Le Chili fait observer que la Loi n° 18.525, modifiée, dispose que "les valeurs considérées seront les [limites de la fourchette prévues dans le Décret de 2002] en dollars des États-Unis f.a.b. par tonne".³⁰⁹ L'article 4 du Décret n° 831 dispose aussi expressément que les "valeurs plancher et plafond et les prix de référence prévus dans le présent règlement seront exprimés ... sur une base f.a.b.". ³¹⁰

231. Les arguments du Chili partent de l'hypothèse que le Groupe spécial a constaté que les limites de la fourchette avaient été établies sur la base de valeurs c.a.f. et *non* de valeurs f.a.b. À notre avis, le Groupe spécial n'a pas fait une telle constatation. Lorsqu'il a examiné la transparence des limites de la fourchette, le Groupe spécial a noté que ces niveaux avaient été établis jusqu'en 2014 et a pris en considération l'explication du Chili quant à leur origine.³¹¹ Après avoir rappelé les deux aspects problématiques que l'Organe d'appel avait identifiés en rapport avec les limites de la fourchette dans

³⁰⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 142. (notes de bas de page faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *CE – Hormones* et *États-Unis – Gluten de froment* omises)

³⁰⁸ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 203. (soulignage dans l'original omis)

³⁰⁹ *Ibid.*, paragraphe 202. Voir aussi *supra* note de bas de page 156. Le texte de l'article 12 de la Loi n° 18.525, modifiée, est reproduit au paragraphe 2.14 du rapport du Groupe spécial.

³¹⁰ Le texte du Décret suprême n° 831 est reproduit au paragraphe 2.16 du rapport du Groupe spécial.

³¹¹ Le Chili a expliqué que les limites de la fourchette avaient été établies sur la base des limites prévues au titre du système initial de fourchettes de prix dans un décret de mai 2002, "exprimé[s] au niveau des frais d'importation, au moyen de la déduction [de ces limites plancher et plafond de 2002 au titre du système initial de fourchettes de prix] de tous les frais d'importation afférents à une transaction commerciale normale à la date d'entrée en vigueur de la loi (deuxième semestre de 2003)". (Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.74 (citant la réponse du Chili à la question n° 52 posée par le Groupe spécial, rapport du Groupe spécial, page F-104))

le cadre du système initial³¹² de fourchettes de prix, le Groupe spécial a exprimé l'opinion selon laquelle les limites actuelles "présent[aient] ... les mêmes défauts"³¹³ et a expliqué ce qui suit:

Le Chili n'a pas démontré que l'abolition alléguée de la formule de calcul qui supposait d'éliminer la tranche la plus élevée de 25 pour cent et la tranche la plus basse de 25 pour cent des prix mondiaux avait eu une incidence concrète sur les niveaux auxquels les limites supérieure et inférieure de la fourchette avaient été fixées. *Le Chili n'a pas non plus fourni d'élément de preuve pour étayer son affirmation selon laquelle les "frais d'importation" avaient vraiment été déduits dans le processus de calcul des limites applicables.* Le simple fait que le Chili a affirmé que la formule de calcul avait été abolie et que les frais d'importation avaient été déduits ne suffit pas pour démontrer que, sur ce plan, le système actuel est non transparent et imprévisible à un degré moindre que le système initial.³¹⁴ (pas d'italique dans l'original)

232. Le Chili considère l'assertion du Groupe spécial indiquant que le Chili n'a pas "fourni d'élément de preuve pour étayer son affirmation selon laquelle les "frais d'importation" avaient vraiment été déduits" comme une constatation factuelle établissant que les frais d'importation n'avaient *pas* été déduits, à savoir que les limites de la mesure en cause étaient établies sur une base c.a.f., en particulier lorsque cette déclaration est lue conjointement avec la phrase suivante. Le Groupe spécial lui-même, toutefois, n'a formulé aucune constatation explicite selon laquelle ces limites étaient établies à partir de valeurs c.a.f. ou étaient exprimées en de telles valeurs. En fait, le Groupe spécial a expressément reconnu, dans le même paragraphe, "que les limites supérieure et inférieure de la fourchette étaient fixées par le Chili sur la base des [limites de la fourchette] prévu[e]s dans [le système] initial [de fourchettes de prix], après déduction des "frais d'importation"". ³¹⁵ Pour nous, le raisonnement cité plus haut donne à penser que le Groupe spécial ne se souciait pas de la question de savoir *si* les frais d'importation avaient été déduits pour établir les limites de la fourchette sur une base f.a.b., mais du manque de transparence quant à la *façon* dont cela avait été fait. Nous ne voyons pas en quoi l'assertion du Groupe spécial selon laquelle "le simple fait [d']affirme[r] ... que les frais d'importation avaient été déduits ne suffit pas pour démontrer que ... le système actuel est non

³¹² Le Groupe spécial a fait observer que l'Organe d'appel avait constaté: i) qu'éliminer 25 pour cent des "observations atypiques" des prix du marché mondial aux niveaux inférieur et supérieur rendait plus probable le fait que la limite inférieure de la fourchette serait égale ou supérieure au prix intérieur et empêchait que l'évolution des prix internationaux ne se répercute sur le marché intérieur; et ii) que la façon dont le Chili convertissait les prix f.a.b. en une base c.a.f. en les majorant des "frais d'importation" était non transparente et imprévisible parce que la façon dont ces frais étaient calculés n'était indiquée dans aucune loi publiée. (Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.75 et 7.76 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 246))

³¹³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.77.

³¹⁴ *Ibid.*, paragraphe 7.79.

³¹⁵ *Ibid.*

transparent et imprévisible à un degré moindre" revient à constater que les frais d'importation n'avaient pas été déduits. En fait, le Groupe spécial a simplement fait observer que la base sur laquelle les limites de la fourchette avaient été établies n'était pas totalement transparente. Par conséquent, partant de l'hypothèse que la législation chilienne exige que les limites de la fourchette soient établies sur une base f.a.b., nous considérons que le Groupe spécial n'a fait aucune constatation selon laquelle le Ministère des finances chilien avait agi en violation de la législation chilienne.

233. Le Chili allègue également que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord en refusant de réévaluer certains aspects du système initial de fourchettes de prix que, selon le Chili, tant le Groupe spécial initial que l'Organe d'appel ont interprété de façon erronée et en s'appuyant sur cette "erreur factuelle" dans son analyse de la mesure en cause. Le Chili fait valoir que le Groupe spécial initial et l'Organe d'appel ont estimé à tort que, dans le cadre de la mesure initiale, les limites de la fourchette c.a.f. étaient comparées à un prix de référence f.a.b. en vue de déterminer les droits spécifiques et les remises applicables. Le Chili soutient qu'en fait, même si les prix de référence étaient *déterminés* sur une base f.a.b., ils étaient uniquement comparés aux limites de la fourchette initiale *après avoir été convertis à une base c.a.f.*

234. En examinant cet aspect de l'appel du Chili, nous notons d'abord que le Chili n'a invoqué cette erreur d'interprétation alléguée concernant le fonctionnement de la mesure initiale ni devant le Groupe spécial initial au stade du réexamen intérimaire ni au cours de l'appel dans la procédure initiale.³¹⁶ En outre, il est apparu que le Chili lui-même disait, en réponse à une question posée par le Groupe spécial initial, que les prix de référence déterminés sur une base f.a.b. ne faisaient l'objet d'aucun ajustement.³¹⁷ Cette réponse semblerait être la base de la déclaration du Groupe spécial initial selon laquelle "comme l'a confirmé le Chili, les prix f.a.b. utilisés pour déterminer les [limites de la

³¹⁶ Le Chili n'a pas, en réponse aux questions posées à l'audience, affirmé qu'il avait porté cette erreur d'interprétation alléguée à l'attention du Groupe spécial initial ou de l'Organe d'appel.

³¹⁷ Dans la déclaration qu'elle a faite à l'audience du présent appel, l'Argentine a appelé l'attention sur la question n° 9 d) posée par le Groupe spécial initial, ainsi que la réponse du Chili, qui sont ainsi libellées:

d) Le prix de référence à l'importation hebdomadaire est-il aussi ajusté de la manière indiquée au paragraphe 15 h) de la première communication du Chili? Dans l'affirmative, est-il tenu compte des différences de coût selon l'origine des importations?

Réponse

Le prix de référence notifié sur une base hebdomadaire par l'Administration des douanes ne fait l'objet d'aucun mécanisme d'ajustement et il n'y a donc pas lieu de tenir compte des différences de coût ou des différentes origines des importations.

fourchette] sont ajustés, entre autres, en fonction des "coûts d'importation habituels", tandis que les prix f.a.b. utilisés pour déterminer les prix de référence ne le sont pas".³¹⁸

235. Le Chili soutient, à l'appui de cette partie de son appel, que le Groupe spécial "s'est manifestement appuyé" sur l'"erreur factuelle" du Groupe spécial initial.³¹⁹ Nous ne décelons pas une telle démarche dans les passages où le Groupe spécial se réfère au fonctionnement du système initial de fourchettes de prix.³²⁰ En outre, le Groupe spécial a dit expressément que ses constatations et conclusions concernant la mesure en cause ne dépendaient *pas* de la question de savoir si, dans le cadre du système initial de fourchettes de prix, le prix de référence était converti à une base c.a.f.³²¹ En d'autres termes, même à supposer pour les besoins de l'argumentation que cet aspect du fonctionnement du système initial de fourchettes de prix ait été interprété de façon erronée dans la procédure initiale, cette erreur d'interprétation n'aurait pas affecté les constatations du Groupe spécial en ce qui concerne la mesure en cause, et, par conséquent, même sa correction n'aurait pas aidé le Chili dans la présente procédure.

236. Nous rappelons également que, dans l'affaire *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, l'Organe d'appel s'est abstenu de "reven[ir] sur le rapport du Groupe spécial initial" parce que ce rapport avait "été adopté et ... le présent recours au titre de l'article 21:5 port[ait] sur une mesure *ultérieure*".³²² À cet égard, l'Organe d'appel s'est référé à l'article 3:2 et 3:3 du Mémoire d'accord et à l'importance de la sécurité, de la prévisibilité et du règlement rapide des différends. En outre, nous avons présent à l'esprit que les rapports de groupe spécial et de l'Organe d'appel adoptés doivent être acceptés par les parties à un différend.³²³ Ces mêmes considérations doivent aussi être

³¹⁸ Rapport du Groupe spécial initial, paragraphe 7.63. (non souligné dans l'original) Nous notons que dans la note de bas de page 640 relative à cette phrase, le Groupe spécial initial se référait à la réponse du Chili à la question n° 9 e). Toutefois, étant donné que la question n° 9 e) ne concerne pas cette question, le Groupe spécial initial entendait sans aucun doute se référer à la réponse du Chili à la question n° 9 d).

³¹⁹ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 211.

³²⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.40, 7.48, 7.50, 7.75, 7.86 et 7.88.

³²¹ En réponse aux observations formulées par le Chili au stade du réexamen intérimaire, le Groupe spécial a dit ce qui suit:

En tout état de cause, même si, pour les besoins de l'argumentation, nous acceptons l'explication du Chili voulant qu'il y ait une incompréhension quant au fait que, dans le [système] initial [de fourchettes de prix], le prix de référence n'était pas ajusté pour tenir compte des "frais d'importation", cela n'affecterait pas les conclusions énoncées dans le rapport du présent Groupe spécial de la mise en conformité.

(Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.14)

³²² Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphes 78 et 79. (italique dans l'original)

³²³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, paragraphe 97; rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 93.

prises en compte dans le présent appel et elles confirment notre point de vue selon lequel le Groupe spécial n'a pas, en l'espèce, manqué à ses devoirs au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord en s'abstenant de corriger l'erreur d'interprétation alléguée concernant le système initial de fourchettes de prix.

237. La troisième allégation du Chili selon laquelle le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord est fondée sur l'argument selon lequel le Groupe spécial a effectué uniquement un "examen superficiel" de traits caractéristiques ponctuels de la mesure en cause, "isolément", au lieu d'une "évaluation holistique de tous les traits caractéristiques de [la mesure en cause] et de ses effets pris ensemble".³²⁴ Comme nous l'avons vu, le Chili a aussi allégué que le Groupe spécial avait fait erreur dans son application de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* pour les mêmes motifs. Nous ne voyons pas très bien en quoi l'allégation d'erreur qu'il formule au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord diffère de cette allégation.³²⁵

238. En tout état de cause, nous ne voyons aucune infraction à l'article 11 dans l'approche du Groupe spécial. Comme il a été indiqué plus haut, le Groupe spécial a appliqué à juste titre l'article 4:2 et la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture* à la mesure en cause, conformément aux orientations en matière d'interprétation données par l'Organe d'appel dans la procédure initiale. Le fait que le Groupe spécial n'a pas souscrit aux arguments ou éléments de preuve présentés par le Chili ne peut pas, en soi, établir un manquement à l'obligation de prendre en considération de tels éléments de preuve ou de les évaluer objectivement comme l'exige l'article 11. Nous ne voyons rien qui indique que le traitement réservé par le Groupe spécial aux éléments de preuve était faussé ou outrepassait d'une autre manière des limites du pouvoir discrétionnaire dont le Groupe spécial disposait pour juger les faits. Nous rappelons aussi qu'une allégation selon laquelle un groupe spécial a manqué à ses devoirs au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord doit être autonome et ne devrait pas être formulée simplement en tant qu'argument ou allégation subsidiaire à

³²⁴ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 225.

³²⁵ En alléguant que le Groupe spécial a manqué à ses devoirs au titre de l'article 11, le Chili fait observer par exemple que: "le Groupe spécial a constaté ... une variation automatique et continue, *nonobstant les arguments du Chili* selon lesquels 1) le droit varie uniquement s'il y a adoption d'un décret administratif distinct; et 2) la fréquence de variation diminue, la variation qui était continue (transaction par transaction) n'intervenant plus que six fois par an". De même, le Chili fait observer que "le Groupe spécial constate que la [mesure en cause] continue d'être affectée par un manque de transparence et de prévisibilité, *nonobstant les arguments du Chili* selon lesquels 1) les fourchettes sont maintenant fixes et ne sont plus soumises à une majoration pour "frais d'importation" et à la règle des 25 pour cent; et 2) les prix de référence sont totalement prévisibles et transparents". (Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 233 (pas d'italique dans l'original)) Ces arguments reprennent ceux que le Chili a présentés à l'appui de son allégation selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur en appliquant l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* à la mesure en cause. Voir, *supra*, les paragraphes 177, 207, 210 et 216.

l'appui d'une allégation selon laquelle un groupe spécial n'a pas appliqué correctement une disposition des accords visés.³²⁶

239. La dernière allégation d'erreur formulée par le Chili au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord consiste à qualifier le "refus" allégué du Groupe spécial "de prendre en considération les éléments de preuve empiriques" dans son évaluation de la mesure en cause de manquement à l'obligation de procéder à une évaluation objective des faits.³²⁷ Le Chili fait observer qu'il a présenté une "quantité substantielle d'éléments de preuve et de données sur le fonctionnement" de la mesure en cause et pourtant le Groupe spécial "ne s'est référé et n'a eu recours à aucun élément de preuve concernant le fonctionnement réel" de la mesure en cause, et a rejeté la demande formulée par le Chili au stade du réexamen intérimaire tendant à ce qu'il revoie son analyse à la lumière des calculs mathématiques présentés par les parties.³²⁸

240. Nous gardons présent à l'esprit le fait que les renseignements présentés à un groupe spécial sont souvent volumineux par nature et que la valeur probante d'éléments de preuve spécifiques varie considérablement. Un groupe spécial doit examiner et prendre en considération tous les éléments de preuve qui lui sont présentés, doit indiquer les éléments de preuve sur lesquels il s'est appuyé pour parvenir à ses constatations et ne doit pas formuler de constatations qui ne soient pas étayées par des éléments de preuve. Toutefois, un groupe spécial dispose aussi d'une marge discrétionnaire considérable dans son appréciation des éléments de preuve. Cela signifie, entre autres choses, qu'un groupe spécial n'est pas tenu, dans son rapport, d'expliquer précisément comment il a traité chacun des éléments de preuve versés au dossier du groupe spécial. Selon nous, le Chili essaie de nous faire peser les éléments de preuve d'une manière différente de ce qu'a fait le Groupe spécial.³²⁹ Le Chili peut fort bien considérer que le Groupe spécial aurait dû attribuer plus de poids à certains éléments de preuve que le Chili avait présentés, et s'appuyer sur ces éléments de preuve, ou n'aurait pas dû s'appuyer sur certains éléments de preuve fournis par l'Argentine, mais, en l'absence de tout élément indiquant que le Groupe spécial a volontairement ignoré ou dénaturé les éléments de preuve du Chili, ou a formulé des constatations qui n'étaient pas étayées par *un quelconque* élément de preuve, rien ne

³²⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 498.

³²⁷ Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 227.

³²⁸ *Ibid.*, paragraphes 226 et 227.

³²⁹ Le Chili lui-même reconnaît que le Groupe spécial s'est effectivement référé à deux pièces présentées par l'Argentine concernant le fonctionnement de la mesure en cause ainsi qu'à certains autres éléments de preuve. (Communication du Chili en tant qu'appelant, paragraphe 226) En outre, au stade du réexamen intérimaire, le Groupe spécial a dit qu'il avait pris note des explications détaillées fournies par les parties et était parvenu à ses conclusions sur la base de ces explications ainsi que des éléments de preuve disponibles. (Rapport du Groupe spécial, paragraphes 6.9 et 6.10)

nous permet d'empiéter sur la prérogative du Groupe spécial dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire en l'espèce.

241. Ainsi, sur la base de ce qui précède, nous constatons que le Groupe spécial n'a pas manqué à ses devoirs au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord.

B. *Article 12:7 du Mémoire d'accord*

242. Les allégations du Chili selon lesquelles le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 12:7 du Mémoire d'accord sont fondées sur les quatre mêmes défauts allégués de l'analyse du Groupe spécial que le Chili a invoqués dans ses allégations au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord. Le Chili soutient que le Groupe spécial n'a pas donné de "justifications fondamentales": i) de sa constatation alléguée selon laquelle le Ministère des finances a agi en violation de la législation chilienne en établissant les niveaux des limites de la fourchette de prix; ii) de sa constatation selon laquelle la correction d'une erreur factuelle alléguée faite par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans la procédure initiale ne relevait pas de son mandat³³⁰; iii) lorsqu'il a constaté que la mesure en cause relevait de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture* sur la base d'un examen superficiel allégué de certains traits caractéristiques de cette mesure et iv) du fait allégué qu'il n'a pas effectué d'analyse empirique lorsqu'il a formulé ses constatations.

243. Avant d'aborder le fond de l'appel du Chili, nous examinons brièvement les devoirs que l'article 12:7 du Mémoire d'accord impose à un groupe spécial au cas où les parties n'arrivent pas à une solution mutuellement satisfaisante de leur différend. Plus précisément, un groupe spécial doit "présenter[] ses constatations sous la forme d'un rapport écrit à l'ORD" et, selon la deuxième phrase de l'article 12:7, "les groupes spéciaux exposeront dans leur rapport leurs constatations de fait, l'applicabilité des dispositions en la matière et les justifications fondamentales de leurs constatations et recommandations". L'Organe d'appel a expliqué que cette disposition "établi[ssait] un critère minimal en ce qui concerne les motifs que les groupes spéciaux [devaient] fournir à l'appui de leurs constatations et recommandations", à savoir que les explications et les raisons fournies doivent suffire "pour faire connaître la justification essentielle ou fondamentale de [ses] constatations et recommandations".³³¹ Les groupes spéciaux n'ont pas besoin d'"expliquer en long et en large les raisons de leurs constatations et recommandations" pour s'acquitter de leurs obligations au titre de

³³⁰ *Supra*, paragraphe 233.

³³¹ Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 106.

l'article 12:7.³³² En outre, les groupes spéciaux peuvent se référer à un raisonnement émanant d'autres sources, en particulier:

[O]n peut s'attendre à ce qu'un groupe spécial agissant au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord se réfère au rapport du groupe spécial initial, en particulier lorsque la mesure de mise en œuvre est étroitement liée à la mesure initiale et lorsque les allégations formulées dans le cadre du recours au titre de l'article 21:5 ressemblent de près à celles qui ont été formulées dans le cadre de la procédure du groupe spécial initial.³³³

244. Gardant à l'esprit tout ce qui précède, nous ne considérons pas que le Groupe spécial n'a pas donné de justifications fondamentales de ses constatations. Premièrement, en ce qui concerne la constatation alléguée selon laquelle le Ministère des finances a agi en violation de la législation chilienne en établissant les niveaux des limites de la fourchette de prix sur une base c.a.f., nous avons déjà fait observer que le Groupe spécial n'avait formulé aucune constatation explicite selon laquelle les limites de la fourchette étaient établies sur une telle base.³³⁴

245. Deuxièmement, le Chili allègue que le Groupe spécial a manqué à ses obligations au titre de l'article 12:7 parce qu'il n'a donné aucune raison expliquant pourquoi il avait constaté que la correction d'une erreur d'interprétation concernant les prix de référence dans le cadre de la mesure initiale ne relevait pas de son mandat. La "constatation" contestée par le Chili sur cette base figure dans la réponse du Groupe spécial aux observations formulées par le Chili pendant le réexamen intérimaire. En réponse à une demande du Chili tendant à corriger l'erreur d'interprétation alléguée, le Groupe spécial s'est référé à diverses observations faites par l'Organe d'appel et le Groupe spécial initial et a dit ce qui suit:

Le Groupe spécial a pris note des arguments du Chili à cet égard. Il n'entre toutefois pas dans son mandat de reconsidérer les caractéristiques du [système] initial [de fourchettes de prix], telles qu'elles ont été décrites dans la procédure initiale par l'Organe d'appel et par [le Groupe spécial initial].³³⁵

246. Cette réponse indique que la *raison* pour laquelle le Groupe spécial a considéré que la demande du Chili ne relevait pas de son mandat dans la présente procédure au titre de l'article 21:5, c'était *parce qu'elle* se rapportait à la description du système *initial* de fourchettes de prix dans la

³³² Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 109.

³³³ *Ibid.*

³³⁴ *Supra*, paragraphe 232. Puisque le Groupe spécial n'a pas fait une telle constatation, il n'avait aucun devoir correspondant de donner des justifications fondamentales.

³³⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 6.14. (note de bas de page omise)

procédure *initiale*. Pour nous, cela est suffisant pour satisfaire aux obligations du Groupe spécial au titre de l'article 12:7.

247. Troisièmement, le Chili allègue que le Groupe spécial n'a pas donné de justifications fondamentales lorsqu'il a constaté – sur la base uniquement d'un examen superficiel de certains traits caractéristiques, "isolément" – que la mesure en cause relevait de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*. Nous avons déjà examiné, et rejeté, les arguments du Chili selon lesquels l'approche du Groupe spécial à cet égard constituait une application erronée de la note de bas de page 1 et de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, ainsi qu'un non-respect de l'article 11 du Mémorandum d'accord.³³⁶ Les arguments du Chili au titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord visent à contester les mêmes éléments de l'analyse de fond du Groupe spécial en utilisant une base juridique différente, mais sans indiquer en quoi cette analyse manque de justifications fondamentales. En fait, les propres arguments du Chili révèlent que le Groupe spécial a fait un raisonnement poussé pour étayer ses constatations. En outre, notre examen de l'appel a montré que le Groupe spécial avait analysé la mesure en cause de manière détaillée et expliqué pourquoi il avait constaté que la mesure était similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation. Le simple fait que le Chili ne souscrit pas à ce raisonnement sur le fond ne peut pas suffire pour établir une violation de l'article 12:7.

248. Enfin, en ce qui concerne le fait allégué que le Groupe spécial n'a pas donné de justifications fondamentales de sa "non-prise en considération des éléments de preuve empiriques", nous rappelons que nous avons déjà exprimé l'avis selon lequel des arguments du Chili visaient à attribuer à l'expression "de façon empirique" un sens autre que celui auquel pensait l'Organe d'appel dans la procédure initiale.³³⁷ Nous avons aussi déterminé que le Groupe spécial avait *effectivement* pris en considération les éléments de preuve empiriques, même s'il n'avait pas accordé aux éléments de preuve présentés par le Chili autant de poids ou d'importance que ce pays aurait souhaité.³³⁸ Ainsi, le Groupe spécial a fourni la justification essentielle de ses constatations, y compris une indication et une explication des éléments de preuve "empiriques" sur lesquels il s'était appuyé.

249. Nous considérons, par conséquent, que le Groupe spécial n'a pas manqué à son devoir, au titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, de donner des "justifications fondamentales" de ses constatations et conclusions.

³³⁶ *Supra*, paragraphes 183 et 238.

³³⁷ *Supra*, paragraphes 188 à 190.

³³⁸ *Supra*, paragraphes 190 et 240.

VIII. Appel conditionnel

250. L'Argentine fait un appel qui est conditionnel puisque nous devons d'abord infirmer les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la mesure en cause est incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. En cas d'infirmer des constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 8.2 a), 8.3 et 8.4 de son rapport, l'Argentine demande à l'Organe d'appel de déterminer qu'il est nécessaire, pour régler le présent différend, de formuler une constatation distincte sur son allégation au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 et de constater que la mesure en cause est incompatible avec l'obligation qui y est énoncée.

251. Nous avons confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la mesure en cause était incompatible avec l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*. En conséquence, la condition à laquelle l'appel de l'Argentine est subordonné n'est pas remplie et nous n'avons pas besoin de nous prononcer sur l'autre appel de l'Argentine.

252. Si la condition à laquelle l'appel de l'Argentine est subordonné avait été remplie, nous aurions dû examiner si l'allégation de l'Argentine au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994 entrait dans le champ d'application de la présente procédure au titre de l'article 21:5. Le Groupe spécial a fait une analyse approfondie de la question de savoir quand "un groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 peut examiner une nouvelle allégation qui n'a pas été présentée au groupe spécial initial"³³⁹ – analyse que le Groupe spécial lui-même a qualifiée d'"*obiter dicta*".³⁴⁰ Certains participants tiers ont exprimé des vues divergentes sur la question de savoir si nous aurions pu ou dû examiner ces observations du Groupe spécial concernant le champ d'application de la procédure au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord.³⁴¹ Du fait que nous ne traitons pas

³³⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.151. Le Groupe spécial a exposé son analyse aux paragraphes 7.121 à 7.161 de son rapport.

³⁴⁰ *Ibid.*, paragraphe 7.121.

³⁴¹ L'Australie note que les constatations du Groupe spécial étaient "inutiles pour régler le différend" et estime que, "[b]ien que les questions soulevées soient importantes ... il [ne] serait [pas] utile que l'Organe d'appel règle cette question en l'absence d'une question factuelle spécifique nécessitant un tel règlement". (Déclaration de l'Australie à l'audience) De l'avis du Canada, que nous infirmions ou non les constatations du Groupe spécial relatives à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*, "l'Organe d'appel a toujours la latitude de revoir l'analyse du Groupe spécial concernant cette question dans le cadre de son examen plus général du présent différend". Selon le Canada, la clarification de la sphère de compétence des groupes spéciaux au titre de l'article 21:5 est nécessaire en raison de l'importance systémique de cette question. (Communication du Canada en tant que participant tiers, paragraphes 3 et 4) Les Communautés européennes affirment que les observations du Groupe spécial contribuent à la "grande incertitude" concernant le champ d'application de la procédure au titre de l'article 21:5, et que l'Organe d'appel devrait saisir l'occasion de lever cette incertitude, ou du moins déclarer que l'approche du Groupe spécial est sans fondement et sans effet juridique. (Communication des Communautés européennes en tant que participant tiers, paragraphe 30) Les États-Unis font valoir que, étant donné que les observations du Groupe spécial sont des *obiter dicta*, elles sont sans fondement et dénuées d'effet juridique, et ajoutent que, puisque ni l'Argentine ni le Chili n'ont fait appel des *dicta* du Groupe spécial, l'Organe

l'appel conditionnel de l'Argentine, nous n'examinons pas la déclaration du Groupe spécial sur cette question ni n'exprimons d'avis à son sujet.

IX. "Nouvelles" pièces présentées par le Chili en appel

253. Nous sommes parvenus à nos constatations et conclusions sur la base d'un examen attentif du rapport du Groupe spécial à la lumière des allégations d'erreur et des arguments présentés en appel. Pour effectuer cette tâche, nous n'avons pas jugé nécessaire d'avoir recours aux renseignements fournis par le Chili dans les pièces CHL-AB-3 à CHL-AB-15 jointes à sa communication d'appelant. De ce fait, nous n'avons pas besoin de rendre une décision distincte ou additionnelle sur la recevabilité de ces pièces.³⁴²

X. Constatations et conclusions

254. Pour les raisons exposées dans le présent rapport, l'Organe d'appel:

- a) constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans son attribution de la charge de la preuve;
- b) constate que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans son interprétation de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*, ni dans son application de ces dispositions à la mesure en cause et, par conséquent:
 - i) confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 7.104 de son rapport³⁴³, selon laquelle la mesure en cause est une mesure à la frontière similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation au sens de la note de bas de page 1 relative à l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*; et
 - ii) confirme la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 8.2 a) de son rapport, selon laquelle, en maintenant une mesure à la frontière similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation, le Chili agit d'une manière incompatible avec ses obligations au

d'appel n'est pas en mesure de déclarer qu'ils sont sans fondement et dénués d'effet juridique. (Déclaration des États-Unis à l'audience)

³⁴² Nous avons exposé notre avis préliminaire sur les principes qui devraient régir la recevabilité de ces pièces dans une lettre, datée du 13 mars 2007, aux participants et aux participants tiers. (*Supra*, paragraphe 12)

³⁴³ Voir aussi le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.81, 7.92 et 7.96.

titre de l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture* et n'a pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD;

- c) constate que le Groupe spécial n'a pas manqué à ses devoirs, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à une évaluation objective de la question dont il était saisi ou, au titre de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, d'exposer les justifications fondamentales de ses constatations; et
- d) constate, à la lumière de ces constatations, que, du fait que la condition à laquelle l'autre appel de l'Argentine est subordonné n'a pas été remplie, il n'est pas nécessaire d'examiner cet appel.

255. L'Organe d'appel recommande que l'ORD demande au Chili de rendre sa mesure, dont il a été constaté dans le présent rapport, et dans le rapport du Groupe spécial, confirmé par le présent rapport, qu'elle était incompatible avec l'*Accord sur l'agriculture*, conforme à ses obligations au titre de cet accord.

Texte original signé à Genève le 20 avril 2007 par:

Luiz Olavo Baptista
Président de la section

Georges Abi-Saab
Membre

Giorgio Sacerdoti
Membre

ANNEXE I

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS207/22

5 février 2007

(07-0519)

Original: anglais

CHILI – SYSTÈME DE FOURCHETTES DE PRIX ET MESURES DE SAUVEGARDE APPLIQUÉS À CERTAINS PRODUITS AGRICOLES

Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends

Notification d'un appel présentée par le Chili au titre de l'article 16:4 et de l'article 17 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord) et au titre de la règle 20 1) des Procédures de travail pour l'examen en appel

La notification ci-après, datée du 5 février 2007 et adressée par la délégation du Chili, est distribuée aux Membres.

Conformément à l'article 16 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémoire d'accord") et à la règle 20 des Procédures de travail pour l'examen en appel, le Chili notifie sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, au sujet de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles – Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends* (WT/DS207/RW) et de certaines interprétations du droit données par le Groupe spécial.

Le Chili demande que l'Organe d'appel examine certaines conclusions du Groupe spécial qui sont erronées et qui sont fondées sur des constatations erronées concernant des questions de droit et des interprétations connexes du droit.

1. Le Groupe spécial n'a pas déterminé ni appliqué la charge de la preuve appropriée dans le cas d'une procédure de règlement des différends au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord en attribuant au Chili la charge de prouver que la Loi n° 19.897 et le Décret suprême n° 831 (collectivement, la "mesure de mise en œuvre") n'étaient plus incompatibles avec les règles de l'OMC au lieu d'attribuer à l'Argentine la charge de prouver que la mesure de mise en œuvre était

incompatible avec les obligations contractées par le Chili dans le cadre de l'OMC au titre de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture*.¹

2. Le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture* en ne donnant pas effet à l'expression "autres que les droits de douane proprement dits" figurant dans la note de bas de page 1², en n'examinant pas la "similitude" avec des prélèvements variables à l'importation et des prix minimaux à l'importation de façon empirique en ce qui concerne les effets réels de la mesure de mise en œuvre³, en interprétant le terme "variables" figurant dans la note de bas de page 1 d'une manière erronée, y compris d'une manière qui n'était pas conforme aux constatations de l'Organe d'appel⁴, en interprétant les termes "transparence" et "prévisibilité" d'une manière qui n'était pas conforme aux constatations de l'Organe d'appel⁵, et en élaborant par ailleurs un critère juridique pour évaluer la conformité à l'article 4:2 et à la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture* qui comportait une contradiction interne et n'était pas conforme aux constatations formulées par l'Organe d'appel dans le différend précédent.⁶

3. Le Groupe spécial a fait erreur dans son application de l'article 4:2 et de la note de bas de page 1 de l'*Accord sur l'agriculture* à la mesure de mise en œuvre, y compris dans ses constatations sur le point de savoir si la mesure de mise en œuvre était semblable à un "prélèvement variable à l'importation"⁷ et ses constatations sur le point de savoir si la mesure de mise en œuvre était semblable à un "prix minimal à l'importation"⁸ en particulier lorsqu'une telle analyse était effectuée comme il était approprié d'une manière empirique.

4. Le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec son obligation au titre de l'article 11 du Mémoire d'accord de "procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions" et son obligation au titre de l'article 12:7 du Mémoire d'accord d'exposer "[ses] constatations de fait, l'applicabilité des dispositions en la matière et les justifications fondamentales de [ses] constatations et recommandations", entre autres choses:

- a) en concluant, sans donner d'explications, que le Ministère des finances violait la législation chilienne en établissant les niveaux des fourchettes de prix⁹;

¹ Les erreurs du Groupe spécial se retrouvent dans son analyse globale figurant aux paragraphes 7.14 à 7.104, plus particulièrement dans ses constatations énoncées aux paragraphes 7.14, 7.44, 7.54, 7.55, 7.79, 7.81, 7.92, 7.96, et dans les constatations qu'il a formulées en liaison avec les observations des parties sur le rapport intérimaire aux paragraphes 6.8 à 6.12, plus particulièrement au paragraphe 6.12.

² L'erreur du Groupe spécial apparaît aux paragraphes 7.14, 7.20, 7.54, 7.81, 7.92 et 7.104.

³ L'erreur du Groupe spécial apparaît aux paragraphes 6.9 à 6.12 et 7.97 à 7.103 et ressort autrement de l'analyse du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.14 à 7.104.

⁴ Les erreurs du Groupe spécial apparaissent aux paragraphes 7.28 et 7.55 à 7.104.

⁵ Les erreurs du Groupe spécial apparaissent aux paragraphes 7.28 et 7.55 à 7.104.

⁶ Les erreurs du Groupe spécial se retrouvent dans son analyse globale figurant aux paragraphes 7.14 à 7.104.

⁷ L'erreur du Groupe spécial apparaît aux paragraphes 7.55 à 7.104, en particulier aux paragraphes 7.55 à 7.81.

⁸ Les erreurs du Groupe spécial se retrouvent aux paragraphes 7.55 à 7.104, en particulier aux paragraphes 7.82 à 7.92.

⁹ L'erreur du Groupe spécial apparaît au paragraphe 7.79.

- b) en omettant, sans donner d'explications, de corriger les erreurs dans la description que le Groupe spécial initial avait faite du système de fourchettes de prix, alors que le Groupe spécial s'appuyait sur cette description pour formuler ses propres constatations¹⁰;
- c) en n'effectuant qu'un examen superficiel des traits caractéristiques pertinents de la mesure de mise en œuvre, considérée isolément¹¹; et
- d) en n'examinant pas les éléments de preuve empiriques sur le fonctionnement réel de la mesure de mise œuvre.¹²

Le Chili demande que l'Organe d'appel infirme les constatations et conclusions du Groupe spécial et modifie en conséquence les recommandations et décisions du Groupe spécial.¹³

¹⁰ L'erreur du Groupe spécial apparaît aux paragraphes 6.14, 7.40 d), 7.48, 7.50, 7.75 et 7.86 à 7.88.

¹¹ Les erreurs du Groupe spécial se retrouvent dans son analyse globale figurant aux paragraphes 7.14 à 7.104.

¹² Les erreurs du Groupe spécial se retrouvent dans son analyse globale figurant aux paragraphes 7.14 à 7.104 et dans les constatations qu'il a formulées en liaison avec les observations des parties sur le rapport intérimaire aux paragraphes 6.8 à 6.12.

¹³ Voir les paragraphes 8.2 a), 8.3 et 8.4.

ANNEXE II

**ORGANISATION MONDIALE
DU COMMERCE**

WT/DS207/23
26 février 2007

(07-0799)

Original: anglais

**CHILI – SYSTÈME DE FOURCHETTES DE PRIX ET MESURES
DE SAUVEGARDE APPLIQUÉS À CERTAINS
PRODUITS AGRICOLES**

Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémoire d'accord
sur le règlement des différends

Notification d'un autre appel présenté par l'Argentine au titre de l'article 16:4 et de
l'article 17 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant
le règlement des différends (Mémoire d'accord) et de la Règle 23 1)
des Procédures de travail pour l'examen en appel

La notification ci-après, datée du 19 février 2007 et adressée par la délégation de l'Argentine, est distribuée aux Membres.

Conformément aux articles 16:4 et 17 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémoire d'accord") et à la Règle 23 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, l'Argentine présente sa déclaration d'un autre appel concernant certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*¹ et certaines interprétations du droit données par celui-ci.

Le 5 février 2007, le Chili a déposé sa déclaration d'appel conformément à la Règle 20 des *Procédures de travail pour l'examen en appel*. Il a demandé que l'Organe d'appel, entre autres choses, infirme les constatations et conclusions du Groupe spécial et modifie en conséquence les recommandations et décisions du Groupe spécial énoncées aux paragraphes 8.2 a), 8.3 et 8.4 du rapport du Groupe spécial.

Si l'Organe d'appel devait infirmer l'une quelconque des constatations, recommandations et décisions du Groupe spécial énoncées aux paragraphes 8.2 a), 8.3 et 8.4 du rapport du Groupe spécial, l'Argentine a l'honneur de demander que l'Organe d'appel examine la conclusion du Groupe spécial et ses constatations et interprétations juridiques y afférentes selon lesquelles il est inutile, pour régler le

¹ Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, WT/DS207/RW, distribué le 8 décembre 2006 (le "rapport du Groupe spécial").

présent différend, de formuler une constatation distincte sur l'allégation de l'Argentine au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994.²

Dans ce cas, l'Argentine demande que l'Organe d'appel constate:

- a) qu'il est nécessaire, pour régler le présent différend, de formuler une constatation distincte sur l'allégation de l'Argentine au titre de la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994;
- b) que le SFP modifié est incompatible avec la deuxième phrase de l'article II:1 b) du GATT de 1994.

L'Argentine demande aussi à l'Organe d'appel de compléter l'analyse du Groupe spécial dans les cas dans lesquels il infirme ou modifie les constatations du Groupe spécial ou dans lesquels il est nécessaire de compléter l'analyse du Groupe spécial pour régler le présent différend.

² Cette conclusion est énoncée au paragraphe 8.2 b) du rapport du Groupe spécial. Les constatations et interprétations juridiques y afférentes du Groupe spécial sont énoncées aux paragraphes 6.6, 6.7, 7.3, 7.5 et 7.105 à 7.162 du rapport du Groupe spécial.